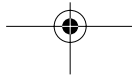
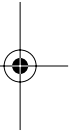
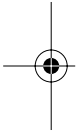
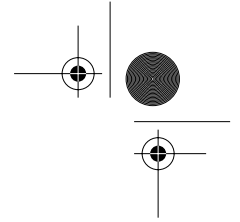


## LA CONJONCTURE DÉMOGRAPHIQUE : L'EUROPE ET LES AUTRES PAYS DÉVELOPPÉS

*Comme précédemment, cette chronique est composée de deux parties. La première consiste en un commentaire général de l'évolution démographique en Europe et dans les autres pays développés. Pour permettre au lecteur de mieux suivre l'évolution d'ensembles régionaux dont les régimes démographiques sont assez diversifiés, les tableaux distinguent l'Union européenne dans ses deux configurations, l'ancienne à 15 membres et la nouvelle, issue de l'élargissement au 1<sup>er</sup> mai 2004 à 25, ainsi que le groupe des pays qui ont intégré l'Union à cette occasion. La seconde partie traite de l'évolution de la fécondité de pays anglophones développés : Canada, États-Unis, Australie et Nouvelle-Zélande.*

- J.-P. SARDON — Évolution démographique récente  
des pays développés
- J.-P. SARDON — La fécondité dans les pays  
anglophones développés hors d'Europe :  
Canada, États-Unis, Australie et Nouvelle-Zélande





# Évolution démographique récente des pays développés

Jean-Paul SARDON\*

## I. Le mouvement de la population<sup>(1)</sup>

Au 1<sup>er</sup> janvier 2005, la population de l'Europe (y compris les républiques caucasiennes issues de l'ancienne Union soviétique) s'élevait à 745,2 millions d'habitants, soit une progression de près de 3 millions de personnes depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2000. En dépit de cette progression apparente, qui provient pour une part de corrections à la suite de la dernière vague de recensements<sup>(2)</sup>, la population du continent est restée très stable depuis le début des années 1990. Cette évolution est la résultante de mouvements très contrastés à travers le continent, puisque la hausse observée en Europe occidentale s'oppose à la baisse dans les autres grands ensembles géographiques du continent. La population européenne diminuerait si un solde migratoire positif ne venait compenser le déficit du mouvement naturel (tableau A). Pour l'ensemble du continent, au cours de la période 2000-2004, l'excédent du nombre des décès sur celui des naissances se traduit par une perte moyenne annuelle de 976 000 habitants. Cette perte, qui avait tendance à s'accroître au fil des ans, s'est quelque peu résorbée en 2004, le solde naturel passant de - 1,12 à - 0,68 million<sup>(3)</sup>.

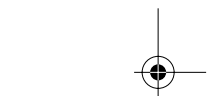
\* Institut national d'études démographiques et Observatoire démographique européen.

<sup>(1)</sup> La source unique utilisée est la base de données de l'Observatoire démographique européen (ODE) qui bénéficie de la collecte de données démographiques commune aux organisations internationales (Conseil de l'Europe, Eurostat et Nations unies) ainsi que des publications des offices statistiques nationaux. Que tous ceux qui participent de près ou de loin à ces travaux, et plus particulièrement Geneviève Houriet-Ségard et Rachid Ouarraou sans l'aide précieuse desquels la mise à jour et la maintenance de la base de données de l'ODE ne sauraient être menées à bien, voient cet article comme un témoignage de remerciements et la reconnaissance de leurs efforts. Des incohérences mineures peuvent apparaître entre les valeurs (arrondies) figurant dans les tableaux et les commentaires, qui s'appuient quant à eux sur les valeurs détaillées.

<sup>(2)</sup> C'est pour cette raison que nous avons fait le choix de faire figurer sur le tableau A des moyennes calculées sur les cinq dernières années et non les valeurs relatives à la dernière année d'observation.

<sup>(3)</sup> La précision de ce tableau, comme celle de tous les autres, ne doit pas faire illusion car la qualité des informations concernant les mouvements migratoires est assez modeste et l'on ne peut exclure qu'ils soient sous-estimés. En Europe centrale et orientale, c'est l'émigration qui doit l'être, alors qu'en Europe occidentale, c'est plutôt l'immigration. De plus, les estimations de population peuvent également souffrir de quelques incertitudes.

*Population-F*, 61(3), 2006, 225-300



C'est dans les États anciennement socialistes et notamment dans ceux issus de l'éclatement de l'ancienne URSS, tout particulièrement en Russie, que la diminution de la population est la plus nette. Ces pays conjuguent un déficit des naissances sur les décès et un solde migratoire négatif. Remarquons toutefois que dans toutes ces régions, comme dans tous les ensembles européens distingués, 2004 se caractérise par une notable amélioration du solde naturel, puisqu'on observe une diminution de l'excédent des décès là où il est négatif et une augmentation de l'excédent des naissances là où il est positif.

L'excédent naturel, qui diminuait d'année en année depuis 2000 en Europe occidentale comme dans l'Union européenne à 15 ou à 25, connaît une embellie en 2004 : il s'établit à 560 000, retrouvant ainsi des valeurs qui n'avaient pas été observées depuis le début de la décennie 1990. En dépit de ce solde positif, la situation de l'Union n'est pas très florissante, dans la mesure où l'accroissement naturel reste, en 2004, près de quatre fois plus faible<sup>(4)</sup> que celui enregistré aux États-Unis. Sur l'ensemble de la période 2000-2004, le rapport des soldes naturels des États-Unis et de l'Europe des Vingt-Cinq s'élève à 5,5.

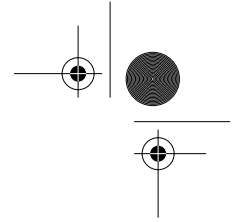
L'évolution de la population reste très variable à travers le continent (tableau A). En 2000, le taux de croissance s'échelonnait de 4,0 ‰ en Europe occidentale à - 6,5 ‰ en Europe orientale ; en 2005, l'intervalle va de 5,8 ‰, toujours en Europe occidentale, à - 4,8 ‰ en Russie. Depuis 1989, dans sa formation à 15 comme à 25 membres, le solde migratoire de l'Union dépasse le solde naturel. La part de la migration nette dans l'accroissement total de l'Union dépasse, en moyenne, 80 % depuis 2000.

TABLEAU A.- POPULATION DE QUELQUES GRANDS ENSEMBLES GÉOGRAPHIQUES

	Effectif de la population (en millions d'habitants)		Variation moyenne annuelle de la période 2000-2004 (en millions d'habitants)		Taux de croissance moyen annuel de la période 2000-2004 (pour 1 000 habitants)	
	1 <sup>er</sup> janvier 2000	1 <sup>er</sup> janvier 2005	Totale	Due à l'accroissement naturel	Total	Dû à l'accroissement naturel
Europe occidentale	387,3	397,6	+ 2,1	+ 0,4	+ 5,2	+ 1,0
Europe centrale	121,6	119,4	- 0,4	- 0,1	- 3,7	- 1,0
Europe orientale	86,6	83,5	- 0,6	- 0,4	- 7,4	- 4,3
Russie	145,6	143,5	- 0,4	- 0,9	- 2,9	- 6,3
Ensemble de l'Europe	742,3	745,2	+ 0,6	- 1,0	+ 0,8	- 1,3
États-Unis	280,7	295,2	+ 2,9	+ 1,6	+ 10,0	+ 5,7
Japon	126,9	127,6	+ 0,1	+ 0,2	+ 1,1	+ 1,2
Europe des Quinze	375,4	385,3	+ 2,0	+ 0,4	+ 5,2	+ 1,0
Nouveaux pays membres	74,9	74,2	- 0,2	- 0,1	- 2,1	- 1,1
Europe des Vingt-Cinq	450,3	459,5	+ 1,8	+ 0,3	+ 4,0	+ 0,7

Source : ODE

<sup>(4)</sup> La croissance naturelle absolue de l'Union européenne est, dans sa nouvelle configuration à 25 membres, 7,3 fois plus faible que celle des États-Unis en dépit d'une population 1,7 fois plus nombreuse.



Dans tous les pays d'Europe de l'Ouest la population croît, à l'exception de l'Allemagne où la réduction du solde migratoire, depuis 2003, ne permet plus de compenser l'excédent des décès sur les naissances. Si les pays d'Europe de l'Ouest enregistrent toujours une croissance de leur population, c'est aussi à l'attraction que ces pays exercent sur les populations étrangères qu'ils le doivent. En Europe centrale et orientale, la quasi-totalité des pays sont confrontés à une diminution de leur population, à l'exception de quelques pays d'Europe centrale (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine, Slovaquie), de l'Azerbaïdjan, mais également de la Croatie, de la République tchèque et de l'Arménie où la baisse a pris fin en 2004 (tableau 1). Dans tous ces pays, où l'effectif de la population diminue, le solde naturel est négatif.

Si les pays d'Europe occidentale sont, à des degrés divers, des pays d'immigration, c'est loin d'être le cas en Europe centrale et surtout en Europe orientale, ce qui y accentue la baisse de la population. En Europe orientale, seules la Russie et la Biélorussie enregistrent encore un solde migratoire positif, mais il est en diminution constante (tableau 13). En Europe centrale, plusieurs pays exercent encore une attraction, notamment la Croatie, la Slovénie, la Hongrie, la République tchèque et la Slovaquie. Dans cette région, la migration revêt un aspect tout à fait particulier. En effet, ces mouvements ne se limitent pas à des départs vers des pays riches et à des arrivées en provenance de l'ancien bloc soviétique mais ils sont également constitués d'échanges intra-régionaux qui concernent généralement des minorités ethniques ou ont été provoqués par l'éclatement des anciens États fédéraux<sup>(5)</sup>. Il se pourrait que l'intégration à l'Union européenne de pays de la région modifie quelque peu la donne migratoire, mais des accords limitant la libre circulation des personnes ont été mis en place. On pourrait assister au renforcement de la présence des ressortissants des pays d'Europe occidentale, ainsi qu'à une accentuation de la pression sur les frontières de ces pays car l'intégration devrait se traduire par un renforcement du dynamisme de leur économie et, par conséquent, de leur attractivité.

À l'Ouest, si les plus forts contingents de migrants se dirigent vers l'Allemagne et le Royaume-Uni et de plus en plus vers l'Europe du sud (Espagne et Italie)<sup>(6)</sup>, les taux de migration nette les plus importants sont observés en Espagne, en Irlande, en Italie, en Autriche, en Suisse, mais également à Chypre où cet indice est le plus élevé. Hors d'Europe, Israël, le Canada et l'Australie dépassent largement les États-Unis, même si ce pays est celui qui accueille le plus de migrants après l'Union européenne.

<sup>(5)</sup> Pour plus de détail, voir Jean-Paul Sardon, « Europe centrale : des trajectoires démographiques inquiétantes », *Le courrier des pays de l'Est*, n° 1035, La Documentation française, mai 2003.

<sup>(6)</sup> Notons que le solde migratoire de la France se situe au cinquième rang de l'Union, même si, rapporté à la taille de la population, il n'occupe plus que le quatorzième rang sur 15 membres, ou le dix-huitième sur 25.

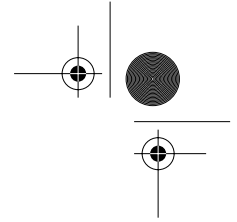
TABLEAU B. – FACTEURS DE LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE EN 2004  
DANS LES PAYS DE L'UNION EUROPÉENNE

	Accroissement			Taux de croissance pour 1 000 habitants		
	Total	Naturel	Migratoire	Total	Naturel	Migratoire
Allemagne	- 30 822	- 112 649	81 827	-0,37	- 1,37	0,99
Autriche	66 402	4 676	61 726	8,12	0,57	7,55
Belgique	49 431	14 119	35 312	4,74	1,35	3,39
Danemark	13 646	8 591	5 055	2,55	1,63	0,92
Finlande	16 879	10 158	6 721	3,23	1,94	1,29
France	361 200	261 016	100 184	5,98	4,32	1,66
Irlande	81 441	33 533	47 908	20,02	8,24	11,78
Luxembourg	3 400	1 874	1 526	7,50	4,13	3,37
Pays-Bas	47 494	57 454	- 9 960	2,92	3,53	- 0,61
Royaume-Uni	234 425	131 205	103 220	3,92	2,19	1,73
Suède	35 722	10 396	25 326	3,97	1,16	2,82
Espagne	692 693	84 470	608 223	16,23	1,93	14,29
Grèce	35 563	713	34 850	3,21	0,06	3,15
Italie	574 130	1 586	572 544	9,87	0,33	9,53
Portugal	54 570	7 288	47 282	5,20	0,70	4,50
Slovénie	1 157	- 562	1 719	0,58	- 0,28	0,86
Hongrie	- 19 193	- 37 355	18 162	- 1,90	- 3,70	1,80
Pologne	- 16 773	- 7 391	- 9 382	- 0,44	- 0,19	- 0,25
République tchèque	9 122	- 9 513	18 635	0,89	- 0,93	1,82
Slovaquie	4 769	1 895	2 874	0,89	0,35	0,53
Estonie	- 4 069	- 3 821	- 248	- 3,02	- 2,83	- 0,18
Lettonie	- 12 769	- 11 690	- 1 079	- 5,52	- 5,05	- 0,47
Lituanie	- 20 533	- 10 921	- 9 612	- 5,98	- 3,18	- 2,80
Chypre	19 100	3 455	15 645	23,07	4,17	18,90
Malte*	1 882	783	1 099	4,95	2,19	2,76
Europe des Quinze	2 236 174	514 430	1 721 744	5,81	1,37	4,44
Nouveaux pays membres	- 37 307	- 75 120	37 813	- 0,50	- 1,01	0,51
Europe des Vingt-Cinq	2 198 867	439 310	1 759 557	4,79	0,99	3,80

\* Données de l'année 2003.  
Note : les soldes migratoires de ce tableau sont calculés par différence entre l'accroissement total et l'accroissement naturel ; ils peuvent différer de ceux indiqués dans les tableaux annexes 13 et 14 qui sont fondés sur l'enregistrement des mouvements migratoires.  
Source : ODE.

La population de l'Union compte actuellement 459 millions d'habitants ; cinq des États membres dépassent 40 millions d'habitants, un autre approche ce seuil (la Pologne) et treize d'entre eux n'atteignent pas les 10 millions. L'élargissement s'est traduit par une augmentation importante de la part des États peu peuplés, qui a fait tomber la moyenne par pays de 25 à 18 millions d'habitants.

Toutefois, forte de ses 459 millions d'habitants, l'Union européenne est devenue l'un des ensembles régionaux intégrés les plus peuplés, derrière les 535 millions d'habitants de l'ASANE (Association des Nations d'Asie du Sud-Est, qui regroupe l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Thaïlande, Brunei, le Vietnam, le Cambodge, le Laos et la Birmanie) mais devant les 429 millions d'habitants de l'ALENA



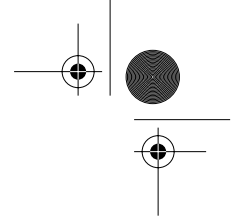
pour seulement trois pays (Canada, États-Unis et Mexique) et les 223 millions du MERCOSUR (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay). Elle reste, toutefois, assez éloignée de puissances comme la Chine et l'Inde qui, outre leurs 1,3 et 1,1 milliards d'habitants respectifs, bénéficient d'une intégration autrement plus forte, en tant que pays, que ce qu'autorise le grand marché économique auquel est actuellement réduite l'Union.

En 2004, la population de l'Union s'est accrue de 2,2 millions d'habitants. Cette progression provient pour 80 % du solde migratoire qui aurait plus que triplé depuis 1997, alors que depuis l'an 2000 l'accroissement naturel enregistre une légère dégradation.

La diversité des situations à l'intérieur de l'Union s'est fortement accentuée avec l'élargissement, non seulement du fait de l'entrée de pays d'Europe centrale dont les populations décroissent mais également avec celle de Chypre dont la croissance, principalement migratoire, est soutenue. Ainsi, sur les 10 nouveaux membres, 5 ont enregistré une diminution de leur population en 2004 (tableau B). Sept d'entre eux ont, en 2005, une population moins nombreuse qu'en 2000. Dans chacun des pays issus de l'ancien bloc de l'Est, sauf en Albanie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine et Slovaquie, le nombre de décès dépasse celui des naissances, le plus souvent, depuis le début des années 1990. En Hongrie, ce solde est négatif depuis le début des années 1980. Nombre de ces pays ont eu une longue tradition d'émigration, mais la situation est plutôt en train de s'inverser. La Croatie, la Slovénie et la Biélorussie enregistrent, depuis la fin des années 1990, plus d'arrivées que de départs. En Hongrie et en Slovaquie, le solde migratoire est positif depuis le début des années 1990, alors qu'en République tchèque, c'est le cas depuis le début des années 1970.

La croissance de l'Union repose donc avant tout sur les anciens membres et plus particulièrement sur ceux qui exercent le plus d'attrait sur les pays tiers, pays d'ancienne destination comme l'Allemagne et le Royaume-Uni ou nouveaux pays d'accueil comme l'Italie et l'Espagne. Ces deux derniers pays sont, avec la France<sup>(7)</sup>, qui se distingue par un accroissement naturel élevé, et le Royaume-Uni, ceux qui contribuent le plus à la croissance de l'Union. La contribution de l'Allemagne s'est ralentie depuis 2002 du fait de la forte accentuation du déficit des naissances sur les décès et de la diminution du solde migratoire. L'Allemagne reste le seul pays de l'ancienne Union européenne à enregistrer un solde naturel négatif, puisque l'Italie et la Grèce ont renoué, en 2004, avec un excédent des naissances sur les décès. Au total, 8 des 25 membres seraient à terme menacés par une diminution de leur population si, pour la moitié d'entre eux, un solde migratoire positif ne venait compenser ou atténuer le déficit du solde naturel.

<sup>(7)</sup> Pour plus de détail sur la situation démographique de la France, voir F. Prioux, « L'évolution démographique récente en France », *Population-F*, 60 (4), 2005, p. 443-488.



L'examen des taux de croissance donne une image un peu différente. Les plus forts taux de croissance sont ceux de l'Irlande et de Chypre où ils sont 3 à 4 fois plus élevés que la moyenne de l'Union. Viennent ensuite l'Espagne et l'Italie, du fait de taux de migration nette parmi les plus élevés de l'Union. Le taux d'accroissement naturel le plus élevé est celui de l'Irlande, deux fois supérieur à celui de son suivant immédiat, la France. À l'opposé, ce sont les pays baltes (Lituanie, Lettonie et Estonie) qui enregistrent les décroissances les plus fortes en raison d'un déficit très net des naissances, accentué par un solde migratoire négatif.

## II. Migrations<sup>(8)</sup>

La migration est devenue depuis quelques années un facteur important de la croissance de la population de l'Union européenne. Les pays qui attirent le plus d'immigrants sont les pays les plus peuplés comme l'Allemagne et l'Espagne, qui ont, respectivement, accueilli 780 000 et 685 000 personnes en 2004 (tableau 13). En quelques années, l'Espagne est devenue, avec l'Italie, un pays majeur d'immigration. L'Italie se situe d'ailleurs au quatrième rang, avec 445 000 entrées, devancée par le Royaume-Uni (518 000). Viennent ensuite l'Autriche et la Suisse avec, respectivement, 127 000 et 120 000 entrées. La Russie, qui bénéficiait encore d'une forte immigration à la fin des années 1990 (367 100 en 1999), a vu son attractivité se réduire sévèrement puisqu'en 2004 le nombre des entrées est tombé à 80 000.

Si l'on prend en compte l'effectif de la population des pays, ce sont des pays peu peuplés qui dominent le classement (tableau 14). Ainsi, c'est Chypre qui accueille, chaque année, la plus forte proportion d'immigrés relativement à sa population : le flux représente près de 3 % (29,7 ‰) de la population en 2004, devant le Luxembourg (27,6 ‰), l'Islande (18,3 ‰) et la Suisse (16,3 ‰). Le premier « grand » pays est l'Espagne (16,0 ‰) qui devance l'Autriche (15,6 ‰) et l'Irlande (12,3 ‰). En Allemagne et au Royaume-Uni, le taux d'immigration n'atteint respectivement que 9,5 ‰ et 8,7 ‰. À l'opposé, dans l'Union européenne, la Finlande (3,9 ‰), le Portugal (1,6 ‰) et Malte (1,2 ‰) sont les pays qui accueillent, annuellement, la plus faible proportion d'immigrants, du moins parmi ceux pour lesquels l'information est disponible.

Les pays les plus peuplés sont ceux qui attirent le plus grand nombre de migrants, mais ils enregistrent aussi le plus de sorties (tableau 13). Près de 700 000 personnes ont ainsi quitté l'Allemagne en 2004, soit 91 000 de

<sup>(8)</sup> Cette analyse repose sur les statistiques disponibles dans le cadre de la collecte de données migratoires effectuée par les organisations internationales (Conseil de l'Europe, Eurostat, Nations unies) ; c'est pourquoi la France n'apparaît pas dans les statistiques de flux, bien que la France soit également un pays de forte immigration. Pour une analyse détaillée de l'immigration en France, voir Xavier Thierry, « Évolution récente de l'immigration en France et éléments de comparaison avec le Royaume-Uni », *Population-F*, 59 (5), septembre-octobre 2004, p. 725-764.





plus qu'en 2001, alors qu'entre ces deux mêmes dates, le nombre des entrées a diminué de 99 000. Viennent ensuite le Royaume-Uni avec 310 000 départs, les Pays-Bas (110 000), la Suisse (80 000), l'Autriche (77 000) et l'Italie (65 000). L'Espagne ne vient qu'en septième position, avec 55 000 sorties, alors qu'elle se situait au deuxième rang des entrées.

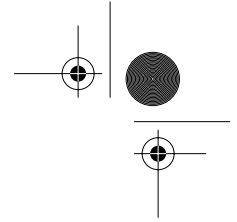
Les pays qui enregistrent la plus forte proportion de départs sont le Luxembourg, avec un taux brut d'émigration de 24,1 % en 2004, l'Islande (16,5 %), la Suisse (10,8 %), l'Autriche (9,4 %), l'Allemagne et Chypre (8,5 %), le Danemark (8,3 %) puis les Pays-Bas (6,8 %).

Les pays d'Europe du Sud sont devenus les pays les plus attractifs de l'Union européenne, comme de l'ensemble du continent, ce qui contribue à amplifier la croissance de leur population. Ainsi, en 2004, avec un solde de 629 500 personnes, l'Espagne est le pays qui enregistre le plus fort accroissement migratoire, devant l'Italie (379 700) et le Royaume-Uni (207 700). En Europe du Sud, il s'agit d'un renversement total de situation puisque ces pays étaient, jusqu'à une date récente, des pays d'émigration. En Allemagne, les changements sont également importants : le solde migratoire, qui dépassait 200 000 personnes en 2001 et 2002, n'atteint plus que 82 500 en 2004, c'est-à-dire un nombre peu différent de celui enregistré en Autriche (50 600), pourtant dix fois moins peuplée. La division du solde migratoire allemand par plus de 3 depuis 2001 provient à la fois d'une légère diminution des entrées et d'une légère augmentation des sorties. Ce pays n'en reste pas moins le pays qui accueille chaque année le plus d'immigrés (780 200 en 2004), devant l'Espagne (684 600), le Royaume-Uni (518 100), l'Italie (444 600), l'Autriche (127 400), la Suisse (120 200) et la France (100 000)<sup>(9)</sup>.

La Russie était encore à la fin des années 1990 l'un des pays d'Europe dont le solde migratoire était le plus élevé et proche de celui enregistré en Allemagne ou au Royaume-Uni, sans doute en partie du fait des retours de Russes après l'éclatement de l'ancienne Union soviétique ; son solde migratoire a été divisé par 4,7 entre 2000 et 2004 et se retrouve voisin de celui observé en Suisse.

En Europe occidentale, seuls les Pays-Bas enregistrent, depuis 2003, un solde migratoire négatif, sous l'effet de la diminution des entrées et de l'augmentation des migrations de retour dues à la mise en œuvre d'une politique plus restrictive en matière d'immigration et de séjour. En Europe centrale et, surtout, orientale, la balance migratoire est le plus souvent négative. Zone d'émigration traditionnelle, l'Europe centrale a connu pendant la dernière décennie une transformation profonde de sa place dans les échanges migratoires internationaux. Dans les premières années de la transition vers l'économie de marché, les mouvements migratoires ont essentiellement été le fait de groupes ethniques, puis ils ont concerné des demandeurs d'asile avant de laisser la place à des migrations plus tempo-

<sup>(9)</sup> L'information pour la France ne figure pas dans le tableau 13, car l'Insee ne comptabilise ni les entrées ni les sorties du territoire.



raires<sup>(10)</sup>. Si, au cours de la dernière décennie, l'émigration vers l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord s'est développée, les perspectives de l'intégration, puis l'intégration dans l'Union européenne d'un certain nombre de ces pays ont amené un renforcement de la présence des ressortissants des pays occidentaux, ainsi que de celle de clandestins, originaires de pays plus lointains, qui considèrent la région comme une simple étape sur la route des pays les plus riches.

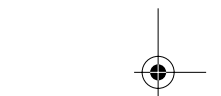
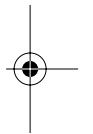
Par rapport à la taille de la population, c'est à Chypre que la croissance de la population bénéficie le plus de l'apport migratoire avec un taux de migration nette de 21,3 ‰ en 2004, devant l'Espagne (14,7 ‰), l'Irlande (7,8 ‰), l'Italie (6,5 ‰), l'Autriche (6,2 ‰) et la Suisse (5,5 ‰). À l'opposé, certains pays, généralement d'Europe centrale et orientale, enregistrent plus de départs que d'arrivée, mais les taux sont généralement faibles : - 2,8 ‰ en Lituanie, - 2,4 ‰ en Arménie et - 1,5 ‰ en Moldavie (tableau 14).

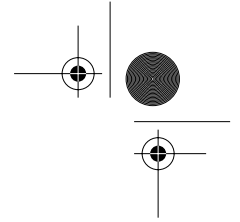
Ces mouvements migratoires, outre leur contribution à la croissance ou à la décroissance des populations concernées, sont à l'origine de la constitution de sous-populations d'origine étrangère dont la taille dépend de l'intensité et de l'ancienneté de l'immigration. Ces populations issues de l'immigration sont difficiles (et délicates) à mesurer. La plupart des statistiques nationales se limitent à distinguer les populations en fonction de leur nationalité, plus rarement de leur pays de naissance. Chacun de ces critères a ses propres limites. En effet, à flux annuels égaux, l'effectif de la population étrangère dépend largement des politiques en matière de naturalisation; dans ce domaine, le droit du sol français s'oppose au droit du sang allemand. De plus, si les personnes nées à l'étranger sont, le plus souvent, de nationalité étrangère, elles peuvent aussi compter des ressortissants du pays, en particulier parmi les natifs des anciennes puissances coloniales.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2005, c'est en Allemagne que la population de nationalité étrangère est la plus nombreuse, atteignant un effectif de 6,2 millions, soit 7,5 % de l'ensemble de la population (tableau 15). Vient ensuite la France (respectivement 3,6 millions et 6,3 % au recensement de 1999), l'Espagne (3,4 millions soit 7,8 % de la population), le Royaume-Uni (2,7 millions en 2004 soit 4,6 %), l'Italie (1,5 million en 2001 soit 2,5 %), la Suisse (1,5 million et 20,6 %), la Belgique (0,9 million en 1996 soit 9,0 %), l'Autriche (0,8 million soit 9,3 %) et les Pays-Bas (0,7 million soit 4,3 %).

Si les pays les plus peuplés ont tendance à compter les effectifs les plus nombreux d'étrangers, ces derniers sont en proportion beaucoup plus grande dans des pays comme le Luxembourg, où ils comptent pour un tiers de la population, la Suisse (20,6 %), l'Autriche (9,3 %) ou la Belgique (9,0 %). Il conviendrait de distinguer dans ces pays ceux qui attirent des

<sup>(10)</sup> Pour plus de détail, voir Jean-Paul Sardon, « Europe centrale : des trajectoires démographiques inquiétantes », *Le courrier des pays de l'Est*, *op. cit.*





citoyens d'autres États de l'Union européenne, comme le Luxembourg<sup>(11)</sup>, et ceux dans lesquels les étrangers sont principalement des ressortissants de pays tiers, comme l'Allemagne ou la France<sup>(12)</sup>.

### III. Natalité, fécondité

#### 1. La natalité

Dans l'ensemble du continent européen, plus de 7,7 millions de naissances ont été enregistrées en 2004. Ce nombre a un peu progressé (de près de 300 000) depuis 2001, année où il fut le moins élevé, mais il ne retrouve pas le niveau atteint en 1996. Il n'en reste pas moins que la hausse observée en 2003 et 2004 tranche avec la stabilité de la période 1999-2002. À plus long terme, le nombre de naissances a diminué de 5,9 millions (soit - 43 %) par rapport à 1960, de 3,3 millions (- 30 %) par rapport à la moyenne de la décennie 1980 et de 1,9 million (- 24 %) depuis 1990. Le taux de natalité s'établit à environ 10,4 pour mille habitants en 2004.

Cette relative stagnation à l'échelle du continent au cours de la dernière décennie, suivie d'une légère reprise depuis deux à trois ans, n'en cache pas moins de fortes disparités à travers l'Europe. Ainsi, depuis 2002, la progression des naissances est plus faible dans l'ensemble des pays qui ont intégré l'Union européenne au 1<sup>er</sup> mai 2004 que chez les anciens membres (1,6 % contre 2,3 %). Comme la baisse antérieure avait été plus sévère dans ces mêmes pays, la part des naissances survenues dans les dix nouveaux pays membres par rapport aux Vingt-Cinq a régressé, passant de 16,9 % à 14,6 % entre 1995 et 2004.

Dans l'Union européenne, l'Irlande est l'un des rares pays où le nombre de naissances a augmenté de façon continue au cours de la dernière décennie, même s'il y a stagnation de 2003 à 2004. Cette situation est également partagée, depuis 1999, par la Suède et l'Espagne où le nombre de naissances s'est respectivement accru de 14,5 % et 19,6 % entre 1999 et 2004, c'est-à-dire un peu plus qu'en Irlande au cours de la même période (14,4 %). Dans le reste de l'Europe, c'est en Russie que la progression est la plus forte dans la période 1999-2004 avec 24 % d'augmentation. Hors d'Europe, seul Israël enregistre une hausse continue du nombre de naissances, qui remonte au milieu de la décennie 1980<sup>(13)</sup>, et qui s'établit depuis 1999 à 10,1 %.

<sup>(11)</sup> Au 1<sup>er</sup> janvier 2004, 85 % des résidents étrangers au Luxembourg étaient citoyens d'un des pays de l'Europe des Quinze.

<sup>(12)</sup> La proportion de ressortissants des pays tiers s'élève à 27 % en Allemagne en 2005 et à 37 % en France en 1999.

<sup>(13)</sup> Cette hausse résulte en partie de l'immigration.



La comparaison des naissances en 2004 et en 1999, année que rien de particulier ne distingue, montre que le nombre absolu de naissances progresse encore dans quelques pays d'Europe de l'Ouest : Autriche, Belgique, Finlande, France, Irlande, Islande, Royaume-Uni, Suède, Espagne, Grèce et Italie. À l'Est, c'est le cas de la Slovénie, la Hongrie, la République tchèque, la Russie, l'Estonie, la Lettonie, l'Ukraine et des républiques caucasiennes (Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie). Mais il est vrai que dans l'ancienne Europe socialiste, le reflux antérieur avait été très marqué. Hors d'Europe, Israël, les États-Unis et l'Australie enregistrent également une progression des naissances sur la période.

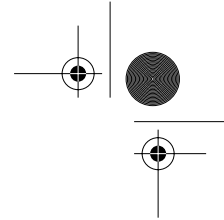
Dans quelques pays, la diminution entre 1999 et 2004 est assez marquée, comme en Suisse (- 6,8 %) ou au Portugal (- 5,8 %). Elle est encore plus nette, avec des baisses comprises entre 10,8 % et 15,8 % en Albanie et dans les pays issus de l'ancienne Yougoslavie (à l'exception de la Slovénie), ainsi qu'en Pologne (- 6,8 %), en Roumanie (- 7,8 %) et en Lituanie (- 16,5 %).

Les États-Unis enregistrent chaque année depuis 1999 un nombre de naissances plus élevé que celui de l'ancienne Europe des Quinze, malgré une population dont l'effectif est inférieur d'un quart (295 millions contre 385). Cette plus grande vitalité démographique, à laquelle s'ajoute un accroissement migratoire plus fort, constitue un atout pour assurer le développement économique futur des États-Unis.

En Europe, et particulièrement au sein de l'Union européenne, le rôle et l'importance de la croissance démographique pour l'avenir ont été longtemps occultés, mais semblent retrouver un certain crédit auprès des dirigeants européens, si l'on en juge par le livre vert publié par la Commission européenne en mars 2005<sup>(14)</sup>. La variable démographique n'était en effet présente dans le débat européen que dans la discussion sur les modalités de représentation des différents États au sein des institutions européennes, ou pour mettre en avant les difficultés de l'équilibre des régimes de retraite. Il serait aussi nécessaire de mettre en place des politiques visant à soutenir la natalité en améliorant notamment la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle, afin de permettre aux couples d'élever le nombre d'enfants qu'ils souhaitent.

L'analyse des taux bruts de natalité, qui sont affectés par les variations de la structure par âge d'un pays à l'autre, conduit à des observations similaires. Le taux de natalité varie de plus du simple au double en Europe (tableau 2). En 2004, il va de 6,5 ‰ à Malte à 19 ‰ en Turquie, dont le taux a baissé de plus de 3 points depuis l'an 2000. Derrière la Turquie suivent l'Azerbaïdjan (15,8 ‰) et l'Irlande (15,2 ‰), puis l'Islande et l'Albanie. Alors qu'à l'Ouest du continent, les taux de natalité dépassent presque tous 10 ‰, à l'Est c'est le contraire. Ainsi, le taux de natalité des

<sup>(14)</sup> Cf. Commission européenne, *Face aux changements démographiques, une nouvelle solidarité entre générations*. Livre vert, Luxembourg, Office des publications officielles des Communautés européennes, 2005, 29 p.



pays qui ont intégré l'Union européenne lors du dernier élargissement est inférieur de 1,3 point à celui des anciens membres. À l'Est, seules les républiques caucasiennes, l'Albanie et la Macédoine se distinguent par des taux supérieurs à 11 ‰.

Même si la natalité de l'Union, et plus précisément de sa partie occidentale, semble relativement favorable dans le concert européen, elle est loin d'être aussi élevée que celle que l'on observe dans les pays développés non européens, où elle dépasse presque partout 12 ‰ en 2004 : États-Unis (14,0 ‰), Nouvelle-Zélande (14,1 ‰ en 2003) et Australie (12,6 ‰). Elle est, toutefois, avec 10,5 ‰, très proche de celle du Canada (10,6 ‰ en 2002) et largement supérieure à celle enregistrée au Japon (8,8 ‰). La natalité plus élevée dans les pays anglophones mériterait une analyse approfondie<sup>(15)</sup>, car si la structure par âge avantage effectivement les pays du nouveau monde, le calcul d'indicateurs conjoncturels de fécondité montre qu'à structure par âge égale, ces pays, particulièrement les États-Unis et la Nouvelle-Zélande, conservent un avantage que la fécondité plus élevée des migrants ne suffit pas à expliquer. C'est toutefois en Israël que la natalité est la plus élevée avec 21,3 ‰, c'est-à-dire davantage qu'en Turquie.

## 2. La fécondité

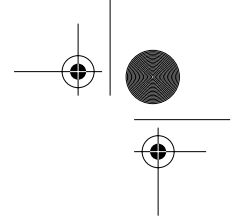
Le calcul d'indicateurs conjoncturels de fécondité, en s'affranchissant de l'effet parasite des variations de structure par âge, permet de préciser les observations fondées sur le taux brut de natalité. L'indicateur estimé pour les vingt-cinq pays de l'Union européenne gagne 3 centièmes en un an et s'établit à 1,51 enfant par femme en 2004 (tableau 3). Il est relativement stable depuis 2000, à un niveau qui n'avait pas été enregistré depuis 1993. Depuis 1993, la moyenne annuelle des indicateurs conjoncturels de fécondité des Vingt-Cinq s'établit à 1,47 enfant par femme, ce qui signifie que les nouvelles générations n'ont remplacé qu'à concurrence de 70 % celles dont elles sont issues. Ainsi, cet écart de 30 % se traduira dans environ 18 ans et pendant au moins 12 années par des effectifs de jeunes adultes inférieurs de 30 % à ceux d'aujourd'hui si les migrations nettes sont nulles dans les générations concernées (1993-2004)<sup>(16)</sup>.

Dans l'ensemble formé par les dix nouveaux membres de l'Union européenne, la fécondité qui ne cessait de baisser depuis le milieu des années 1980 enregistre également une légère hausse, de 1,23 enfant par femme en 2003 à 1,25 en 2004. Depuis 1997, la fécondité des nouveaux pays membres est inférieure à celle de l'ancienne Union à Quinze (tableau C).

L'analyse de la situation propre à chacun des pays montre qu'en général, la fécondité a connu une certaine reprise au cours des deux dernières années d'observation. En effet, alors que dans 25 pays d'Europe

<sup>(15)</sup> Dont on trouvera une première expression dans le sujet spécial de cette chronique.

<sup>(16)</sup> Sous l'hypothèse d'un âge moyen à la maternité égal à 30 ans et si cette situation perdure 12 ans ( $30 - 12 = 18$ ).

TABLEAU C. – INDICATEUR CONJONCTUREL DE FÉCONDITÉ DANS L'UNION EUROPÉENNE  
(NOMBRE D'ENFANTS PAR FEMME)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Europe des Quinze	1,46	1,46	1,47	1,50	1,49	1,50	1,52	1,55
Nouveaux pays membres	1,42	1,36	1,32	1,31	1,27	1,24	1,23	1,25
Europe des Vingt-Cinq	1,47	1,45	1,46	1,48	1,46	1,46	1,48	1,51

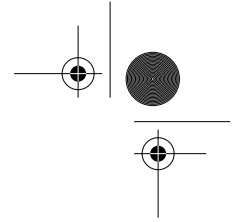
Source : ODE.

sur les 38 pour lesquels nous disposons des données, l'indicateur conjoncturel de l'année 2002 était inférieur à celui observé en 2000, ce n'est plus le cas que dans 19 pays en 2004, essentiellement situés à l'est du continent. À l'Ouest, seuls l'Allemagne, l'Islande, le Luxembourg, la Norvège, la Suisse et le Portugal ne retrouvent pas en 2004 le niveau atteint par l'indicateur en l'an 2000. Au total, seuls deux pays d'Europe occidentale (Irlande et Portugal) et cinq pays d'Europe centrale et orientale (Hongrie, Macédoine, Pologne, Biélorussie et Géorgie) ont enregistré une baisse de l'indicateur conjoncturel dans la période 2002-2004.

Hors d'Europe, la fécondité suit une évolution assez semblable, avec une légère reprise depuis 2002, sauf au Japon, en Israël et en Turquie. Dans ces deux derniers pays, le niveau de la fécondité est encore très élevé. En Turquie, la poursuite de la transition démographique se traduit par une baisse régulière de l'indicateur conjoncturel, qui a diminué d'un demi-enfant par femme depuis 1992. En Israël, aujourd'hui le pays le plus fécond de tous ceux pour lesquels nous disposons d'informations, la situation est très différente : la fécondité y est stable depuis 1995, oscillant entre 2,90 et 2,95 enfants, après avoir marqué un palier autour de 2,6 dans la première moitié des années 1990. L'évolution de la fécondité, qui dépend peut-être à la fois de l'immigration et d'une « guerre démographique » entre les diverses communautés peuplant le pays, mériterait une attention particulière. Au Japon, l'indicateur baisse encore et s'établit à 1,29 enfant par femme en 2003 ; depuis 2000, il a ainsi perdu 6 centièmes<sup>(17)</sup>.

Au cours des dernières années, la reprise a été la plus forte dans des pays qui avaient précédemment enregistré un profond recul de la fécondité. C'est notamment le cas de l'Arménie et de l'Ukraine (où l'indicateur conjoncturel est respectivement passé de 1,11 et 1,10 enfant par femme à 1,38 et 1,22 entre 2000 et 2004), de l'Estonie et de la Russie. L'Azerbaïdjan a, quant à lui, enregistré une forte hausse en 2004 (+ 0,24 enfant par femme par rapport à 2002, qui correspond à son minimum historique, bien que ce minimum soit loin des valeurs les plus basses enregistrées en Europe orientale). Dans l'Union européenne, c'est en Suède que la plus forte progression a été enregistrée, avec un gain de 0,21 enfant par femme depuis 2000, portant l'indicateur conjoncturel à 1,75. L'Irlande et la France restent, néanmoins, les pays de l'Union où la fécondité est la plus élevée, atteignant

<sup>(17)</sup> En République de Corée, qui ne fait pas partie de notre observation régulière, la baisse de la fécondité a été encore plus nette, passant de 1,47 à 1,17 enfant par femme entre 2000 et 2002, et suivie d'une légère reprise en 2003 (1,19).



respectivement 1,93 et 1,91 enfant par femme<sup>(18)</sup>. En dehors de l'Union, l'Islande enregistre un niveau encore plus important (2,04 enfants par femme).

En Europe occidentale, la fécondité a généralement atteint son minimum au cours de la décennie 1990 ; dans la vingtaine de pays d'Europe centrale et orientale, ce minimum n'est jamais antérieur à 1998 et apparaît, au plus tôt, en 2002 pour 13 d'entre eux. Parmi les exceptions de ces groupes, notons que la fécondité du Royaume-Uni était, jusque vers 1997, très proche de celle observée en France et décroche légèrement au moment où elle augmente en France ; toutefois, depuis son minimum de 2001 (1,63) l'indicateur se relève et atteint 1,76 en 2004, réduisant ainsi l'écart de 0,25 à 0,15 enfant par femme. 2004 constitue l'année où la fécondité est la plus faible au Portugal. Au Luxembourg, le minimum, au moins provisoire, a été atteint en 2002-2003 ; il l'a été en 2001 en Autriche, comme au royaume uni.

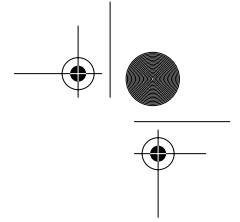
L'Ukraine, pays qui enregistrait la plus faible fécondité d'Europe depuis 1999, a cédé la dernière place en 2004 à la Biélorussie (1,20 contre 1,22 enfant par femme). Viennent ensuite la République tchèque et la Pologne avec respectivement 1,22 et 1,23 enfant par femme, la Slovaquie et la Lettonie (1,24), la Slovénie et la Moldavie (1,25), la Lituanie (1,26) et la Hongrie (1,28). Ainsi, parmi les dix pays d'Europe où la fécondité est la plus faible, 8 sont aujourd'hui membres de l'Union européenne. À l'Ouest, c'est en Grèce que l'indicateur est le plus faible avec 1,29 enfant par femme. Viennent ensuite l'Espagne (1,32) et l'Italie (1,33).

À l'opposé, après Israël et la Turquie (respectivement 2,9 et 2,43 enfants par femme en 2003), on trouve les États-Unis avec 2,06. Partout ailleurs, l'indicateur conjoncturel se situe en dessous du seuil de remplacement ; seule l'Islande s'en approche avec 2,04 enfants par femme. Comme nous l'avons déjà mentionné, aux premières places de l'Union européenne se trouvent l'Irlande (1,93) et la France (1,91)<sup>(19)</sup>. Viennent ensuite la Norvège<sup>(20)</sup> (1,83), la Finlande (1,80), le Danemark (1,78) et la Suède (1,75), ce qui confirme la relative bonne tenue de la fécondité dans les pays scandinaves. Ces derniers ont en commun d'avoir, grâce à des politiques volontaristes, obtenu de notables améliorations dans la conciliation entre activité professionnelle et éducation des enfants ainsi que dans l'égalité des sexes. À l'opposé, dans les trois pays méditerranéens (Espagne, Grèce et Italie), la situation de la fécondité est préoccupante, même si l'on enregistre depuis quelques années une légère amélioration. Dans ces pays, la formation de la famille semble repoussée à l'obtention d'un emploi relativement stable, mais aussi à l'acquisition d'un logement, comme en Espagne ; en outre, la société tend à y désapprouver la naissance

<sup>(18)</sup> En France, seul pays pour lequel nous disposons du nombre de naissances de l'année 2005, l'indicateur conjoncturel a poursuivi sa progression pour atteindre 1,93 enfant par femme.

<sup>(19)</sup> Nous ne reviendrons pas sur les incertitudes entourant le niveau réel de la fécondité en France, en raison de la sous-estimation de la population au recensement de 1999 (cf. J.-P. Sardon, « Évolution démographique récente des pays développés », *Population-F*, n° 2, 2004, p. 305-360).

<sup>(20)</sup> Qui n'est pas membre de l'Union européenne.



d'enfants chez des couples non mariés, à l'instar de sociétés germaniques comme l'Allemagne et la Suisse<sup>(21)</sup>.

### 3. La descendance finale

Dans la quasi-totalité des pays d'Europe, comme du monde industrialisé, on observe une décroissance générale de la descendance finale des femmes nées à partir de la fin des années 1950, voire depuis la fin des années 1930, tant sont rares les pays dans lesquels la fécondité des générations a enregistré une hausse significative au cours de l'après-guerre. Quelques pays échappent cependant à ce schéma général. Ainsi, au Danemark, après une augmentation avec les femmes nées dans la seconde moitié des années 1950<sup>(22)</sup>, la descendance finale apparaissait stabilisée à 1,93 enfant par femme ; elle repart légèrement à la hausse dans les générations nées à la fin des années 1960, les dernières pour lesquelles l'estimation de l'intensité de la fécondité est suffisamment robuste (tableau 4). La situation est très voisine au Luxembourg, avec une nette progression entre les cohortes 1953 et 1966, puisque la descendance finale passe de 1,68 à 1,86 enfant par femme ; mais la situation s'inverse avec les générations suivantes, la descendance de la génération 1969 étant estimée à 1,80. Il faut cependant être prudent car la taille réduite de la population est susceptible de causer des variations aléatoires non négligeables. Au total, c'est au Luxembourg que la fécondité des générations a enregistré la progression récente la plus nette du continent.

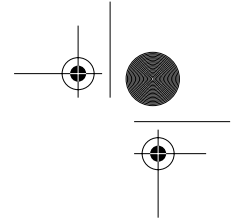
Aux États-Unis, on observe également une très légère élévation de la descendance finale entre la génération 1954 et la génération 1958, qui s'accélère par la suite au point de porter celle des femmes nées en 1967 au niveau du remplacement, avec 2,09 enfants par femme.

Exception faite des pays dans lesquels le recul de la fécondité a été tardif, l'Islande, avec une descendance de 2,24 enfants par femme dans la génération 1969, et l'Irlande (2,13 dans la génération 1967), c'est en Norvège que la descendance finale est aujourd'hui la plus élevée (2,04 dans la génération 1969). En France, la descendance finale passerait en dessous de 2 enfants par femme avec la génération 1968 et s'établirait à 1,97 chez les femmes nées en 1969. Toutefois, ces valeurs sous-estiment, sans doute, un peu le niveau réel de l'intensité de la fécondité dans les cohortes les plus récentes, car la procédure d'estimation utilisée ne prend pas pleinement en compte le report des naissances au-delà de 35 ans. Ailleurs en Europe, la descendance finale ne dépasserait 2 enfants par femme que dans les Balkans, avec l'Albanie (2,37 pour la génération 1968), la Macédoine (2,17) et la Serbie-Monténégro (2,02). En Azerbaïdjan, la descendance finale atteint encore 2,11 enfants par femme dans la génération 1970.

<sup>(21)</sup> Ces pays figurent aussi dans le bas du classement de la fécondité en Europe de l'Ouest.

<sup>(22)</sup> Faisant progresser la descendance finale de 1,84 à 1,91 en cinq générations.





À l'autre extrême, on trouve un certain nombre de pays, situés tant à l'ouest qu'au sud ou à l'est du continent, dans lesquels la fécondité des générations est descendue à des niveaux encore jamais enregistrés. Dans huit pays d'Europe, la descendance finale de la génération 1969 ne dépassera pas 1,6 enfant par femme, atteignant 1,39 en Allemagne, 1,59 en Autriche, 1,55 en Espagne (femmes nées en 1967), 1,59 en Grèce, 1,47 en Italie (génération 1967), 1,54 en Russie et sans doute en Ukraine. De plus, dans tous ces pays, comme dans la quasi-totalité des autres, la fécondité continue à diminuer.

En dépit de la baisse rapide de la fécondité, depuis la fin des années 1980, dans les pays qui viennent d'intégrer l'Union européenne, la descendance finale y est encore supérieure à celle que l'on enregistre dans l'ancienne Europe des Quinze; elle ne passe sous le seuil de remplacement des générations qu'avec les femmes nées dans la décennie 1960, soit avec plus d'une dizaine de générations de retard sur l'Europe des Quinze. De ce fait, la descendance finale des femmes est légèrement supérieure dans la nouvelle configuration de l'Europe par rapport à l'ancienne: pour la génération 1964, elle s'établit respectivement à 1,77 et 1,74 enfant par femme.

Dans les pays industrialisés non européens, la fécondité des générations est en général plus élevée qu'en Europe. Ainsi, aux États-Unis, en Australie et en Nouvelle-Zélande, la descendance finale de la génération 1967 s'établit respectivement à 2,09, 1,99 et 2,24 enfants par femme. Au Canada et au Japon, toutefois, les femmes nées dans les années 1960 ne devraient pas mettre au monde plus d'enfants que dans la plupart des pays d'Europe: la descendance de la génération 1967 y est respectivement de 1,71 et 1,47 enfant par femme.

#### 4. L'âge moyen à la maternité

Alors qu'à de rares exceptions près, la descendance finale baisse presque partout à des rythmes plus ou moins rapides, l'analyse de l'évolution de l'âge à la maternité dans les générations met en évidence des décalages temporaires entre régions dans les différentes phases de la transition et de la post-transition démographique. Ainsi, en Europe occidentale, la diminution de la descendance avait cessé de s'accompagner d'un rajeunissement de l'âge à la maternité avec les femmes nées, le plus souvent, au milieu des années 1940; en Europe centrale et surtout orientale, le renversement de tendance est beaucoup plus tardif et ne survient qu'avec les générations nées au milieu des années 1960 (tableau 5). Toutefois, dans chacun de ces ensembles, certains pays se démarquent. En Irlande et dans les pays méditerranéens, à l'exception de l'Italie, la tendance s'inverse chez les femmes nées au milieu des années 1950, c'est-à-dire avec une dizaine de générations d'écart par rapport au reste de l'Europe occidentale. C'est d'ailleurs à peu près à la même époque que les pays de



l'ancienne Yougoslavie, la Hongrie et la République tchèque enregistrent semblable évolution. Partout ailleurs, il faudra attendre les générations du milieu des années 1960 pour observer ce report des naissances à des âges toujours plus élevés. Dans un certain nombre de pays issus de l'ancienne Union soviétique, comme la Moldavie, l'Ukraine et les pays du Caucase, cette nouvelle phase ne semble pas encore atteinte.

Soulignons que si l'élévation de l'âge à la maternité, après le renversement de tendance, fut très rapide à l'Ouest, y compris dans l'Europe du Sud, ce n'est pas véritablement le cas en Europe centrale et orientale. L'âge à la maternité ne s'est relevé nettement qu'en Roumanie, en Bulgarie et surtout en Slovénie, où le comportement des couples est souvent assez proche de celui observé en Europe occidentale. Partout ailleurs ce relèvement est très timide et fait souvent suite à une longue quasi-stabilisation, même si l'époque du renversement de tendance est un peu ancienne, comme dans l'ancienne Yougoslavie, en Hongrie ou en République tchèque. Il s'agit là, au moins pour l'instant, d'une particularité de l'ancienne Europe socialiste.

Ce décalage dans les évolutions entre l'est et l'ouest de l'Europe accentue, sans doute temporairement, l'écart entre les âges à la maternité de ces deux Europes. Alors qu'à l'Ouest il s'établit aux alentours de 28-29 ans, il n'est encore que de 24-25 ans dans l'ancienne Europe socialiste.

Dans toute l'Europe occidentale, l'augmentation de l'âge moyen à la maternité se poursuit. Il dépasse maintenant 30 ans aux Pays-Bas et en Irlande. La progression ralentit toutefois dans la plupart des pays, plus particulièrement en Scandinavie, et plus récemment au Royaume-Uni et au Luxembourg. Si les écarts sont nets entre Europe occidentale et Europe orientale, ils ne sont pas négligeables à l'intérieur de l'Europe occidentale, puisque les femmes grecques ou portugaises mettent leurs enfants au monde à un âge moyen inférieur de plus de deux ans à celui des Irlandaises et des Néerlandaises.

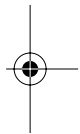
### 5. L'âge à la première naissance

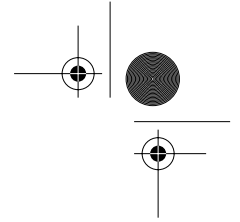
L'information est ici limitée aux seuls pays dans lesquels le rang de naissance est défini parmi toutes les naissances de la mère. Cela exclut donc trois des pays les plus peuplés d'Europe occidentale qui privilégient, comme l'Allemagne et le Royaume-Uni<sup>(23)</sup>, ou ont pendant longtemps privilégié, comme la France, le rang de naissance dans le mariage en cours<sup>(24)</sup>.

Âge moyen à la première naissance et âge moyen à la maternité enregistrent des évolutions voisines ; toutefois, l'âge moyen à la première nais-

<sup>(23)</sup> Toutefois, pour l'Angleterre-pays de Galles, les données du *General Household Survey* suppléent à ce manque.

<sup>(24)</sup> Afin de compléter le tableau, nous y avons cependant ajouté les estimations en termes de rang biologique effectuées pour ces pays et publiées par France Prioux, « L'infécondité en Europe », in *Démographie européenne, Dynamiques démographiques*, vol. 2, Paris, Ined/John Libbey Eurotext, 1993, p. 231-251.





sance a plutôt tendance à anticiper<sup>(25)</sup> et à amplifier les évolutions de l'âge à la maternité, tous rangs confondus, qui est une moyenne pondérée de l'âge à la maternité des divers rangs. Avec la réduction de la descendance finale, le poids des premières naissances tend à se renforcer, même si la part des femmes sans enfant augmente.

Dans la plupart des pays d'Europe occidentale pour lesquels l'information est disponible, l'âge de la mère à la naissance du premier enfant s'élève rapidement. Dans les pays scandinaves, cette croissance est largement freinée avec les femmes nées dans les années 1960, reproduisant ainsi, mais avec une vigueur moindre, la tendance à la stabilisation observée pour l'ensemble des naissances (tableau 6). En Europe centrale et orientale, du fait du décalage dans les évolutions, on n'observe encore qu'une augmentation modérée de l'âge à la première naissance à partir des générations nées à la fin des années 1960. Seule la Slovénie se distingue nettement avec une élévation de 3,2 ans entre les générations 1958 et 1973. Dans les autres pays de l'ancienne Yougoslavie, la croissance est lente et relativement plus ancienne, puisqu'elle a démarré avec les femmes nées dans l'après-guerre. En Russie, la baisse de l'âge moyen à la première naissance a été forte et s'est poursuivie tardivement. Les femmes bulgares, qui étaient traditionnellement les plus jeunes à la naissance du premier enfant, comme pour l'ensemble de leurs enfants, sont aujourd'hui dépassées ou rejointes par les femmes d'un certain nombre de pays (Macédoine, Roumanie, Slovaquie, pays baltes et Russie).

Les femmes d'Europe centrale et orientale ont, en moyenne, leur premier enfant vers 23-24 ans, c'est-à-dire 3 à 4 années plus tôt que leurs homologues occidentales. En effet, dans les anciens pays socialistes, l'âge à la naissance du premier enfant des femmes nées à la fin des années 1960 dépasse rarement 24 ans, sauf en Croatie, en Slovénie et en Serbie-Monténégro, tandis qu'il n'est jamais inférieur à 26 ans à l'Ouest et approche même 29 ans aux Pays-Bas. Ce recul de la première maternité vers des âges aussi élevés conduit à s'interroger sur les risques d'infécondité involontaire que pourraient courir, de ce fait, les couples, en dépit des progrès de la procréation médicalement assistée<sup>(26)</sup>.

## 6. L'infécondité définitive

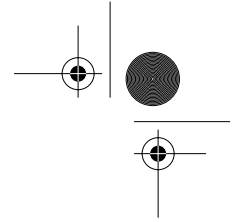
L'infécondité définitive<sup>(27)</sup> atteint déjà un niveau très élevé dans un certain nombre de pays d'Europe occidentale et centrale<sup>(28)</sup>. Dans les générations nées à la fin des années 1960, plus d'une femme sur cinq ne mettra jamais d'enfant au monde en Autriche, en Finlande, en Angleterre

<sup>(25)</sup> L'arrêt du recul de l'âge moyen à la première naissance précède celui de l'âge moyen à la maternité.

<sup>(26)</sup> Vu son coût et la lourdeur des procédures, la procréation médicalement assistée ne peut être envisagée que pour des indications précises et nécessairement limitées.

<sup>(27)</sup> L'infécondité définitive est la proportion de femmes n'ayant mis au monde aucun enfant vivant au cours de leur vie féconde.

<sup>(28)</sup> Les données sur l'Europe orientale sont très fragmentaires.



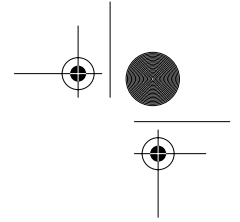
et peut-être également bientôt en Irlande et aux Pays-Bas (tableau 7). À ces pays, il convient d'ajouter l'Allemagne, au moins dans sa partie occidentale. Si la tendance se poursuit, cela pourrait gagner également l'Europe du Sud. À l'Est, la même situation se reproduit, mais avec un léger retard puisqu'il faut attendre les générations formées au début de la décennie 1970 pour atteindre des valeurs aussi élevées dans la plupart des pays d'Europe centrale. C'est déjà quasiment le cas pour la Pologne, mais à terme, la Croatie, la Hongrie, la Roumanie, la Slovaquie et les pays Baltes risquent de rejoindre le groupe des pays à forte infécondité définitive. Avec l'adoption, par les femmes nées à la fin des années 1960 et au début des années 1970 dans les pays socialistes, de comportements très voisins de ceux des femmes occidentales, on assiste à une rapide convergence des niveaux d'infécondité entre ces deux parties du continent.

Même si la procédure d'estimation utilisée, fondée sur les événements réduits, a sans doute tendance à sous-estimer la récupération ultérieure<sup>(29)</sup>, il n'en reste pas moins que dans ces pays, la situation est préoccupante et ce, d'autant plus que l'infécondité progresse rapidement<sup>(30)</sup>. En Pologne, près d'une femme sur cinq de la génération née en 1971 pourrait rester sans enfant, soit une augmentation de 9 points en l'espace de onze générations. La vitesse de progression de l'infécondité, notamment en Europe centrale (Pologne, Croatie, Slovaquie, Roumanie, Bulgarie) et en Lettonie, même exagérée par la méthode d'estimation, laisse cependant craindre que les niveaux actuels déjà élevés puissent être encore dépassés à l'avenir.

À l'opposé, l'infécondité pourrait être inférieure à 10 % au Portugal, mais les valeurs très faibles enregistrées, en particulier pour les générations nées au milieu des années 1960, laissent craindre que, comme en Bulgarie, dans toute l'ancienne Yougoslavie et peut-être en Roumanie, les données ne conduisent (ou aient pu conduire) à une forte sous-estimation des niveaux d'infécondité définitive. Notons que l'Europe scandinave résiste fortement à cette augmentation de l'infécondité qui n'y atteint pas 15 %, sauf en Finlande, niveau enregistré également aux États-Unis.

<sup>(29)</sup> Nous pouvons considérer comme à peu près certaines les données du tableau 7 figurées en caractères droits, car elles incorporent, au plus, une part estimée inférieure à 5 % du total. Apparaissent en italique les estimations de l'infécondité définitive un peu moins robustes, dont la part estimée ne dépasse toutefois pas 15 %.

<sup>(30)</sup> Pour une analyse plus détaillée voir T. Frejka et J.-P. Sardon, « The impact of first birth trends on fertility in developed countries : A cohort analysis », communication présentée à la conférence annuelle de la *Population Association of America*, Los Angeles, 30 mars-1<sup>er</sup> avril 2006. Une version légèrement modifiée est parue sous le titre « First birth trends in developed countries : A cohort analysis » dans la série *MPDIR Working paper*, WP-2006-14.



#### IV. Nuptialité, divortialité

Alors que depuis le début de la décennie 1990, l'évolution de l'indicateur conjoncturel de fécondité est assez univoque, à la baisse ou au mieux à la stabilisation des indices, sauf à quelques exceptions près, la situation est un peu plus diverse en matière de nuptialité et pourrait témoigner d'une modification des comportements, tout au moins en Europe occidentale (tableau 8)<sup>(31)</sup>.

La baisse générale des indicateurs de nuptialité semble enrayée à peu près partout en Europe occidentale, parfois depuis peu comme en Allemagne, en Autriche, en Belgique, au Luxembourg, en Norvège, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et dans certains pays de l'ancienne Europe socialiste (Macédoine, Bulgarie, Roumanie, Slovaquie, Lettonie et Lituanie) où l'indicateur conjoncturel a atteint son point bas en 2001-2002. Quelques rares pays échappent encore à cette stabilisation, comme l'Italie, le Portugal, la Slovénie et la Pologne, pour lesquels la dernière année d'observation correspond au minimum absolu enregistré depuis la seconde guerre mondiale. La situation est un peu similaire en Espagne ou en République tchèque où le minimum a été atteint en 2003.

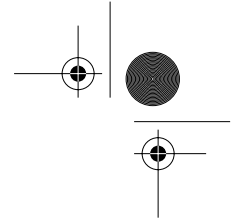
Ailleurs, en dépit de légères variations d'une année sur l'autre, l'indicateur conjoncturel de primo-nuptialité féminine se maintient à des niveaux légèrement plus élevés que pendant la décennie 1990, au moins en Europe septentrionale et en France<sup>(32)</sup>. Cette situation n'empêche pas que, dans un certain nombre de pays dans lesquels les indicateurs de nuptialité s'étaient quelque peu relevés, l'indicateur conjoncturel de primo-nuptialité féminine baisse de nouveau, sans toutefois rejoindre les très bas niveaux enregistrés dans les années 1990, comme en France, ou en les rejoignant, comme en Espagne et en Italie.

L'ensemble de ces évolutions se traduit depuis 2001 par une sensible stabilisation, à son niveau le plus faible, de l'indicateur d'ensemble de l'Union européenne à 25 comme à 15. Il retrouve ainsi pour les Quinze le niveau qui était le sien au milieu des années 1990 (566 ‰ en 2004). La nuptialité est un peu plus faible chez les nouveaux pays membres de l'Union (544 ‰).

Les niveaux de nuptialité des femmes célibataires aujourd'hui les plus bas se rencontrent en effet dans les derniers pays à avoir accédé à l'Union européenne – Slovénie (405 ‰), Estonie (438 ‰), Hongrie

<sup>(31)</sup> Il convient cependant d'interpréter avec prudence les indicateurs de primo-nuptialité du tableau 8 qui ne mesurent que les unions célébrées par le mariage et non l'ensemble des mises en union ; de fait, l'importance des nouvelles formes concurrentes de cohabitation varie largement à travers l'Europe. De plus, dans certains pays des Balkans (populations albanaises de Macédoine et du Kosovo) et du Caucase (Géorgie), les mariages religieux coutumiers ne sont déclarés qu'avec retard, ou même pas du tout, à l'état civil.

<sup>(32)</sup> Le changement de système de traitement des bulletins d'état civil, mis en place en 1998, a abouti à une nette détérioration de l'exhaustivité. Ainsi, l'Insee estime qu'en 1998, 4 % des mariages, 1,2 % des décès et 0,3 % des naissances ont échappé à la collecte. Dans le même temps, la qualité des données mensuelles de nuptialité s'est fortement dégradée.



(453 ‰) et Lettonie (465 ‰) –, même s'ils ne sont guère plus élevés parmi les anciens membres (461 ‰ en Belgique en 2003). L'hétérogénéité de l'Europe centrale et orientale est si forte, au moins en matière de mariages, que l'on y trouve également les pays où les mariages de célibataires sont les plus nombreux. Ainsi, tous les pays dans lesquels l'indicateur conjoncturel de primo-nuptialité féminine dépasse 700 ‰ sont concentrés dans cette région, à l'exception de Malte (808 ‰) et du Danemark (746 ‰)<sup>(33)</sup>. Il s'agit de la Macédoine (826 ‰), de l'Azerbaïdjan (801 ‰), loin devant la Roumanie (736 ‰) et la Serbie-Monténégro (727 ‰). Les raisons de cette situation sont sans aucun doute diverses car dans certains des pays appartenant à ce groupe, le mariage est toujours resté populaire – comme la Macédoine où l'indicateur le plus faible fut observé en 2001 avec 772 ‰<sup>(34)</sup> –, tandis qu'en Azerbaïdjan, l'indicateur s'est relevé de 519 ‰ à 801 ‰ entre 1999 et 2004.

Si le niveau le plus faible jamais observé à l'Ouest (411 ‰ en Suède en 1998<sup>(35)</sup>) est plus élevé que l'indicateur actuel de la Slovénie (405 ‰), notons que l'indicateur était encore plus bas en Estonie en 1998 (351 ‰), en Arménie en 2000 (336 ‰) et en Géorgie en 2001<sup>(36)</sup> (323 ‰).

Il semble que la nuptialité des célibataires ait trouvé, peut-être pas dans toute la Scandinavie mais au moins au Danemark et en Finlande, un équilibre avec les nouvelles formes concurrentes d'union, si l'on en juge par les niveaux non négligeables qu'atteignent aujourd'hui les indicateurs conjoncturels de primo-nuptialité féminine dans ces pays. Ainsi, avec un indicateur de primo-nuptialité féminine supérieur à 700 ‰ depuis l'an 2000 (746 ‰ en 2004), le Danemark retrouve des niveaux qu'il n'avait plus atteints depuis le début des années 1970. De même, la Finlande (680 ‰) renoue avec les valeurs du début des années 1980. En Norvège et en Suède, comme d'ailleurs en Islande, l'indicateur reste relativement faible, se situant, respectivement, à 535 ‰, 560 ‰ et 568 ‰. Il est vrai que dans ces pays, le minimum historique a généralement été atteint beaucoup plus récemment.

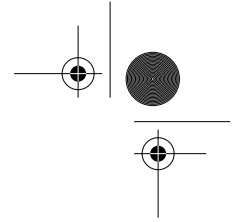
Deux pays se distinguent par de fortes variations des niveaux de nuptialité d'une année à l'autre, la Grèce et Chypre. Dans ces pays, les mariages célébrés les années bissextiles sont réputés maléfiques, ce qui conduit à anticiper ou retarder leur célébration. À ce phénomène s'ajoute à Chypre le fait qu'un nombre croissant d'étrangers qui ne résident pas sur l'île s'y marient, ce qui fausse totalement la mesure de la nuptialité dans cette île.

<sup>(33)</sup> Il convient de ne pas prendre en compte Chypre où la mesure de la nuptialité est faussée du fait des nombreux mariages d'étrangers non résidents qui y sont célébrés.

<sup>(34)</sup> C'est peut-être le cas, mais à un degré moindre, de la Serbie-Monténégro et de la Roumanie, où les minimums furent respectivement observés en 1999 et en 2001, avec 621 ‰ et 634 ‰.

<sup>(35)</sup> Il serait délicat de prendre en compte les 312 ‰ observés en 1991 en RDA, au plus fort de la tourmente engendrée par la chute du Mur de Berlin.

<sup>(36)</sup> En 2003, l'indicateur conjoncturel de primo-nuptialité féminine serait encore plus faible (280 ‰), mais nous n'avons pu contrôler la validité de ce chiffre.



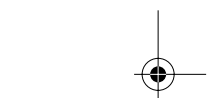
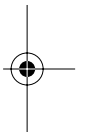
La chute profonde des indicateurs de primo-nuptialité, qui avait fait suite à l'effondrement des régimes socialistes, semble aujourd'hui enrayée dans la plupart des pays d'Europe centrale, mis à part peut-être en Slovaquie, en Hongrie et en République tchèque. En Estonie et en Lettonie, en dépit d'une nette reprise, les indicateurs restent faibles. Les pays du Caucase, l'Azerbaïdjan et surtout l'Arménie, montrent que si les indicateurs de primo-nuptialité peuvent diminuer très rapidement, ils peuvent également se relever très vite. Ainsi, la nuptialité des femmes célibataires est-elle passée de 519 ‰ à 801 ‰ entre 1999 et 2004 en Azerbaïdjan, et de 336 ‰ à 587 ‰ entre 2000 et 2004 en Arménie. La situation de la Géorgie, apparemment préoccupante puisque moins d'une femme sur trois s'y marierait (niveau qui n'a jamais été atteint à l'Ouest, si ce n'est au plus fort de la tourmente, provoquée par la chute du Mur, en Allemagne de l'Est), serait la conséquence de la non-déclaration à l'état civil d'un certain nombre de mariages religieux, qui, comme nous le verrons plus loin, se répercute également sur le nombre des naissances hors mariage.

L'une des limites de l'analyse actuelle de la nuptialité réside dans le fait qu'elle ne peut plus être considérée comme une mesure suffisante de la mise en couple ni comme marquant le point de départ de l'exposition au risque de procréer. Ce n'est d'ailleurs pas tant la diffusion de la contraception moderne qui introduit cette limitation que celle de formes concurrentes d'union. Faute de disposer d'une batterie cohérente et complète d'enregistrements de ces nouvelles formes d'union, soit sous forme d'enregistrements statistiques soit à partir de données d'enquêtes<sup>(37)</sup>, un élément indirect d'informations nous est fourni par la fréquence des naissances hors mariage. Ces naissances surviennent dans leur immense majorité au sein de couples, et leur augmentation reproduit en partie celle du nombre de ces couples non mariés; mais en partie seulement, car la plus ou moins grande permissivité de la société à l'égard de ces naissances interfère également.

La part des naissances hors mariage augmente partout (tableau 9) à l'exception du Danemark où, après avoir légèrement décru au milieu des années 1990, elle est restée remarquablement stable depuis quelques années. Toutefois, la légère élévation de cette proportion en 2004, même si elle ne permet pas de retrouver le niveau de la première moitié des années 1990, pourrait signaler la fin de cette période de stabilisation.

La proportion de naissances hors mariage est extrêmement variable selon la région: elle va d'environ 2 % en Israël et au Japon à plus de 60 % en Islande. Cette dispersion remarquable témoigne de la variabilité de sa signification à travers les diverses cultures. Dans les pays d'Europe scandinave, elle a pendant longtemps été liée à une plus grande permissivité sexuelle, en particulier chez les adolescents, ainsi qu'à des pratiques de mariage à l'essai. Ailleurs, elle témoigne de l'intensité du contrôle de la

<sup>(37)</sup> Le programme d'enquêtes *Family and Fertility Survey* mises en œuvre par la Commission économique pour l'Europe (Nations unies, Genève) permettra sans aucun doute de combler de nombreuses lacunes.





société sur la vie sexuelle des personnes célibataires. Bien que moins prégnants, avec la diffusion de la contraception moderne et le développement d'une certaine permissivité, ces comportements n'en sont pas moins présents et, comme nous le verrons plus loin, cette plus ou moins grande fréquence des naissances hors mariage est en étroite corrélation avec le niveau de la fécondité générale.

Dans huit pays d'Europe de l'Ouest et du Nord, la proportion de naissances hors mariage dépasse 40 % ; il s'agit de l'ensemble des pays scandinaves, de l'Islande, de la France et du Royaume-Uni. Toutefois, on observe une nette tendance à la stabilisation dans ces pays. Depuis la chute de l'empire soviétique, les pays Baltes, Estonie et Lettonie essentiellement, enregistrent maintenant une proportion de naissances hors mariage très proche de celle de leurs voisins scandinaves, avec, là aussi, une tendance récente à la décélération. D'une manière générale, le classement des pays n'évolue guère depuis vingt ou trente ans ; cependant, certains pays de culture germanique (Allemagne et surtout Autriche) et le Portugal, qui faisaient partie dans les années 1970 des pays dans lesquels les naissances hors mariage étaient les plus nombreuses, ont aujourd'hui été rattrapés et dépassés par de nombreux autres. Ainsi l'Autriche enregistre-t-elle en 2004 une proportion légèrement supérieure à celle de la catholique Irlande. Hors de l'ancienne Europe socialiste, c'est à Chypre et en Grèce que les naissances hors mariage sont les plus rares (respectivement 3,3 % et 4,7 %) ; les pays de culture germanique n'en sont pas très éloignés, comme en témoignent le niveau de la Suisse (13,3 %), inférieur à celui de l'Italie (15,3 %), et celui de l'Allemagne (27,9 %)<sup>(38)</sup>, à peine supérieur à celui de l'Espagne (23,4 % en 2003). L'Autriche (35,9 %) se situe sur ce point un peu en marge du monde germanique.

En Europe centrale et orientale, on observe le même type de séparation entre pays où les naissances hors mariage semblent assez communément admises et ceux où elles font encore l'objet d'une certaine réprobation. Dans ce dernier cas, on trouve notamment la Croatie (10,4 %) et la Pologne (17,1 %), pays catholiques, la Macédoine (12,3 %), la Bosnie (11,0 %), ainsi que des pays du Caucase, à l'exception de la Géorgie. Dans cette partie orientale, c'est la Bulgarie et la Géorgie<sup>(39)</sup> qui, avec l'Estonie et la Lettonie, ont enregistré le plus fort accroissement des naissances hors mariage au cours de la période récente, avec un doublement en près de dix ans, témoignant ainsi d'une rapide diffusion de la cohabitation dans ces pays au cours de la période de transition vers l'économie de marché. La Slovénie se distingue à nouveau par une augmentation beaucoup plus précoce des naissances hors mariage qu'ailleurs dans l'ancienne Europe socialiste.

<sup>(38)</sup> La proportion de naissances hors mariage varie très fortement entre les deux anciennes parties de l'Allemagne réunifiée : elle est de 20,6 % dans l'ancienne RFA contre 55,4 % dans l'ancienne RDA.

<sup>(39)</sup> En Géorgie, la proportion élevée de naissances hors mariage tient, pour partie, au fait que certains mariages religieux ne sont pas enregistrés à l'état civil.





Les pays industrialisés non européens suivent des modèles d'évolution voisins de ceux de l'Europe occidentale. Cependant, la part des naissances hors mariage y est généralement un peu moins élevée, si l'on excepte la Nouvelle-Zélande où cette proportion atteignait 44 % en 2003.

Notons que les pays dans lesquels la proportion de naissances hors mariage est faible ont souvent un indicateur conjoncturel de fécondité faible. En effet, dans ces pays, la désapprobation sociale qui s'attache aux couples non mariés, et particulièrement à ceux qui ont des enfants, est telle qu'elle empêche la natalité hors mariage de compenser l'effet du recul du mariage. Cela se traduit alors par une réduction de la composante légitime de la fécondité, et donc par une réduction de la fécondité générale<sup>(40)</sup>. C'est notamment le cas en Allemagne et en Suisse.

L'évolution de la proportion des naissances hors mariage reflète parfois les modifications de la législation. En Belgique, la réforme fiscale de 1989 provoqua un surcroît de mariages, comme ce fut le cas en Suède à la suite de la réforme du code des pensions en 1990<sup>(41)</sup> : dans les deux cas, les « légitimations » d'unions ont provoqué une diminution du nombre de couples non mariés, d'où une baisse notable de la proportion de naissances hors mariage<sup>(42)</sup>.

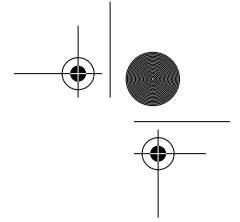
Les mariages, moins fréquents, sont également plus fragiles comme en témoigne la hausse continue de l'indicateur conjoncturel de divortialité<sup>(43)</sup> à travers l'Europe (tableau 10). On observe toutefois une tendance à la stabilisation des indicateurs de divortialité en Europe occidentale et scandinave, c'est-à-dire là où la fréquence du divorce avait atteint les niveaux les plus élevés, même si l'indicateur continue encore parfois sa progression. Cela est très net en Islande ou aux Pays-Bas ; cela l'est un peu moins en Norvège, au Danemark et en France, pays dans lesquels le recul parfois marqué de l'indicateur, voire sa simple stabilisation comme en France, peut être suivi d'une reprise. Dans cette partie du continent, et pour autant que l'on puisse se fier à la mesure transversale pour estimer l'intensité de la divortialité dans les cohortes, c'est plus d'un mariage sur deux qui se terminerait par un divorce dans au moins trois pays (Belgique, Finlande et Suède) et 45 % ou plus dans sept autres. En conséquence, les

<sup>(40)</sup> Pour une représentation graphique de cette relation voir notamment C. Blayo et C. Bergouignan, « Fécondité et pression sociale en France dans les cinquante dernières années », in C. Bergouignan, C. Blayo, A. Parant, J.-P. Sardon et M. Tribalat (éd.), *La population de la France. Évolutions démographiques depuis 1946*, CUDEP, 2005, p. 299.

<sup>(41)</sup> Cette réforme a provoqué cette année-là un doublement du nombre des mariages.

<sup>(42)</sup> Pour plus de détail, voir « L'infécondité volontaire en Europe, ses causes et conséquences prévisibles : une étude comparative », Rapport pour la Direction générale de l'emploi et des affaires sociales de la Commission européenne, rédigé sous la direction de Daniel Devolder, 16 mai 2005, disponible sur le site [www.ced.uab.es/cedchildlessness.zip](http://www.ced.uab.es/cedchildlessness.zip).

<sup>(43)</sup> Comme les taux de divortialité par durée de mariage, dont la somme donne l'indicateur conjoncturel, sont calculés en rapportant les divorces à l'effectif initial de la cohorte de mariages considérée, la migration introduit un biais dans la mesure, qui est d'autant plus grand que la migration est intense et toujours orientée dans le même sens (ce qui interdit des compensations). En effet, si le divorce est prononcé dans le pays d'accueil, et non dans celui où le mariage a été conclu, le départ des couples tend à provoquer une sous-estimation de l'intensité de la divortialité dans le pays d'origine et une surestimation dans le pays d'accueil.



Pays-Bas et l'Islande, avec des indicateurs de divortialité compris entre 35 et 40 divorces pour 100 mariages, sont les pays dans lesquels le divorce est le moins fréquent, après toutefois l'Europe du Sud.

Les pays du Sud se distinguent du reste du continent par un recours relativement faible au divorce, même si dans les années 1990, le Portugal a enregistré une rapide diffusion du divorce (33 % en 2004). Dans les autres pays de la région, le divorce rompt moins d'un mariage sur cinq. On retrouve là, semble-t-il, la même zone de fracture que celle mise en évidence pour la fréquence des naissances hors mariage. Nous serions en présence de clivages culturels qui renvoient à des conceptions relativement opposées du rôle du mariage et de la famille dans l'organisation de la société. La seule exception notable tient au fait que si l'Allemagne, essentiellement dans sa partie occidentale, et la Suisse réproouvent les naissances hors mariage, elles tolèrent que le divorce entérine l'échec d'un couple.

Dans ce dernier pays, une nouvelle législation entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2000 avait, par anticipation, provoqué une division par deux du nombre de divorces prononcés entre 1999 et 2000. Cette dernière, en passant du principe de culpabilité à celui d'échec du mariage, implique que les tribunaux doivent estimer si les dommages personnels et sociaux seraient plus importants en cas de maintien du mariage qu'en cas de divorce. La nouvelle loi requiert également une participation accrue des enfants qui sont maintenant entendus par le juge. Cela provoque un allongement, au moins temporaire, des procédures. Cette situation avait déjà été observée en Allemagne de l'Ouest, à la fin des années 1970, lors d'une transformation semblable de la législation sur le divorce, de même qu'en Belgique en 1995<sup>(44)</sup>, ou encore en 1999 en République tchèque à la suite des modifications du Code de la famille en faveur d'une plus grande protection des enfants<sup>(45)</sup>. La hausse relativement importante de l'indicateur de divortialité suisse en 1999 serait liée au fait que les tribunaux auraient essayé de clore le plus grand nombre de dossiers en cours avant l'entrée en vigueur de la nouvelle législation. Il pourrait en être de même en France, avec la simplification des règles et l'assouplissement du divorce introduits par la loi du 26 mai 2004, dont vont bénéficier les procédures de divorce engagées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2005.

En Europe centrale et orientale, le recours au divorce est également très variable. Trois zones semblent s'y dessiner. Dans les pays de la péninsule balkanique, les pays du Caucase et en Pologne, la fréquence du divorce est encore relativement modérée même si la progression s'accélère depuis 2000. Le divorce est un peu plus répandu en Slovaquie (33 %) et

<sup>(44)</sup> Le 30 juin 1994, une nouvelle législation sur le divorce était entrée en vigueur, raccourcissant notamment la durée de la procédure du divorce par consentement mutuel et donnant un droit de regard au juge sur le règlement des arrangements entre époux en ce qui concerne le respect des intérêts de l'enfant. Le nombre élevé des divorces en 1995 proviendrait du fait que de nombreux couples auraient attendu la réforme pour faire une demande de divorce.

<sup>(45)</sup> L'indicateur conjoncturel de divortialité y a retrouvé en 2000 le niveau qui était le sien, avant la réforme, en 1998.



dans les pays les plus avancés d'Europe centrale, la Hongrie et la République tchèque, où l'indicateur de divortialité se situe autour de 45 %, après avoir augmenté dans la seconde moitié des années 1990. La dernière zone est formée des États issus de l'ancienne Union soviétique, dans lesquels il y a une longue tradition de divorces. Dans ces pays, le divorce n'est souvent aujourd'hui pas plus fréquent qu'en Europe centrale, mais la progression n'y a pas été aussi régulière, nombre d'entre eux ayant enregistré un recul de la divortialité au cours des années 1980-1990. Ils ont parfois, notamment en Estonie et en Lettonie, enregistré des fréquences de divorce supérieures à 60 %. Cette spécificité de l'évolution du divorce en Europe orientale tient sans doute, pour une part, à un effet de sélection provoqué par le profond recul du mariage depuis l'effondrement du socialisme.

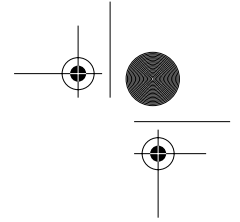
## V. Avortement

La qualité des statistiques de l'avortement est très variable à travers l'ensemble du continent européen, comme à travers le temps, car elle dépend du statut de l'avortement lui-même (légalité, conditions requises, etc.) ainsi que du statut de son enregistrement. Dans certains pays, comme le Portugal, l'Irlande et la Pologne<sup>(46)</sup>, l'avortement est interdit ; dans d'autres comme l'Autriche, la Belgique, la Grèce et le Luxembourg, les avortements sont autorisés mais ils ne font pas l'objet d'un enregistrement systématique, si bien qu'on ne dispose que de statistiques partielles ou d'estimations. Ainsi, en Autriche, les statistiques ne comprennent que les avortements survenus à l'hôpital et, jusqu'en 1988, elles incluaient les fausses couches (tableau 11A). Dans quelques autres pays, notamment en France mais également en Espagne et en Italie, l'enregistrement officiel souffre de lacunes. Ainsi estime-t-on que le nombre réel d'interruptions volontaires de grossesse en France dépasse de plus d'un tiers les enregistrements<sup>(47)</sup>.

La variation du nombre d'avortements d'un pays à l'autre à travers l'ensemble du continent est considérable. Il s'élève à 1,8 million en Russie en 2004, après avoir atteint 4,5 millions au milieu des années 1980. Ce nombre variant en fonction de la taille de la population et de la fréquence du recours à l'avortement en cas de grossesse non désirée, il convient pour prendre la mesure de ce recours de se fonder sur le rapport entre le nombre d'avortements et celui des naissances vivantes (tableau 11B).

<sup>(46)</sup> En Pologne, le recours à l'avortement, libre depuis 1956, a été rendu beaucoup plus difficile en septembre 1990, en particulier par l'adoption d'une clause de conscience permettant aux médecins de refuser de pratiquer cet acte. De ce fait, les femmes sont contraintes de recourir à l'avortement hors du cadre légal. Le nombre réel d'avortements serait, sans doute, voisin de celui observé à la fin des années 1980 (de 80 000 à 200 000).

<sup>(47)</sup> Il convient de noter que le bulletin statistique d'enregistrement des interruptions volontaires de grossesse, qui avait été mis en place à la suite de la loi Weil et permettait une véritable analyse démographique, a été remplacé par un bulletin qui recueille des informations beaucoup plus limitées, ce qui ne permet plus d'effectuer une analyse approfondie.



L'évolution du recours à l'avortement au cours de la période récente dépend largement de la zone géographique et culturelle à laquelle appartient le pays. En Europe de l'Ouest, on observe une légère hausse du recours à l'avortement, signe, sans doute, d'un plus grand refus des échecs de contraception. Toutefois, en dépit de cette hausse, la fréquence de l'avortement reste beaucoup plus faible que celle que l'on observait il y a quinze ou vingt ans, ce qui témoigne sans aucun doute d'une meilleure maîtrise de la fécondité par les couples. De plus, depuis un ou deux ans, le recours à l'avortement serait en train de se stabiliser ou de baisser légèrement. En dépit d'une certaine fragilité des statistiques sur l'avortement, on peut admettre qu'à l'Ouest du continent il y aurait environ 1 à 3 avortements pour 10 naissances. La Suède serait le pays où les femmes recourraient le plus fréquemment à l'interruption volontaire de grossesse (34 avortements pour 100 naissances en 2004); à l'opposé, les femmes belges, néerlandaises et espagnoles y feraient appel deux fois moins souvent.

Dans tout l'ancien bloc de l'Est, la fonction de l'avortement reste encore très différente. C'était, souvent, à peu près la seule méthode de contrôle des naissances disponible. C'est ce qui explique que pendant longtemps, et encore maintenant, on ait observé un nombre d'avortements supérieur à celui des naissances. En dépit des progrès enregistrés, depuis la transition vers l'économie de marché, par les pays d'Europe centrale et orientale, l'avortement est encore une méthode de contrôle des naissances très usitée. Le fort recul du nombre d'avortements pour 100 naissances observé depuis le début de la décennie 1990 témoigne de la diffusion de la contraception dans la région. Il n'en reste pas moins que cette partie de l'Europe se distingue encore par une certaine banalisation de l'avortement qui se traduisait, jusqu'à il y a peu, par un nombre d'avortements voisin, sinon supérieur, à celui des naissances, comme en Russie (où on observait encore 120 avortements pour 100 naissances en 2004), en Biélorussie, en Ukraine, en Estonie, en Roumanie et en Bulgarie. Toutefois, la situation s'améliore rapidement, car si en 2000 quatre pays enregistraient davantage d'avortements que de naissances, en 2004 il n'y en aurait plus qu'un. À l'opposé, les couples recourent très peu à l'interruption volontaire de grossesse en Croatie et en Pologne, deux pays dans lesquels la religion catholique garde une grande influence.

## VI. Mortalité

Le taux brut de mortalité enregistre de légères variations au fil du temps. En 2004, il s'établit à 9,3 ‰ dans l'Europe des Quinze, soit un gain de 0,6 point en l'espace de cinq ans (tableau D). Le gain absolu est moitié moins élevé chez les nouveaux pays membres où, il est vrai, la situation est un peu moins bonne, en dépit d'une structure par âge légèrement plus

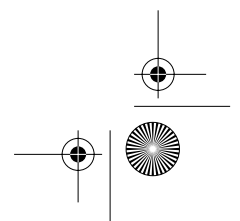
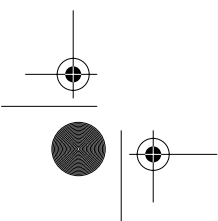


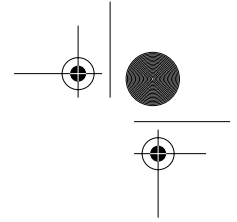
TABLEAU D. – MORTALITÉ ET ESPÉRANCE DE VIE DANS L'UNION EUROPÉENNE

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Taux brut de mortalité (pour 1 000 habitants)								
Europe des Quinze	9,9	9,9	9,9	9,7	9,6	9,7	9,8	9,3
Nouveaux pays membres	10,7	10,7	10,7	10,4	10,3	10,4	10,6	10,4
Europe des Vingt-Cinq	10	10,1	10,1	9,9	9,8	9,8	10	9,5
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes)								
Europe des Quinze	5,2	5,1	4,9	4,8	4,7	4,4	4,4	4,1
Nouveaux pays membres	9,3	8,9	8,4	7,8	7,1	6,9	6,6	6,3
Europe des Vingt-Cinq	5,9	5,7	5,5	5,2	5	4,8	4,7	4,5
Espérance de vie des hommes à la naissance (en années)								
Europe des Quinze	74,6	74,8	75,1	75,4	75,8	76	76,1	–
Nouveaux pays membres	68,2	68,5	68,3	69,4	69,7	69,9	70,1	70,3
Europe des Vingt-Cinq	73,5	73,8	74	74,4	74,7	75	75,1	–
Espérance de vie des femmes à la naissance (en années)								
Europe des Quinze	80,8	81	81,1	81,4	81,7	81,8	81,8	–
Nouveaux pays membres	76,7	77	77,1	77,6	77,9	78,1	78,2	78,6
Europe des Vingt-Cinq	80,1	80,3	80,5	80,8	81,1	81,2	81,2	–

Source : ODE.

favorable. Cette tendance à l'amélioration est générale à travers l'Europe occidentale, même si les effets en sont quelque peu atténués par le vieillissement continu de la population. C'est en Irlande que le recul du taux brut de mortalité est le plus net, puisqu'il est passé de 8,2 ‰ en 2000 à 6,9 ‰ en 2004 (tableau 2). L'Islande reste toutefois le pays dans lequel le taux de mortalité est le plus faible avec 6,2 ‰ en 2004. À l'opposé, le Danemark (10,3 ‰) et la Suède (10,1 ‰) sont ceux dans lesquels la situation est la moins favorable.

Comme le suggéraient déjà les estimations du taux brut de mortalité dans les nouveaux pays membres de l'Union européenne, la situation sanitaire de l'Europe centrale et, plus encore, de l'Europe orientale est beaucoup moins bonne que celle de l'ouest du continent, même si dans quelques pays comme l'Albanie ou l'Azerbaïdjan, avec des taux respectifs de 5,7 ‰ et 6,0 ‰, la jeunesse de la population occulte le niveau réel de la mortalité. À l'Ouest, seuls deux pays enregistrent un taux brut de mortalité supérieur à 10 ‰ ; en Europe centrale et orientale, c'est le cas de plus de la moitié des pays (14 sur 22) et dans quatre d'entre eux le taux dépasse 14 ‰ : Ukraine (16,1 ‰), Russie (15,9 ‰), Biélorussie (14,3 ‰) et Bulgarie (14,1 ‰). Au cours des années 2000-2004, le taux brut de mortalité a augmenté dans la plupart des pays de l'ancienne Europe socialiste. Dans quelques pays la dégradation est même importante, comme en Serbie-Monténégro, où il a progressé de 2,4 points, en Arménie (+ 1,7 point), en Bosnie-Herzégovine (+ 1,3), en Lituanie (+ 0,9) et en Biélorussie (+ 0,8). D'autres pays enregistrent une véritable stagnation à long terme : c'est le cas de la Croatie, de la Hongrie et de la Pologne, où ce taux était plus faible en 1970 qu'en 2004. Il est vrai que la décennie 1990, celle du passage à l'économie de marché, fut, dans beaucoup de pays, marquée par une dégra-



dation importante de la situation économique qui eut de graves répercussions sur les conditions de vie sanitaires et sociales.

Mais pour juger de l'évolution de la mortalité et de la place relative des divers pays en fonction de leur état sanitaire, il convient de préférer l'espérance de vie à la naissance au taux brut de mortalité, largement influencé par la structure par âge de la population. La durée de vie moyenne continue à progresser dans la quasi-totalité des pays européens. En Europe de l'Ouest, entre 2000 et 2004, l'espérance de vie féminine à la naissance a partout progressé de plus d'une année, sauf en Norvège, aux Pays-Bas et en Suède où les gains sont limités, respectivement, à 9,5, 9 et 7 dixièmes d'année (tableau 12). Si l'on prend en compte les pays pour lesquels 2003 est la dernière année disponible, il faut encore ajouter à ces trois derniers pays le Royaume-Uni, où le progrès annuel moyen est seulement de 9 centièmes d'année, soit un peu plus qu'en France et en Italie pour la même période (7 et 6 centièmes). La Grèce, avec 24 centièmes, enregistre un gain annuel voisin de celui de la Norvège (24 centièmes). L'effet de la canicule de 2003<sup>(48)</sup>, associé aux variations aléatoires sur des périodes d'observation limitées à un faible nombre d'années, réduit fortement le nombre de pays dans lesquels l'espérance de vie gagne, en moyenne, un quart d'année tous les ans. Seules la Belgique, la Finlande, l'Islande et surtout l'Irlande répondent alors à ce critère. C'est d'ailleurs en Irlande que l'espérance de vie des femmes progresse le plus vite, devant l'Islande, le Luxembourg<sup>(49)</sup> et le Portugal, l'Espagne et la Finlande.

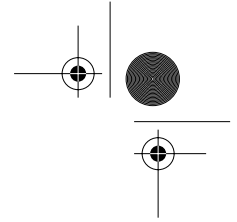
Si l'on excepte le Japon où l'espérance de vie approchait déjà 85 ans en 2001, c'est en Espagne que les femmes vivent le plus longtemps (83,8 ans en 2004), devant la Suisse et l'Islande (83,6 ans) puis la France (83 ans en 2003). À l'opposé, on trouve le Danemark (80,3 ans) et le Royaume-Uni (80,5 ans).

À l'est de l'Europe, l'évolution de la mortalité est beaucoup plus variable. En effet, dans certains pays, les gains d'espérance de vie sont similaires à ceux observés à l'Ouest, alors que dans le Caucase, la situation sanitaire se dégrade et l'espérance de vie décroît, parfois fortement comme en Arménie où elle a perdu un an entre 2000 et 2004. Deux zones se distinguent nettement : l'Europe centrale, où les progrès de l'espérance de vie furent à peu près réguliers, et l'Europe orientale – c'est-à-dire les pays de l'ancienne Union soviétique, à l'exception des pays baltes<sup>(50)</sup> –, caractérisée par une stagnation générale de l'espérance de vie. En Russie, en Ukraine et en Biélorussie, l'espérance de vie féminine à la naissance n'a toujours pas retrouvé en 2004 le niveau qu'elle avait atteint dans les années 1970-1980. Toutefois, en Europe orientale, la tendance est à la hausse depuis quelques années.

<sup>(48)</sup> Nous reviendrons un peu plus loin sur les effets de la canicule à travers l'Europe.

<sup>(49)</sup> L'Islande et le Luxembourg sont des pays peu peuplés dans lesquels le nombre annuel de décès de femmes est, respectivement, inférieur à un et deux milliers.

<sup>(50)</sup> Dont l'évolution est relativement proche de celle des pays d'Europe orientale.



Pour le sexe masculin, la situation n'est pas aussi bonne. Ainsi, en 2004, l'espérance de vie féminine n'était inférieure à celle de 2000 qu'en Arménie et en Géorgie, tandis que celle des hommes avait baissé dans quatre pays : Russie, Lituanie, Biélorussie et surtout Arménie, où le recul atteint 2,8 ans. En Russie, si le recul apparaît relativement modéré (0,2 an), le niveau enregistré en 2004 (58,9 ans) est le plus faible parmi l'ensemble des pays traités ici, et se situe 5,5 ans en dessous de celui qui avait été enregistré en 1964. En outre, il semble que la Russie ne parvienne guère à enrayer la baisse considérable de l'espérance de vie masculine depuis 1998, qui a presque totalement effacé les progrès accomplis après 1995 sous l'effet du recul des morts violentes et des maladies de l'appareil circulatoire. En dépit de la légère amélioration observée en 2004, le recul, par rapport à 1986 et la campagne anti-alcoolique de Gorbatchev, s'établit à 6 ans pour les hommes et à 2,3 ans pour les femmes. En Biélorussie, le recul depuis 1985 est de 4,2 ans pour les hommes (5,7 depuis 1965) et de 1,2 an pour les femmes.

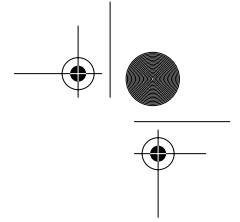
Au cours des cinq dernières années, on observe une légère réduction de l'écart entre les sexes ainsi qu'entre les pays riches d'Europe de l'Ouest et ceux d'Europe centrale qui enregistrent les gains d'espérance de vie les plus importants. Cependant, l'écart avec les États issus de l'ancienne Union soviétique continue de se creuser.

L'espérance de vie à la naissance dans l'Europe des Vingt-Cinq s'élève, en 2003, à 75,1 ans pour les hommes et à 81,2 ans pour les femmes. En dépit de la légère réduction entraînée par l'élargissement de l'Union, ces indicateurs montrent que les conditions sanitaires sont meilleures dans l'Union qu'aux États-Unis. Dans ce pays, l'espérance de vie féminine a dépassé pour la première fois 80 ans en 2003 (80,1 ans); chez les hommes, elle s'élevait à 74,8 ans. Ce résultat est d'autant plus remarquable qu'il s'agit du seul indicateur de vitalité démographique pour lequel les États-Unis marquent un retard; ce retard est en partie amplifié par les mauvaises conditions de vie de la population noire<sup>(51)</sup>.

Dans la lutte pour le recul de la mortalité que mènent les pays les plus développés, le Japon apparaît comme le plus en avance. Les femmes japonaises vivent en moyenne 84,9 ans (chiffre de 2001), c'est-à-dire près de 2 ans de plus, ce qui est tout à fait considérable<sup>(52)</sup>, que dans les pays les plus favorisés d'Europe (83,8 ans en Espagne en 2004, 83,6 ans en Suisse et en Islande, 83 ans en France en 2003). Il convient de remarquer avec quelle vitesse les pays méditerranéens, Espagne et Italie, ont pu combler leur retard sur les pays les plus avancés dans les années 1980 (Islande, Suisse et Suède). Cette analyse de l'évolution historique de l'espérance de vie à la naissance montre que la structure par âge et par cause de la mortalité joue un rôle important dans le classement des divers

<sup>(51)</sup> En 2003, l'espérance de vie de la population noire s'élevait à 76,1 ans pour les femmes et à 69,0 ans pour les hommes. Cela représente un retard d'une trentaine d'années sur la population blanche. Dans la population blanche, les valeurs correspondantes sont de 80,5 ans et 75,3 ans.

<sup>(52)</sup> Cela représente une avance d'une dizaine d'années environ.



pays et que ce qui apparaissait comme un avantage à un moment donné peut se transformer en un handicap à un autre. C'est ce qui explique que les pays les mieux classés dans le passé ne soient plus forcément dans le groupe de tête aujourd'hui.

Quant à l'espérance de vie masculine à la naissance, elle est depuis 1998 plus élevée en Islande qu'au Japon : elle s'établit respectivement à 79,3 ans en 2004 et 78,1 ans en 2001. Derrière se situent la Suisse (78,5 ans) et la Suède (78,4 ans). À l'autre extrémité se trouvent le Portugal (74,9 ans), le Danemark et la Finlande (75,4).

La surmortalité masculine continue de décroître presque partout en Europe occidentale, même si parfois, ça et là, l'écart se creuse momentanément, comme ce fut le cas en 2002 au Luxembourg et en Irlande. Les écarts entre pays demeurent importants : ils vont de 4,3 ans en Islande et en Suède à 7,0 ans en France et 6,9 ans en Finlande.

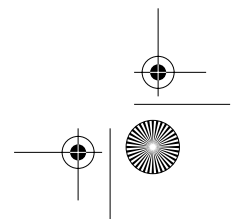
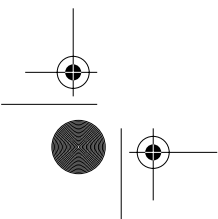
En Europe centrale et, surtout, orientale, la situation sanitaire est loin d'être aussi favorable. La surmortalité masculine y dépasse souvent 7 années, ce qui traduit la forte mortalité de la population active masculine. C'est en Russie que l'écart est le plus élevé et il croît depuis 2002, atteignant 13,4 ans en 2004. Viennent ensuite la Biélorussie – où la surmortalité masculine est passée de 11,3 ans à 12,8 ans entre 2000 et 2004 –, l'Ukraine (11,6 ans) et la Lituanie (11,2 ans).

En Europe centrale, seules les femmes slovènes bénéficient de conditions relativement proches de celles des femmes d'Europe de l'Ouest, avec une espérance de vie de 80,8 ans en 2004. Les hommes slovènes sont quant à eux dans une situation moins favorable. Dans les autres pays qui sont récemment entrés dans l'Union, la durée de vie est inférieure de plusieurs années par rapport à celle observée à l'Ouest, à l'exception de Chypre et de Malte dont les conditions se rapprochent très sensiblement de celles enregistrées en Grèce.

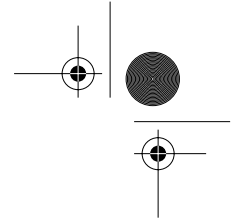
Après la Turquie (71 ans en 2003), c'est en Russie et en Moldavie que les femmes vivent le moins longtemps, avec respectivement 72,3 ans et 72,4 ans, c'est-à-dire moins que l'espérance de vie masculine la plus faible du monde occidental.

Hors d'Europe, la situation sanitaire apparaît relativement favorable. Mis à part le Japon dont nous avons évoqué la situation remarquable, la longévité des hommes y est toujours plus grande, à l'exception des États-Unis, que dans l'Europe des Quinze. Pour les femmes, la situation est plus équilibrée puisque les Israéliennes et les Néo-Zélandaises ont, avec les Américaines, une durée de vie moyenne légèrement inférieure à celles des Européennes.

Dernier élément permettant de décrire l'état sanitaire et de développement des populations, la mortalité infantile met en évidence de singulières particularités à travers l'Europe, comme dans l'ensemble du monde industrialisé. Parmi les pays analysés ici, l'écart va de 1 à 14, soit de







2,8 ‰ en Islande à 38,3 ‰ en Turquie (en 2003) (tableau 2). En Europe, le niveau le plus élevé est observé en Géorgie (23,8 ‰). Ensuite viennent, avec un taux largement inférieur, la Roumanie (16,7 ‰), la Macédoine (13,2 ‰) et la Moldavie (12,5 ‰). Rappelons que dans l'Europe des Vingt-Cinq, la mortalité infantile n'est que de 4,5 ‰, avec un éventail allant de 3,1 ‰ en Suède à 9,4 ‰ en Lettonie. Ces simples chiffres montrent quel abîme sépare les États membres de l'Union de la Turquie, dont la mortalité infantile renvoie aux niveaux que connaissait l'Europe de l'Ouest dans les années 1950.

Le niveau faible du taux de mortalité infantile et les variations aléatoires qui peuvent alors l'affecter sont à l'origine de variations annuelles qui ne sauraient s'expliquer en termes de dégradation ou d'amélioration soudaine des conditions qui entourent la naissance. La tendance générale est à la baisse sans que l'on aperçoive de mouvements qui pourraient laisser craindre un ralentissement des progrès enregistrés. En Europe du Sud, comme en Slovénie, en Autriche et en Allemagne, le recul de la mortalité infantile a été particulièrement rapide, au point qu'elle a été divisée par dix en une quarantaine d'années.

En Europe centrale et orientale, le recul de la mortalité infantile<sup>(53)</sup> a repris après une certaine détérioration au cours de la période récente en Europe orientale. Si quelques pays de la région, comme la Slovénie et la République tchèque ont déjà comblé le retard qu'ils avaient sur les pays les plus développés d'Europe occidentale, il reste encore de nombreux progrès à accomplir pour que les enfants nés dans cette autre partie de l'Europe aient les mêmes chances de survie qu'ailleurs, notamment en Géorgie où un nouveau-né en 2004 n'a pas eu plus de chances de survivre que celui né en 1985, et où on a enregistré une légère dégradation depuis 1998. La Macédoine est le seul autre pays dans lequel le taux de mortalité infantile a augmenté, passant de 10,3 ‰ en 2002 à 13,2 ‰ en 2004, après, il est vrai, un recul très sensible puisqu'il s'élevait encore à 29,4 ‰ en 1992.

### *La canicule de 2003*

En 2003, une vague de chaleur s'est abattue sur l'Europe, de la péninsule Ibérique à l'Europe centrale, induisant des températures supérieures de plusieurs degrés aux valeurs saisonnières de juin à la mi-août. L'épisode de la canicule du mois d'août se singularise par son intensité et son exceptionnelle durée (deux semaines). En France, c'est à partir du 31 juillet que la situation a empiré avec l'arrivée de la masse d'air chaud par les Pyrénées, qui recouvrit l'ensemble du territoire à partir du 4 août (figure 1).

<sup>(53)</sup> Les comparaisons internationales de mortalité infantile, incluant en particulier les pays d'Europe centrale et orientale, sont délicates du fait de la diversité des définitions d'une naissance vivante. Certains pays issus de l'ancienne URSS continuent d'utiliser la définition soviétique qui considère comme un mort-né un enfant né vivant, ayant respiré, et décédé au cours de sa première semaine, s'il était né avant la 28<sup>e</sup> semaine de gestation ou s'il pesait moins de 1 000 grammes et mesurait moins de 35 centimètres.

En France, dès la révélation des effets de la canicule sur la mortalité des personnes âgées, une polémique a alimenté les médias<sup>(54)</sup>, où l'information sur les pays voisins était à peu près inexistante. Cela tendait à laisser croire que la France était le seul pays sévèrement touché, avec un surcroît de près de 15 000 décès<sup>(55)</sup>, sans doute du fait de l'inexpérience et d'un manque d'adaptation des moyens mis en œuvre pour lutter contre les effets d'une chaleur excessive. On opposait alors la France à l'Italie où le ministère de la Santé avait annoncé une surmortalité de 8 000 personnes, soit deux fois moins qu'en France<sup>(56)</sup>. Au Portugal, on estimait le surcroît de décès à 1 316 et en Suisse à 975.

La disponibilité des données mensuelles de décès au cours de l'année 2003 pour la plupart des pays européens permet de dresser un bilan de la surmortalité provoquée par cette canicule à travers le continent. Mais d'abord, il convient de rappeler quelques informations météorologiques.

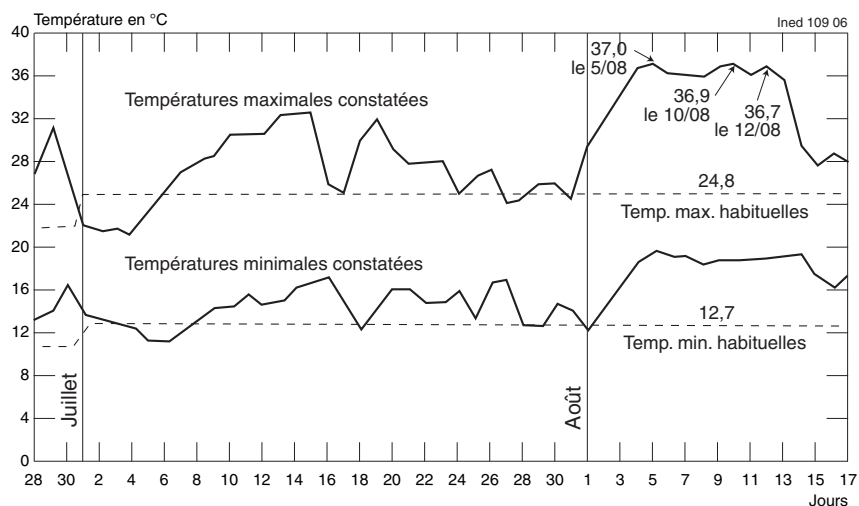


Figure 1. – Températures enregistrées au cours de l'été 2003 en France

Source : Cité des sciences et de l'industrie d'après Météo France.

<sup>(54)</sup> Cf. L. Boyer, S. Robitail, D. Debensason, P. Auquier et J.-L. San Marco (2005), « Média et santé publique : l'exemple de la canicule pendant l'été 2003 en France », *Revue d'épidémiologie et de santé publique*, 53 (5), p. 525-534.

<sup>(55)</sup> Voir D. Hémon et É. Jouglu (2003), « Surmortalité liée à la canicule d'août 2003, Rapport d'étape », *Estimation de la surmortalité et principales caractéristiques épidémiologiques*, Inserm, 25 septembre 2003.

Institut national de veille sanitaire (2003), *Impact sanitaire de la vague de chaleur en France survenue en août 2003*, Rapport d'étape, 26 août 2003.

Institut national de veille sanitaire (2003), *Impact sanitaire de la vague de chaleur d'août 2003 en France*, Bilan et perspectives, octobre 2003.

<sup>(56)</sup> Toutefois, le 27 juin 2005, l'institut italien de la statistique (Istat), dans son rapport démographique, a révisé fortement ce nombre en le portant à 20 000, soit un tiers de plus qu'en France, mais pour l'ensemble de la période juin-septembre 2003.



Des records absolus de température ont été battus en Europe occidentale : on a enregistré 38,1°C le 10 août au Royaume-Uni, 41,5°C le 11 août en Suisse. À Paris, le record de 1947 (40,4°C) ne fut pas battu puisque le maximum n'a atteint que 38,1°C, mais le record absolu de la température minimale la plus haute a été dépassé avec 25,5°C contre 24,4°C.

Parmi les stations météorologiques comparées par Météo France<sup>(57)</sup>, il ressort qu'à Madrid, les températures maximales ont été proches de celles observées à Paris, mais que les minimales sont restées inférieures de 5 à 6 degrés au plus fort de la crise (figure 2). En Espagne, seule l'Andalousie a connu une canicule plus sévère que la France, mais la population de cette région aurait un seuil biocritique de température supérieur à celui des habitants du Nord de la France<sup>(58)</sup>. À Lisbonne, les températures minimales ont été au cours de la première quinzaine d'août proches de celles observées à Paris, bien qu'avec une variabilité plus grande, mais les températures maximales, elles aussi plus irrégulières, ont été légèrement inférieures. Or, il semble bien que ce soit la persistance de températures élevées pendant la nuit qui est responsable du caractère meurtrier d'une vague de chaleur, plus que les températures maximales enregistrées, même si l'interférence avec des facteurs de pollution ne doit pas être négligée.

Nous avons estimé la surmortalité imputable à la canicule en rapportant le nombre de décès du mois d'août, corrigé des variations saisonnières, à la tendance (soit la moyenne mobile du nombre de décès calculée sur 25 mois et centrée sur le mois d'août 2003)<sup>(59)</sup>. Sur les 27 pays pour lesquels nous disposons des données mensuelles, seulement cinq semblent avoir été significativement touchés par la canicule de la première quinzaine d'août, la surmortalité y dépassant 10 % (tableau E). Il s'agit dans l'ordre croissant de l'Italie, du Luxembourg, de l'Espagne, du Portugal et de la France. Ces pays sont aussi ceux où l'on a enregistré le nombre de jours avec des températures maximales supérieures à 35°C le plus élevé (figure 3). Cette carte confirme la nette différence entre les situations de Luxembourg et de Bruxelles : la Belgique a été épargnée par la vague de chaleur, alors qu'au Luxembourg les températures ont été supérieures à 34°C pendant dix jours.

En France, la surmortalité approche 35 % et dépasse largement celle observée au Portugal (25,9 %) (tableau E). Viennent ensuite l'Espagne et le Luxembourg (respectivement 16,7 % et 16,6 %), devant l'Italie (11,9 %). Suivent l'Allemagne et la Suisse avec un surcroît de décès d'un peu plus de 9 %. La canicule de 2003, avec ses conséquences démographiques, a donc

<sup>(57)</sup> Cf. le site : <http://www.meteo.fr/meteonet/actu/archives/dossiers/canicule/canicule2003.htm>

<sup>(58)</sup> Ce seuil serait de 41°C en Andalousie contre 27,5°C en Belgique.

<sup>(59)</sup> Une analyse plus précise nécessiterait de mettre en relation les paramètres météorologiques de la canicule dans chacun des pays avec le niveau de la surmortalité. En particulier, l'amplitude de l'écart entre les températures diurnes et nocturnes, ainsi que l'écart à la température « habituelle », ou moyenne, de la saison, qui semblent être des paramètres importants. En outre, l'échelle nationale n'est pas la plus appropriée pour analyser les conséquences des vagues de chaleur, dont les effets ont plutôt tendance à se concentrer dans les grandes agglomérations urbaines.

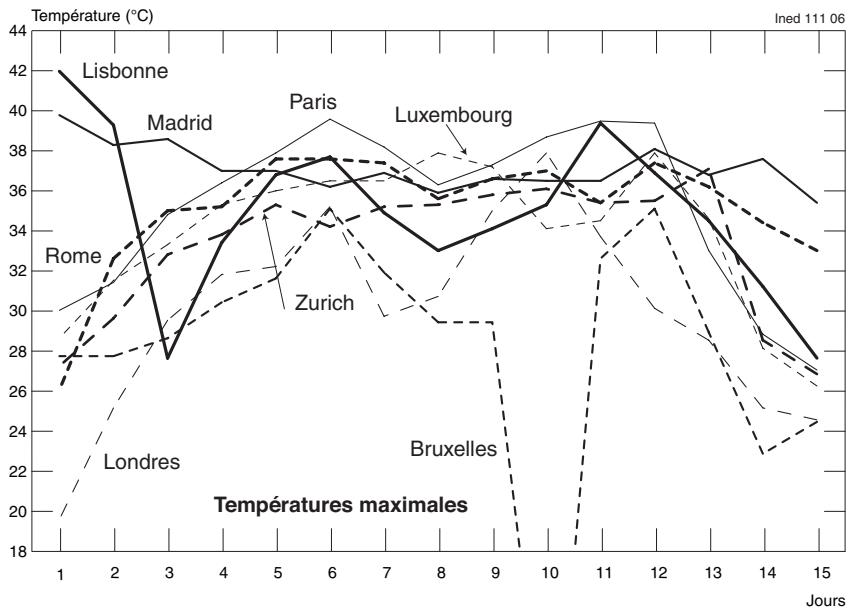
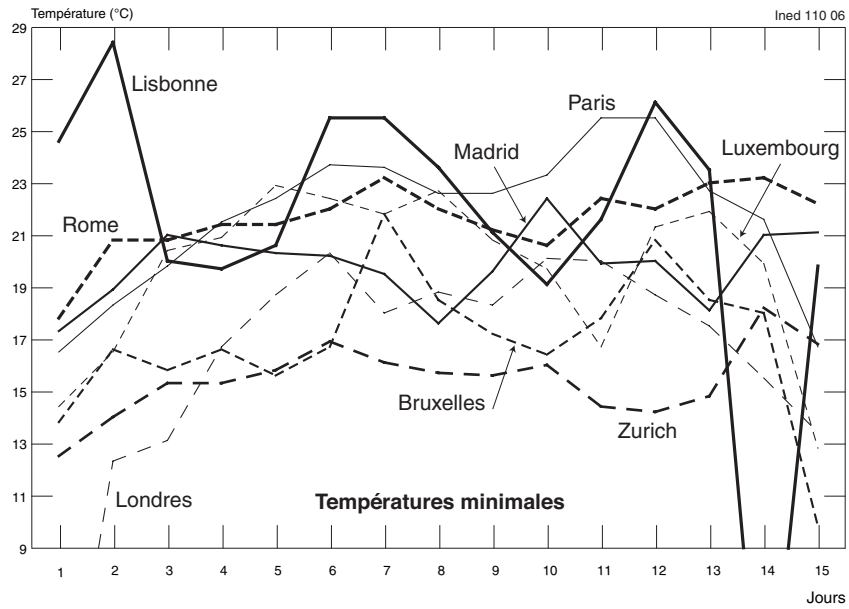
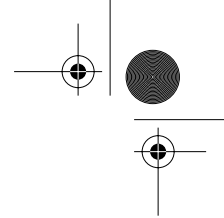


Figure 2. – Températures minimales et maximales enregistrées du 1<sup>er</sup> au 15 août 2003 dans quelques villes européennes  
 Source : Météo France (données aimablement communiquées par Fabrice Breneur).

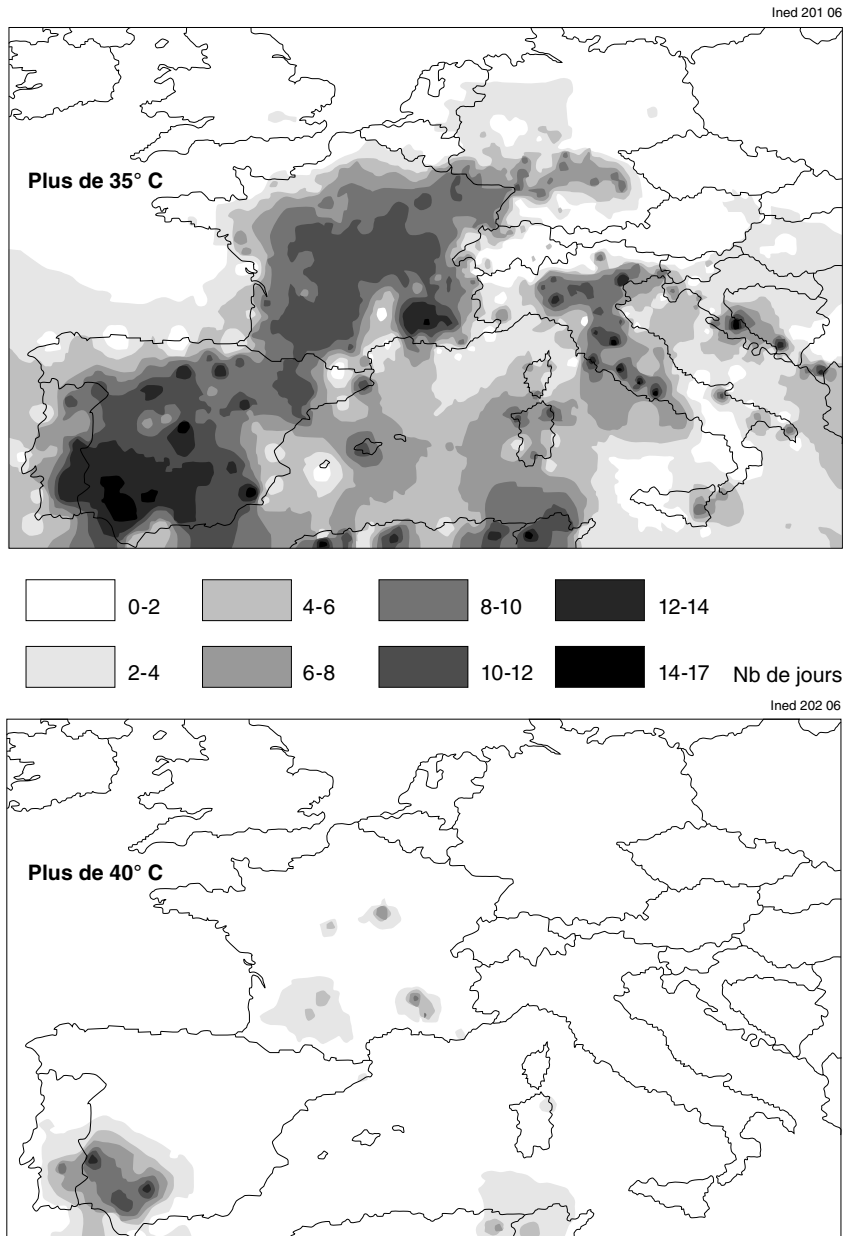
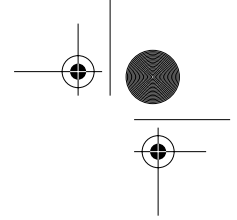


Figure 3. – Nombre de jours avec des températures maximales supérieures à 35°C et 40°C du 1<sup>er</sup> au 15 août 2003

Source : Météo France.

touché presque exclusivement l'Europe du Sud (péninsule Ibérique, France et Italie), le Luxembourg ayant été atteint, comme l'Allemagne et peut-être la Suisse, par une extension du phénomène qui enveloppa la France. Au Luxembourg, les conséquences ont été assez sévères car le pays entier fut touché, du fait de sa faible superficie. À l'Est, la Croatie et la Bosnie ont aussi été partiellement touchées par la vague de chaleur, mais nous ne disposons pas de données mensuelles de mortalité pour ce dernier pays. Le même calcul effectué sur la période des trois mois d'été ne donne pas une vision très différente des effets de la canicule, si ce n'est que la surmortalité enregistrée de juillet à septembre est d'intensité plus faible et que son impact relatif est plus fort au Luxembourg et en Italie.

L'estimation du surcroît absolu de décès, calculé par différence entre les nombres de décès désaisonnalisés et la tendance (tableau F), aboutit à des résultats relativement proches de ceux présentés plus haut pour les différents pays, qui ont été calculés de diverses manières et sont issus de plusieurs publications<sup>(60)</sup>. Pour la France et le Portugal, notre propre estimation est un peu supérieure : elle s'établit respectivement à 15 630 décès supplémentaires au lieu de 14 804 et à 2 310 décès supplémentaires au lieu de 1 316 ; pour la Suisse et l'Italie, c'est le contraire (481 au lieu de 975 et 16 057 au lieu de 20 000). La durée de la période de surmortalité varie largement selon les pays. Alors qu'en Allemagne, au Royaume-Uni et au Portugal, elle a été limitée au mois d'août, elle a débuté en juin dans les autres pays et a perduré jusqu'en septembre en Italie.

TABLEAU E. – SURMORTALITÉ ENREGISTRÉE AU COURS DE LA VAGUE DE CHALEUR DE L'ÉTÉ 2003 (EN %)

Pays	Août	Juillet-septembre	Pays	Août	Juillet-septembre
Allemagne	9,6	3,5	Portugal	25,9	9,2
Angleterre-Galles	4,0	0,0	Suisse	9,2	5,2
Autriche	1,9	1,6	Suède	-0,3	1,3
Belgique	4,0	4,3	Bulgarie	2,3	-1,2
Danemark	-1,6	-1,2	Croatie	4,3	2,6
Espagne	16,7	7,6	Hongrie	-1,1	-2,7
Finlande	2,2	1,9	Macédoine	0,3	-2,4
France	34,7	12,8	Pologne	-2,7	-1,4
Grèce	-4,8	-6,3	République tchèque	-0,5	-0,6
Italie	11,9	9,6	Roumanie	-1,0	-1,6
Irlande	0,7	-0,8	Serbie-Monténégro	1,2	-0,7
Luxembourg	16,6	11,5	Slovaquie	-0,1	-1,8
Norvège	1,1	2,1	Slovénie	6,4	2,1
Pays-Bas	3,7	2,4			

Source : ODE.

<sup>(60)</sup> Voir notamment la revue *Eurosurveillance* dont le volume X, Issues 7-9 de Juillet-Septembre 2005, contient plusieurs articles sur les effets de la canicule dans différents pays européens (Angleterre-Galles, France, Portugal, Espagne, Pays-Bas, Italie).

TABLEAU F. – SURCROÎT ABSOLU DE DÉCÈS AU COURS DE L'ÉTÉ 2003

Pays	Août	Juin-août	Juin-septembre
France	15 630	18 060	18 660
Allemagne	6 770	Pas de surcroît	Pas de surcroît
Italie	5 680	12 860	16 060
Espagne	5 290	9 990	10 140
Portugal	2 310	2 590	2 600
Royaume-Uni	1 860	Pas de surcroît	Pas de surcroît
Suisse	480	970	1 120

Source : ODE.

## VII. Vieillesse de la population

La structure par âge d'une population témoigne de son histoire démographique sur au moins un siècle. Elle est la conséquence de l'évolution des trois facteurs de renouvellement d'une population que sont la fécondité, la mortalité et les migrations internationales. De ce fait, les évolutions décrites précédemment pour la période récente vont également aboutir à des modifications de la structure par âge des populations européennes. La baisse de la fécondité et l'allongement de l'espérance de vie, dont les progrès relatifs sont d'autant plus rapides que les personnes sont plus âgées, vont se traduire, à terme, par une accélération du rythme de vieillissement de la population. Cela va nécessiter la mise en place de politiques adaptées, dont la réforme des régimes de retraite ne constitue qu'un élément. Ce vieillissement est déjà largement avancé dans l'ensemble des pays développés et particulièrement en Europe occidentale; historiquement, la France fut le premier pays touché. Provoqué dans un premier temps par la réduction de la fécondité (vieillesse par la base), il se trouve amplifié depuis quelque temps par le recul de la mortalité aux grands âges (vieillesse par le sommet).

L'Europe est aujourd'hui, après le Japon, la région du monde où la population est la plus âgée. Si le processus de vieillissement est devenu général, son rythme est très variable d'un pays à l'autre. Au 1<sup>er</sup> janvier 2005, la part des personnes âgées de 65 ans ou plus varie de un à trois entre la Turquie (5,8 %) et l'Italie (19,2 %). La population des pays de l'Europe des Quinze est plus âgée (17,2 % de personnes âgées de 65 ans ou plus<sup>(61)</sup>) que celle des nouveaux pays membres (13,8 %, les proportions allant de 11,6 % en Slovaquie à 16,5 % en Lettonie), ce qui a, dans un premier temps, réduit le niveau du vieillissement dans la nouvelle configuration de l'Union; mais à terme, du fait de la faible fécondité des nouveaux membres, l'élargissement va se traduire par une accélération du vieillissement dans l'Union (tableau G). C'est ce à quoi conduisent, pour 2050, les hypothèses retenues dans le scénario central des projections des

<sup>(61)</sup> La proportion va de 11,2 % en Irlande à 19,2 % en Italie.

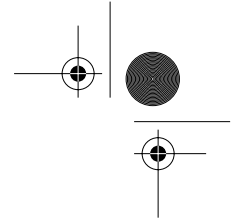
TABLEAU G. – PART DES PERSONNES ÂGÉES DE 65 ANS  
OU PLUS DANS L'UNION EUROPÉENNE (EN %)

	2005	2050
Allemagne	18,6	27,9
Autriche	16,0	30,6
Belgique	17,1	27,2
Danemark	15,0	24,9
Espagne	16,8	35,0
Finlande	15,9	26,4
France	16,4	26,4
Grèce	17,8	33,2
Irlande	11,2	24,0
Italie	19,2	34,4
Luxembourg	14,3	21,8
Pays-Bas	14,0	24,7
Portugal	17,0	29,7
Royaume-Uni	16,0	23,3
Suède	17,2	27,1
Chypre	11,9	23,7
Estonie	16,2	31,3
Hongrie	15,6	28,8
Lettonie	16,5	30,8
Lituanie	15,1	24,9
Malte	13,3	26,7
Pologne	13,1	28,4
République tchèque	14,0	32,2
Slovaquie	11,6	27,3
Slovénie	15,3	34,0
Europe des Quinze	17,2	28,3
Nouveaux pays membres	13,8	28,9
Europe des Vingt-Cinq	16,7	28,4

*Source* : ODE et Nations unies.

Nations unies réalisées en 2002. D'ici 2050, la part des personnes âgées de 65 ans ou plus devrait plus que doubler chez les dix nouveaux membres contre une multiplication par 1,7 dans l'Europe des Quinze. C'est dans l'ancienne Tchécoslovaquie que la progression devrait être la plus forte avec une multiplication par 2,4 en Slovaquie et 2,3 en République tchèque. À l'opposé, les croissances les plus faibles (multiplication par 1,5) devraient s'observer en Allemagne, au Luxembourg et au Royaume-Uni. En Allemagne, la raison tient à l'ancienneté de sa basse fécondité qui en fait un des pays où le vieillissement est le plus accentué; au Luxembourg, le relatif maintien de la jeunesse de la population résulte de l'importance de l'immigration; au Royaume-Uni, c'est l'hypothèse d'une fécondité qui se maintient à un niveau moyen qui modérerait l'accélération du vieillissement. En 2050, en dépit de la progression plus rapide du vieillissement dans l'Europe de l'Est, c'est dans l'ancienne Europe des Quinze que l'on devrait continuer à trouver à la fois les pays les plus jeunes et ceux où la proportion de personnes âgées sera la plus élevée. En 2005, le pays le plus jeune est l'Irlande, avec 11,2 % de personnes âgées de 65 ans ou plus,





devant la Slovaquie (11,6 %) et Chypre (11,9 %). En 2050, Chypre figure-rait toujours dans le groupe de tête (23,7 %), avec le Luxembourg (21,8 %) et le Royaume-Uni (23,3 %). À l'autre bout de l'échelle, on devrait trouver trois pays de l'Europe du Sud, l'Espagne (35 % de personnes âgées), l'Italie (34,4 %) et la Grèce (33,2 %). Aujourd'hui, c'est l'Italie qui compte la proportion la plus élevée de personnes âgées (19,2 %) devant l'Allemagne (18,6 %).

Une autre manière de mesurer le vieillissement, en termes plus économiques, consiste à faire référence à la population qui doit supporter la « charge » financière des personnes âgées, c'est-à-dire la population active. Ainsi calcule-t-on le rapport de la population ayant atteint l'âge de la retraite à la population en âge d'activité<sup>(62)</sup>. Il représente, en quelque sorte, la pression qui s'exerce pour que l'État consacre une part plus importante de son budget aux soins de santé et aux retraites. C'est en Italie et en Allemagne que le rapport de dépendance des personnes âgées est le plus élevé, de même que c'est dans ces pays que l'on observe la proportion la plus forte de personnes âgées. Viennent ensuite la Suède, la Grèce, la Belgique et la France. À l'opposé, on trouve, à égalité, l'Irlande et la Slovaquie, puis Chypre et la Pologne (tableau H).

Le même type d'indice peut être calculé pour la population de moins de 20 ans. Il met en évidence l'effort en matière de dépenses d'éducation que doit consentir l'État<sup>(63)</sup>. Dans l'Union européenne, c'est à Chypre, en Irlande et en France que la charge de la jeunesse pèse le plus lourd, sans que le classement selon ce critère soit la copie conforme de celui selon la part des jeunes. L'Europe des Quinze réunit à la fois les pays où le rapport de dépendance des jeunes est le plus faible (Italie et Espagne où il s'établit à 31 %) et ceux où il est le plus fort avec Chypre (Irlande et France). On peut faire la même observation pour le rapport de dépendance des personnes âgées, mais ce n'est plus le cas pour le taux de dépendance totale qui enregistre des valeurs minimum chez les nouveaux pays membres.

Le rapport total de dépendance associe ces deux composantes de la charge qui pèse sur les actifs. C'est en France et en Suède que ce rapport est le plus élevé, atteignant respectivement 71 % et 70 %. Cela signifie que 10 « actifs » ont à supporter la charge de 7 « inactifs ». En République tchèque, la situation est moins tendue puisque le rapport de dépendance total y est inférieur à 55 %. Si la France se trouve en haut de ce classement, c'est du fait de sa forte fécondité. Il existe, il est vrai, une légère liaison positive entre le rapport de dépendance des jeunes et la dépendance totale, la part des jeunes étant beaucoup plus sujette à variations que la part des personnes âgées.

<sup>(62)</sup> Dénommé rapport de dépendance des personnes âgées. Il est ici mesuré en rapportant l'effectif des personnes âgées de 65 ans ou plus à celui des 20-64 ans.

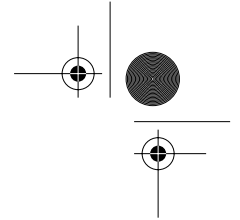
<sup>(63)</sup> Les limites utilisées, 20 et 65 ans, semblent plus adaptées à la situation des pays industrialisés, dans lesquels une part de plus en plus importante des jeunes continue à faire des études au-delà de la limite de la scolarité obligatoire, que celles traditionnellement utilisées dans les comparaisons internationales, soit 15 et 65 ans.

TABLEAU H. – RAPPORTS DE DÉPENDANCE DANS L'UNION EUROPÉENNE EN 2005 (%)

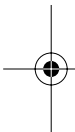
	Rapport de dépendance des jeunes <sup>(1)</sup>	Rapport de dépendance des personnes âgées <sup>(2)</sup>	Total
Allemagne	33,1	30,5	63,6
Autriche	35,6	25,8	61,4
Belgique	38,8	28,7	67,5
Danemark	40,4	24,8	65,2
Espagne	31,4	26,5	57,9
Finlande	38,8	26,2	65,0
France	42,5	28,0	70,5
Grèce	32,6	28,8	61,4
Irlande	45,9	18,3	64,2
Italie	31,0	31,2	62,2
Luxembourg	40,0	23,3	63,3
Pays-Bas	39,8	22,8	62,6
Portugal	34,6	27,6	62,2
Royaume-Uni	41,8	26,9	68,7
Suède	40,7	29,3	70,0
Chypre	46,0	19,7	65,7
Estonie	39,9	27,0	66,9
Hongrie	35,1	25,0	60,1
Lettonie	37,6	27,2	64,8
Lituanie	41,9	25,2	67,1
Malte	39,9	21,5	61,4
Pologne	39,3	21,1	60,4
République tchèque	33,1	21,7	54,8
Slovaquie	39,1	18,3	57,4
Slovénie	32,3	24,0	56,3
Europe des Quinze	36,3	28,4	64,7
Nouveaux pays membres	37,8	22,0	59,8
Europe des Vingt-Cinq	36,5	27,3	63,9

(1) Nombre de personnes âgées de 0-19 ans rapporté au nombre de personnes âgées de 20-64 ans multiplié par 100.  
(2) Nombre de personnes âgées de 65 ans ou plus rapporté au nombre de personnes âgées de 20-64 ans multiplié par 100.  
Source : ODE.

Le vieillissement ne se manifeste pas seulement dans la structure par âge de l'ensemble de la population, mais également dans les différents groupes qui la composent. Ainsi, la structure par âge des personnes âgées enregistre, elle aussi, un vieillissement car la part des plus âgés s'accroît au sein de ce groupe. De même, la structure par âge des personnes en âge d'activité se déforme et la population potentiellement active vieillit. Cette évolution se traduira par une diminution de la population active à partir de 2015 qui pourrait déboucher sur une pénurie de main-d'œuvre, puisque seules trois personnes sur quatre partant à la retraite seraient remplacées par des jeunes arrivant aux âges actifs. La situation varie largement selon les États membres. Ainsi, l'Allemagne, première puissance économique de l'Union, et l'Italie pourraient voir se profiler les perspectives d'une récession. Au contraire, le Royaume-Uni qui sera en 2050, après le Luxembourg, le pays de l'Union où le vieillissement sera le moins accen-



tué, pourrait devenir la première puissance économique de l'Union<sup>(64)</sup>. Compte tenu de la liaison qui existe entre dynamique démographique et croissance économique, il convient, à un moment où un certain déclin démographique semble appelé à caractériser l'évolution à long terme de la population européenne<sup>(65)</sup>, de se féliciter du renouveau de l'intérêt de la Commission européenne pour les enjeux démographiques<sup>(66)</sup>. En effet, le défi majeur de ce XXI<sup>e</sup> siècle sera d'enrayer un déclin démographique qui, par l'accentuation du vieillissement, fragilise les économies. En l'absence d'une politique volontariste permettant aux couples de concilier vie familiale et vie professionnelle et peut-être d'inverser le cours de la fécondité, les migrations internationales seront à l'avenir le facteur déterminant de l'évolution démographique.



<sup>(64)</sup> Pour plus de détail, voir G.-F. Dumont et J.-M. Zaninetti, *Perspectives démographiques de la France et de l'Europe à l'horizon 2030 : analyse économique*. Étude réalisée pour la Commission des Finances, de l'Économie générale et du Plan de l'Assemblée nationale, Population et Avenir, 2005, 201 p.

<sup>(65)</sup> L'Europe est le seul continent à avoir un accroissement naturel négatif.

<sup>(66)</sup> Cf. Commission européenne, *Face aux changements démographiques, une nouvelle solidarité entre générations*, Livre vert, 2005, *op. cit.*

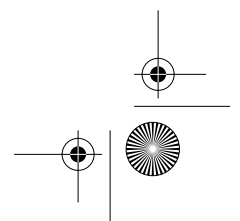
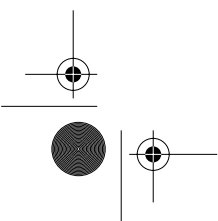


TABLEAU 1.- POPULATION, NAISSANCES ET DÉCÈS

	Dernier recensement	Population au 1 <sup>er</sup> janvier						Naissances				Décès			
		2000		2003		2004		2005		2000		2003		2004	
		2000	2003	2004	2005	2000	2003	2004	2005	2000	2003	2004	2000	2003	2004
Allemagne	30/09/1995	82 163 475	82 536 680	82 531 671	82 500 849	766 999	706 721	705 622	838 797	853 946	818 271	838 797	853 946	818 271	
<i>Allemagne de l'Ouest</i>	01/04/1991	66 946 150	-	-	-	655 732	476 475	-	678 545	561 074	-	678 545	561 074	-	
<i>Allemagne de l'Est</i>	01/04/1991	15 217 325	-	-	-	111 267	78 860	-	160 252	126 429	-	160 252	126 429	-	
Autriche	15/05/2001	8 002 186	8 102 175	8 140 122	8 206 524	78 268	76 944	78 968	76 780	77 209	74 292	76 780	77 209	74 292	
Belgique <sup>(1)</sup>	01/10/2001	10 239 085	10 355 844	10 396 421	10 445 852	114 883	112 149	116 048	104 903	107 039	101 929	104 903	107 039	101 929	
Danemark <sup>(2)</sup>	01/01/2001	5 330 020	5 383 507	5 397 640	5 411 405	67 084	64 599	64 397	57 985	57 574	55 806	57 985	57 574	55 806	
Finlande <sup>(3)</sup>	31/12/2000	5 171 302	5 206 295	5 219 732	5 236 611	56 742	56 630	57 758	49 339	48 996	47 600	49 339	48 996	47 600	
France	08/03/1999	58 796 488	59 855 823	60 200 000	60 561 200	774 782	761 464	767 816	530 864	549 987	506 800	530 864	549 987	506 800	
Irlande	28/04/2002	3 777 763	3 963 665	4 027 732	4 109 173	54 789	61 517	61 684	31 391	28 823	28 151	31 391	28 823	28 151	
Islande <sup>(4)</sup>	01/03/2001	2 79 049	288 471	290 570	293 577	4 315	4 143	4 234	1 876	1 827	1 824	1 876	1 827	1 824	
Luxembourg	15/02/2001	435 700	448 300	451 600	455 000	5 723	5 303	5 452	3 754	4 053	3 578	3 754	4 053	3 578	
Norvège	03/11/2001	4 478 497	4 552 252	4 577 457	4 606 363	59 234	56 458	56 951	44 002	42 478	41 200	44 002	42 478	41 200	
Pays-Bas <sup>(5)</sup>	01/01/2002	15 863 950	16 192 572	16 258 032	16 305 526	206 619	200 297	194 007	140 527	141 936	136 553	140 527	141 936	136 553	
Royaume-Uni	29/04/2001	58 785 246	59 437 723	59 699 865	59 934 290	679 029	695 549	715 996	608 366	611 184	584 791	608 366	611 184	584 791	
<i>Angleterre-Galles</i>	29/04/2001	51 508 150	52 121 076	-	-	604 441	621 469	639 721	535 664	538 254	512 541	535 664	538 254	512 541	
<i>Écosse</i>	29/04/2001	5 103 191	5 010 234	-	-	53 076	52 432	54 000	57 799	58 472	56 200	57 799	58 472	56 200	
<i>Irlande du Nord</i>	29/04/2001	1 688 807	1 685 760	-	-	21 512	21 648	22 318	14 903	14 462	14 354	14 903	14 462	14 354	
Suède <sup>(6)</sup>	01/11/1990	8 861 426	8 940 788	8 975 670	9 011 392	90 441	99 157	100 928	93 461	92 961	90 532	93 461	92 961	90 532	
Suisse	05/12/2000	7 164 444	7 313 853	7 364 148	7 415 102	78 458	71 848	73 082	62 528	63 070	60 180	62 528	63 070	60 180	
Espagne	01/11/2001	39 960 708	41 663 702	42 345 342	43 038 035	397 632	441 881	454 591	360 391	384 828	370 121	360 391	384 828	370 121	
Grèce	18/03/2001	10 903 757	11 006 377	11 040 650	11 075 701	103 267	104 420	105 655	105 219	105 529	104 942	105 219	105 529	104 942	
Italie	21/10/2001	56 923 524	57 321 070	57 888 245	58 462 375	538 999	539 503	548 244	560 121	586 468	546 658	560 121	586 468	546 658	
Portugal	12/03/2001	10 195 014	10 407 465	10 474 685	10 529 255	120 008	112 515	109 298	105 364	108 795	102 010	105 364	108 795	102 010	
Chypre	01/10/2001	778 500	802 500	818 200	837 300	9 557	9 077	9 308	6 059	5 836	5 853	6 059	5 836	5 853	
<i>Chypre (zone contrôlée)</i>	01/10/2005	690 497	715 137	730 367	749 175	8 447	8 088	8 309	5 355	5 200	5 225	5 355	5 200	5 225	
Malte	27/11/2005	380 201	386 938	388 867	-	4 255	3 902	3 686	2 957	3 072	2 903	2 957	3 072	2 903	
Albanie	01/04/2001	3 401 198	3 102 779	3 119 548	3 134 975	50 077	47 012	43 022	16 421	17 967	17 749	16 421	17 967	17 749	
Bosnie-Herzégovine	31/03/1991	3 781 183	3 832 000	3 842 000	-	39 563	35 234	35 151	30 482	31 757	32 616	30 482	31 757	32 616	
Croatie	31/03/2001	4 567 546	4 442 300	4 441 800	4 443 900	43 746	39 668	40 307	50 246	52 575	49 756	50 246	52 575	49 756	
Macédoine	01/11/2002	2 021 578	2 023 654	2 029 892	2 035 196	29 308	27 011	23 361	17 253	18 006	17 944	17 253	18 006	17 944	
Slovénie	31/03/2002	1 987 755	1 995 033	1 996 433	1 997 590	18 180	17 321	17 961	18 588	19 451	18 523	18 588	19 451	18 523	
Serbie-Monténégro <sup>(7)</sup>	31/03/2001	10 637 366	8 147 724	8 157 625	8 135 883	1 25 868	87 370	88 406	118 078	109 650	110 148	118 078	109 650	110 148	

## ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE RÉCENTE DES PAYS DÉVELOPPÉS

269

	Dernier recensement	Population au 1 <sup>er</sup> janvier				Naissances				Décès			
		2000	2003	2004	2005	2000	2003	2004	2000	2003	2004	2000	
Bulgarie	01/03/2001	8 190 876	7 845 841	7 801 273	7 762 653	73 679	67 359	69 886	115 087	111 927	110 110	110 110	
Hongrie	01/02/2001	10 221 644	10 142 362	10 116 742	10 097 549	97 597	94 647	95 137	135 601	135 823	132 492	132 492	
Pologne	21/05/2002	38 653 559	38 218 531	38 190 608	38 173 835	378 348	351 072	356 131	368 028	365 230	363 522	363 522	
Roumanie	18/03/2002	22 455 485	21 772 774	21 711 252	21 658 528	234 521	212 459	216 261	255 820	266 575	258 890	258 890	
République tchèque	01/03/2001	10 278 098	10 203 269	10 211 455	10 220 577	90 910	93 685	97 664	109 001	111 288	107 177	107 177	
Slovaquie	26/05/2001	5 398 657	5 379 161	5 380 053	5 384 822	55 151	51 713	53 747	52 724	52 230	51 852	51 852	
Russie	09/10/2002	145 559 208	145 166 731	144 168 205	143 474 219	1 266 800	1 477 301	1 502 477	2 225 334	2 365 826	2 293 666	2 293 666	
Estonie	31/03/2000	1 372 071	1 356 045	1 351 069	1 347 000	13 067	13 036	13 993	18 403	18 152	17 814	17 814	
Lettonie	31/03/2000	2 381 715	2 331 480	2 319 203	2 306 434	20 248	21 006	20 334	32 205	32 437	32 024	32 024	
Lituanie	06/04/2001	3 512 074	3 462 553	3 445 857	3 425 324	34 149	30 598	30 419	38 919	40 990	41 340	41 340	
Biélorussie	16/02/1999	10 019 480	9 898 590	9 849 062	9 800 073	93 691	88 512	88 943	134 867	143 200	140 045	140 045	
Moldavie	01/10/2002	3 644 074	3 618 312	3 607 435	3 600 436	36 939	36 471	38 272	41 224	43 079	41 668	41 668	
Ukraine	05/12/2001	49 429 800	47 823 108	47 442 079	47 100 462	385 126	408 589	427 259	758 082	765 408	761 261	761 261	
Arménie	10/10/2001	3 803 395	3 210 307	3 212 227	3 215 833	34 276	35 793	37 520	24 025	26 014	25 679	25 679	
Azerbaïdjan	27/01/1999	8 016 200	8 202 500	8 265 700	8 347 300	116 994	113 467	131 609	46 701	49 001	49 568	49 568	
Géorgie	17/01/2002	4 435 200*	4 342 600*	4 315 200*	4 289 100*	48 800	46 194	49 600	47 410	46 055	-	-	
Turquie	22/10/2000	66 858 593	70 171 476	71 253 946	71 607 500	1 494 000	1 479 000	1 360 000	477 000	498 000	-	-	
Israël	04/11/1995	62 09 100	6 631 100	6 748 400	6 869 500	136 390	144 936	145 207	37 688	38 505	37 756	37 756	
Canada	15/05/2001	30 650 079	31 495 644	-	-	327 882	-	-	218 062	-	-	-	
États-Unis	01/04/2000	280 726 081	289 427 005	292 324 700	295 160 302	4 057 814	4 089 950	4 115 590	2 403 351	2 423 000	-	-	
Australie	07/08/2001	19 038 338	19 754 844	19 997 785	20 229 786	249 636	251 161	254 246	128 291	132 239	132 989	132 989	
Nouvelle-Zélande	06/03/2001	3 837 200	3 942 110	4 009 610	4 062 420	56 605	56 134	-	26 660	28 010	-	-	
Japon	01/10/2000	126 925 843	127 346 743	127 524 269	127 636 255	1 190 547	1 123 609	1 122 277	961 653	1 022 750	1 034 253	1 034 253	
Europe des Quinze		375 409 644	380 821 986	383 047 407	385 283 188	4 055 265	4 038 649	4 086 464	3 667 262	3 759 328	3 572 034	3 572 034	
Nouveaux pays membres		74 964 274	74 277 872	74 218 487	74 179 298	721 462	686 057	698 380	782 485	784 509	773 500	773 500	
Europe des Vingt-Cinq		450 373 918	455 099 858	457 265 894	459 462 486	4 776 727	4 724 706	4 784 844	4 449 747	4 543 837	4 345 534	4 345 534	

(1) Depuis octobre 2001, le recensement décennal est remplacé par l'Enquête sociologique générale.

(2) Depuis 1981, le recensement est remplacé par un état fondé sur les registres.

(3) Depuis 1990, le recensement est remplacé par un état quinquennal fondé sur les registres.

(4) Depuis 1971, le recensement est remplacé par un état fondé sur les registres.

(5) Le dernier recensement classique date de 1971; depuis lors, il est remplacé par un état fondé sur les registres.

(6) Le recensement quinquennal par registre prévu pour 2000 a été repoussé à une date ultérieure.

(7) À partir de 2002, la population au 1<sup>er</sup> janvier, le nombre de naissances et celui des décès sont relatifs à la Serbie-Monténégro sans le Kosovo et Metohia.

\* Les effectifs de population ne comprennent pas les populations d'Abkassie et de Tskinkvali. L'office statistique estime la population totale à 4 672 200 en 2000, 4 571 100 en 2003, 4 543 300 en 2004 et 4 516 300 en 2005.

Source : ODE.

TABEAU 2.- NATALITÉ, MORTALITÉ (P. 1 000 HABITANTS) ET MORTALITÉ INFANTILE (P. 1 000 NAISSANCES)

	Natalité				Mortalité				Mortalité infantile			
	2000	2001	2002	2003	2004	2002	2003	2004	2002	2003	2004	
Allemagne	9,3	8,9	8,7	8,6	8,6	10,2	10,3	9,9	4,2	4,2	3,5	
<i>Allemagne de l'Ouest</i>	9,8	-	-	-	-	-	-	-	4,3	-	-	
<i>Allemagne de l'Est</i>	7,3	-	-	-	-	-	-	-	4,0	-	-	
Autriche	9,8	9,4	9,7	9,5	9,7	9,4	9,5	9,1	4,1	4,4	4,5	
Belgique	11,2	11,1	10,8	10,8	11,1	10,2	10,3	9,8	4,4	-	-	
Danemark	12,6	12,2	11,9	12,0	11,9	10,9	10,3	10,3	4,4	4,4	4,4	
Finlande	11,0	10,8	10,7	10,9	11,0	9,5	9,4	9,1	3,0	3,1	3,3	
France	13,1	13,0	12,8	12,7	12,7	9,0	9,2	8,4	4,1	4,0	-	
Irlande	14,4	15,0	15,4	15,4	15,2	7,5	7,2	6,9	5,3	5,2	4,9	
Islande	15,3	14,4	14,1	14,3	14,5	6,3	6,3	6,2	2,2	2,4	2,8	
Luxembourg	13,1	12,3	12,0	11,8	12,0	8,4	9,0	7,9	5,0	4,9	3,9	
Norvège	13,2	12,6	12,2	12,4	12,4	9,8	9,3	9,0	3,5	3,3	3,3	
Pays-Bas	13,0	12,6	12,5	12,3	11,9	8,8	8,7	8,4	5,0	4,8	4,4	
Royaume-Uni	11,5	11,3	11,3	11,7	12,0	10,2	10,3	9,8	5,2	5,3	-	
<i>Angleterre-Galles</i>	11,7	11,5	11,4	-	-	10,2	-	-	5,2	-	-	
<i>Ecosse</i>	10,4	10,4	10,2	-	-	11,6	-	-	5,3	-	-	
<i>Irlande du Nord</i>	12,7	13,0	12,7	-	-	8,7	-	-	4,7	-	-	
Suède	10,2	10,3	10,7	11,1	11,2	10,6	10,4	10,1	3,3	3,1	3,1	
Suisse	10,9	10,0	9,9	9,8	9,9	8,5	8,6	8,1	4,5	4,3	4,2	
Espagne	9,9	10,0	10,1	10,5	10,6	8,9	9,2	8,7	4,2	3,9	-	
Grèce	9,5	9,3	9,4	9,5	9,6	9,5	9,6	9,5	5,1	4,0	-	
Italie	9,5	9,3	9,4	9,4	9,4	9,8	10,2	9,4	4,4	-	-	
Portugal	11,7	11,0	11,0	10,8	10,4	10,2	10,4	9,7	5,0	4,1	3,8	
Chypre	12,2	11,7	11,1	11,2	11,2	7,3	7,2	7,1	4,5	4,3	3,5	
Chypre (zone contrôlée)	12,2	11,6	11,1	11,2	11,2	7,3	7,2	7,1	4,5	4,3	3,5	
Malte	11,2	10,1	9,9	10,1	6,5	7,9	7,9	5,1	4,0	3,7	-	
Albanie	15,5	17,2	14,4	15,1	13,8	5,3	5,8	5,7	-	-	-	
Bosnie-Herzégovine	10,4	9,9	9,3	9,2	10,1	7,9	8,3	9,3	9,4	-	-	
Croatie	9,6	9,2	9,0	8,9	9,1	11,4	11,8	11,2	7,0	-	-	
Macédoine	14,5	13,3	13,7	13,3	11,5	8,8	8,9	8,8	10,3	11,5	13,2	
Slovénie	9,1	8,8	8,8	8,7	9,0	9,4	9,7	9,3	3,8	4,0	3,7	
Serbie-Monténégro	11,8	12,2	10,6	10,7	10,9	13,3	13,4	13,5	10,7	9,2	-	

## ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE RÉCENTE DES PAYS DÉVELOPPÉS

271

	Natalité						Mortalité				Mortalité infantile			
	2000	2001	2002	2003	2004		2002	2003	2004	2002	2003	2004		
Bulgarie	9,0	8,7	8,5	8,6	9,0	14,3	14,3	14,3	14,1	13,3	12,4	11,7		
Hongrie	9,6	9,5	9,5	9,3	9,4	13,1	13,4	13,1	13,1	7,2	7,3	6,6		
Pologne	9,8	9,5	9,3	9,2	9,3	9,4	9,6	9,5	9,5	7,5	7,0	6,8		
Roumanie	10,4	10,0	9,7	9,8	10,0	12,4	12,3	11,9	11,9	17,2	16,7	-		
République tchèque	8,9	8,9	9,1	9,2	9,6	10,6	10,9	10,5	10,5	4,2	3,9	3,8		
Slovaquie	10,2	9,5	9,5	9,6	10,0	9,6	9,7	9,6	9,6	7,6	7,9	6,8		
Russie	8,7	9,1	9,7	10,2	10,4	16,1	16,4	15,9	15,9	13,4	12,6	11,8		
Estonie	9,5	9,3	9,6	9,6	10,4	13,5	13,4	13,2	13,2	5,7	7,0	-		
Lettonie	8,5	8,3	8,6	9,0	8,8	13,9	13,9	13,8	13,8	9,9	9,5	9,4		
Lituanie	9,8	9,1	8,7	8,9	8,9	11,8	11,9	12,0	12,0	7,9	6,7	7,9		
Biélorussie	9,4	9,2	8,9	9,0	9,1	14,8	14,5	14,3	14,3	7,8	6,2	-		
Moldavie	10,1	10,0	9,9	10,1	10,6	11,6	11,9	11,6	11,6	14,7	14,4	12,5		
Ukraine	7,8	7,8	8,1	8,6	9,0	15,7	16,1	16,1	16,1	10,4	9,6	9,5		
Arménie	9,0	8,4	10,0	11,1	11,7	8,0	8,1	8,0	8,0	14,0	12,0	11,6		
Azerbaïdjan	14,5	13,6	13,5	13,8	15,8	5,7	6,0	6,0	6,0	12,8	12,8	10,5		
Géorgie	11,0	10,8	10,7	10,7	11,5	10,7	10,6	-	-	23,6	24,8	23,8		
Turquie	22,2	21,7	21,3	20,9	19,0	7,1	7,0	-	-	39,4	38,3	-		
Israël	21,7	21,2	21,2	21,7	21,3	5,8	5,8	5,5	5,5	-	-	-		
Canada	10,6	10,7	10,6	-	-	7,2	-	-	-	-	-	-		
États-Unis	14,4	14,1	14,0	14,1	14,0	8,5	8,3	-	-	6,9	6,8	-		
Australie	13,0	12,7	12,8	12,6	12,6	6,8	6,7	6,6	6,6	5,0	-	-		
Nouvelle-Zélande	14,7	14,4	13,8	14,1	-	7,2	7,0	-	-	5,6	4,9	-		
Japon	9,4	9,2	9,1	8,8	8,8	7,7	8,0	8,1	8,1	-	-	-		
Europe des Quinze	10,8	10,6	10,5	10,6	10,7	9,7	9,8	9,3	9,3	4,4	4,4	4,1		
Nouveaux pays membres	9,6	9,3	9,2	9,2	9,4	10,4	10,6	10,4	10,4	6,9	6,6	6,3		
Europe des Vingt-Cinq	10,6	10,4	10,3	10,3	10,5	9,8	10,0	9,5	9,5	4,8	4,7	4,5		

Source : ODE.

TABLEAU 3.- INDICATEUR CONJONCTUREL DE FÉCONDITÉ (NOMBRE MOYEN D'ENFANTS PAR FEMME)

	Année												
	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004		
Allemagne	2,03	1,48	1,56	1,37	1,45	1,25	1,38	1,35	1,31	1,34	1,36		
Allemagne de l'Ouest	1,99	1,45	1,45	1,28	1,45	1,34	1,42	1,41	1,35	-	-		
Allemagne de l'Est	2,19	1,54	1,94	1,74	1,50	0,84	1,22	1,08	1,06	-	-		
Autriche	2,29	1,83	1,65	1,47	1,46	1,42	1,36	1,33	1,40	1,38	1,42		
Belgique	2,25	1,74	1,68	1,51	1,62	1,56	1,66	1,64	1,62	1,64	-		
Danemark	1,99	1,92	1,55	1,45	1,67	1,80	1,77	1,74	1,72	1,76	1,78		
Finlande	1,83	1,68	1,63	1,64	1,78	1,81	1,73	1,73	1,72	1,76	1,80		
France	2,47	1,93	1,95	1,81	1,78	1,71	1,88	1,88	1,87	1,88	1,91		
Irlande	3,85	3,43	3,24	2,48	2,11	1,84	1,90	1,94	1,97	1,96	1,93		
Islande	2,81	2,65	2,48	1,94	2,30	2,08	2,08	1,95	1,93	1,99	2,04		
Luxembourg	1,97	1,55	1,49	1,38	1,60	1,69	1,76	1,66	1,63	1,63	1,69		
Norvège	2,50	1,98	1,72	1,68	1,93	1,87	1,85	1,78	1,75	1,80	1,83		
Pays-Bas	2,57	1,66	1,60	1,51	1,62	1,53	1,72	1,71	1,73	1,75	1,73		
Royaume-Uni	2,43	1,81	1,89	1,79	1,83	1,71	1,64	1,63	1,64	-	-		
Angleterre-Galles	2,40	1,77	1,88	1,78	1,84	1,72	1,65	1,64	1,65	-	-		
Ecosse	2,57	1,90	1,85	1,70	1,67	1,55	1,48	1,49	1,48	-	-		
Irlande du Nord	3,13	2,67	2,78	2,44	2,20	1,90	1,75	1,80	1,77	-	-		
Suède	1,92	1,77	1,68	1,74	2,13	1,73	1,54	1,57	1,65	1,71	1,75		
Suisse	2,10	1,61	1,55	1,52	1,58	1,48	1,50	1,38	1,39	1,39	1,42		
Espagne	2,88	2,80	2,20	1,64	1,36	1,17	1,24	1,25	1,26	1,31	1,32		
Grèce	2,40	2,32	2,23	1,67	1,39	1,31	1,27	1,25	1,27	1,28	1,29		
Italie	2,43	2,21	1,64	1,42	1,33	1,19	1,26	1,25	1,25	1,26	1,33		
Portugal	3,01	2,75	2,25	1,72	1,57	1,41	1,55	1,45	1,47	1,44	1,40		
Chypre	-	2,01	2,46	2,38	2,42	2,03	1,64	1,57	1,49	1,50	1,49		
Chypre (zone contrôlée)	-	2,01	2,46	2,38	2,42	2,03	1,64	1,57	1,49	1,50	1,49		
Malte	-	2,17	1,98	1,99	2,04	1,82	1,66	1,48	1,45	1,48	-		
Albanie	5,12	-	3,62	3,21	3,00	2,62	-	-	-	-	-		
Bosnie-Herzégovine	2,71	2,38	1,93	1,89	1,71	-	1,28	1,23	1,23	-	-		
Croatie	1,83	1,92	1,92	1,81	1,67	1,50	1,40	1,37	1,34	1,33	1,35		
Macédoine	2,98	2,71	2,47	2,31	2,06	2,13	1,88	1,73	1,80	1,77	1,52		
Slovénie	2,12	2,17	2,10	1,71	1,46	1,29	1,26	1,21	1,21	1,20	1,25		
Serbie-Monténégro	2,30	2,33	2,29	2,22	2,10	1,89	1,66	1,71	1,58	1,59	1,60		



ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE RÉCENTE DES PAYS DÉVELOPPÉS

	Année													
	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004			
Bulgarie	2,17	2,22	2,05	1,98	1,82	1,23	1,30	1,24	1,21	1,23	1,29			
Hongrie	1,98	2,35	1,91	1,85	1,87	1,57	1,32	1,31	1,30	1,27	1,28			
Pologne	2,26	2,26	2,26	2,32	2,05	1,62	1,34	1,29	1,22	1,22	1,23			
Roumanie	2,90	2,60	2,43	2,31	1,84	1,34	1,31	1,27	1,26	1,27	1,29			
République tchèque	1,90	2,40	2,10	1,96	1,90	1,28	1,15	1,15	1,17	1,18	1,22			
Slovaquie	2,40	2,53	2,31	2,26	2,09	1,52	1,30	1,18	1,18	1,20	1,24			
Russie	2,00	1,97	1,86	2,05	1,90	1,34	1,21	1,25	1,30	1,31	1,33			
Estonie	2,16	2,04	2,02	2,12	2,05	1,31	1,33	1,34	1,37	1,37	1,46			
Lettonie	2,02	1,97	1,90	2,09	2,00	1,27	1,24	1,21	1,24	1,29	1,24			
Lituanie	2,39	2,18	1,99	2,09	2,03	1,55	1,39	1,30	1,24	1,26	1,26			
Biélorussie	2,30	2,20	2,04	2,08	1,90	1,40	1,31	1,27	1,22	1,21	1,20			
Moldavie	2,56	2,52	2,41	2,75	2,39	1,74	1,30	1,25	1,21	1,22	1,25			
Ukraine	2,10	2,02	1,95	2,02	1,89	1,38	1,10	1,08	1,13	1,17	1,22			
Arménie	3,17	2,79	2,33	2,56	2,63	1,63	1,11	1,13	1,21	1,35	1,38			
Azerbaïdjan	4,56	3,92	3,23	2,94	2,62	2,30	1,71	1,60	1,58	1,60	1,82			
Géorgie	2,68	2,52	2,21	2,27	2,15	1,54	1,46	1,44	1,42	1,37	—			
Turquie	5,68	5,09	4,37	3,59	3,01	2,80	2,57	2,52	2,46	2,43	—			
Israël	3,41	3,21	2,76	2,85	2,69	2,88	2,95	2,89	2,95	2,90	—			
Canada	2,28	1,79	1,64	1,57	1,68	1,67	1,47	1,50	1,51	—	—			
États-Unis	2,43	1,77	1,85	1,84	2,08	1,98	2,06	2,03	2,01	2,05	2,06			
Australie	2,86	2,15	1,89	1,89	1,90	1,82	1,76	1,73	1,76	1,75	1,77			
Nouvelle-Zélande	3,17	2,35	2,02	1,92	2,16	1,99	2,00	1,96	1,93	1,94	—			
Japon	2,12	1,91	1,76	1,77	1,54	1,41	1,36	1,33	1,32	1,29	—			
Europe des Quinze	2,38	1,96	1,82	1,60	1,57	1,43	1,50	1,49	1,50	1,52	1,55			
Nouveaux pays membres	—	2,29	2,17	2,18	2,00	1,53	1,31	1,27	1,24	1,23	1,25			
Europe des Vingt-Cinq	—	2,02	1,88	1,70	1,64	1,45	1,48	1,46	1,46	1,48	1,51			

Source : ODE.

TABLEAU 4. – DESCENDANCE FINALE DES GÉNÉRATIONS FÉMININES (NOMBRE MOYEN D'ENFANTS PAR FEMME)

	Génération																
	1930	1935	1940	1945	1950	1955	1960	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
Allemagne	2,18	2,16	1,97	1,80	1,72	1,67	1,65	1,57	1,54	1,51	1,47	1,43	1,40	1,39	-	-	-
<i>Allemagne de l'Ouest</i>	2,14	2,17	1,97	1,78	1,69	1,62	1,60	1,53	1,51	1,48	-	-	-	-	-	-	-
<i>Allemagne de l'Est</i>	-	2,03	1,99	1,87	1,79	1,81	1,80	1,67	1,62	1,57	1,52	1,47	-	-	-	-	-
Autriche	2,32	2,45	2,12	1,96	1,87	1,77	1,70	1,66	1,65	1,65	1,63	1,61	1,59	1,59	1,58	-	-
Belgique	2,29	2,27	2,16	1,93	1,83	1,83	1,86	1,81	1,79	-	-	-	-	-	-	-	-
Danemark	2,36	2,38	2,24	2,08	1,90	1,84	1,90	1,92	1,93	1,93	1,93	1,93	1,94	1,94	-	-	-
Finlande	2,46	2,29	2,04	1,88	1,86	1,90	1,96	1,94	1,93	1,91	1,90	1,89	1,89	1,88	-	-	-
France	2,63	2,57	2,41	2,22	2,11	2,13	2,11	2,06	2,04	2,03	2,01	2,00	1,99	1,97	-	-	-
Irlande	-	3,52	3,23	3,27	3,04	2,67	2,41	2,28	2,24	2,19	2,15	2,13	-	-	-	-	-
Islande	3,56	3,40	3,10	2,82	2,66	2,51	2,48	2,39	2,41	2,37	2,34	2,32	2,28	2,24	-	-	-
Luxembourg	-	-	-	1,82	1,72	1,69	1,76	1,82	1,82	1,83	1,86	1,85	1,81	1,80	-	-	-
Norvège	2,48	2,57	2,45	2,21	2,09	2,05	2,09	2,08	2,08	2,07	2,06	2,06	2,05	2,04	-	-	-
Pays-Bas	2,67	2,49	2,22	2,00	1,89	1,87	1,85	1,81	1,79	1,78	1,77	1,76	1,75	1,74	-	-	-
Royaume-Uni	2,38	2,45	2,39	2,22	2,09	2,01	1,97	1,92	1,91	1,90	1,89	1,88	1,86	1,86	1,84	-	-
<i>Angleterre-Galles</i>	2,34	2,41	2,35	2,16	2,06	2,02	1,97	1,91	1,90	1,89	1,88	1,87	-	-	-	-	-
<i>Écosse</i>	2,53	2,58	2,45	2,22	2,06	1,94	1,88	1,83	1,80	1,77	1,75	1,73	1,70	-	-	-	-
<i>Irlande du Nord</i>	-	-	-	-	-	2,60	2,41	2,30	2,26	2,22	2,18	2,13	-	-	-	-	-
Suède	2,12	2,14	2,05	1,98	2,00	2,03	2,04	2,02	2,01	2,00	1,99	1,97	1,96	1,94	-	-	-
Suisse	2,18	2,18	2,08	1,86	1,79	1,75	1,78	1,71	1,68	1,66	1,65	1,63	1,62	1,60	-	-	-
Espagne	2,65	2,63	2,55	2,43	2,14	1,90	1,76	1,67	1,66	1,62	1,57	1,55	-	-	-	-	-
Grèce	-	-	2,10	1,98	2,03	2,01	1,93	1,79	1,77	1,75	1,75	1,73	1,68	1,59	-	-	-
Italie	2,28	2,28	2,14	2,07	1,89	1,80	1,67	1,58	1,54	1,51	1,49	1,47	-	-	-	-	-
Portugal	2,94	2,88	2,66	2,42	2,08	2,04	1,89	1,84	1,83	1,82	1,82	1,79	1,75	1,69	-	-	-
Chypre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chypre (zone contrôlée)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Malte	-	-	-	-	-	-	-	2,06	2,03	2,00	1,95	1,89	1,81	-	-	-	-
Albanie	-	4,30	3,73	2,90	2,26	2,60	2,93	2,68	2,57	2,48	2,41	2,38	2,37	-	-	-	-
Bosnie-Herzégovine	3,60	3,04	2,75	2,34	2,17	1,95	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Croatie	2,16	2,00	1,96	1,78	1,86	1,92	1,98	1,92	1,90	1,88	1,84	1,79	-	-	-	-	-
Macédoine	3,75	3,26	3,06	2,64	2,35	2,29	2,29	2,21	2,21	2,20	2,19	2,18	2,17	2,14	2,11	2,10	2,08
Slovénie	2,10	2,07	2,01	1,83	1,90	1,96	1,87	1,82	1,80	1,77	1,76	1,74	1,72	1,69	1,65	1,61	1,61
Serbie-Monténégro	2,51	2,29	2,39	2,31	2,28	2,26	2,28	2,18	2,16	2,13	2,10	2,06	2,02	1,98	1,95	1,92	1,92

ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE RÉCENTE DES PAYS DÉVELOPPÉS

	Génération																
	1930	1935	1940	1945	1950	1955	1960	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
Bulgarie	2,13	2,04	2,08	2,07	2,07	2,03	1,95	1,87	1,86	1,83	1,80	1,79	1,73	1,68	1,62	1,59	1,55
Hongrie	2,07	1,99	1,92	1,90	1,95	1,94	2,02	2,00	1,98	1,97	1,96	1,94	1,90	1,86	1,82	1,77	-
Pologne	2,78	2,60	2,41	2,27	2,19	2,17	2,18	2,07	2,03	2,00	1,98	1,96	1,91	1,86	1,79	1,71	1,65
Roumanie	-	2,38	2,43	2,44	2,45	2,28	2,15	2,02	1,97	1,91	1,81	1,71	1,64	1,62	1,61	1,59	1,57
République tchèque	2,14	2,12	2,06	2,03	2,10	2,07	2,03	1,96	1,95	1,93	1,92	1,90	1,88	1,85	1,81	1,77	1,72
Slovaquie	2,87	2,72	2,55	2,38	2,31	2,22	2,18	2,11	2,07	2,04	2,02	2,00	1,97	1,93	1,88	1,82	1,76
Russie	-	-	1,94	1,82	1,88	1,88	1,83	1,71	1,68	1,65	1,62	1,59	1,57	1,54	1,51	1,47	1,43
Estonie	-	-	-	1,85	1,97	2,00	2,01	1,91	1,90	1,87	1,84	1,83	1,80	1,76	-	-	-
Lettonie	-	-	-	-	1,87	1,84	1,95	1,83	1,78	1,76	1,76	1,76	1,73	1,70	1,63	1,57	-
Lituanie	-	-	1,99	1,97	2,01	1,94	1,88	1,74	1,73	1,73	1,72	1,72	1,73	1,76	1,72	1,67	1,63
Biélorussie	-	-	1,97	1,94	1,99	1,86	1,90	1,69	1,64	1,62	1,62	1,63	1,64	1,64	1,62	1,58	-
Moldavie	-	-	-	-	-	-	2,35	2,10	2,03	1,97	1,95	1,96	-	-	-	-	-
Ukraine	-	-	-	-	-	-	-	1,73	1,68	1,64	1,62	1,62	1,61	-	-	-	-
Arménie	-	-	2,94	2,56	2,41	2,28	2,28	2,26	2,23	2,18	2,11	2,00	1,90	1,82	1,78	1,73	-
Azerbaïdjan	-	-	4,03	3,54	3,34	2,82	2,58	2,37	2,32	2,28	2,25	2,23	2,20	2,16	2,11	-	-
Géorgie	-	-	-	-	-	-	-	1,96	1,87	1,79	1,74	1,72	1,70	1,72	-	-	-
Turquie	-	-	-	4,48	3,98	3,97	3,76	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Israël	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Canada	3,29	3,00	2,60	2,09	1,89	1,81	1,80	1,76	1,74	1,72	1,71	1,71	-	-	-	-	-
États-Unis	3,18	3,14	2,73	2,26	2,03	1,97	2,01	2,04	2,05	2,07	2,08	2,09	-	-	-	-	-
Australie	3,07	3,07	2,81	2,49	2,35	2,24	2,15	2,10	2,06	2,04	2,01	1,99	-	-	-	-	-
Nouvelle-Zélande	3,63	3,45	3,10	2,73	2,55	2,45	2,38	2,29	2,27	2,25	2,25	2,24	2,22	-	-	-	-
Japon	2,09	2,01	1,97	1,88	2,05	2,00	1,83	1,68	1,67	1,61	1,52	1,47	1,47	-	-	-	-
Europe des Quinze	-	-	-	-	-	1,90	1,84	1,76	1,74	-	-	-	-	-	-	-	-
Nouveaux pays membres	-	-	-	-	-	-	-	2,01	1,98	1,95	1,94	1,91	1,88	1,83	-	-	-
Europe des Vingt-Cinq	-	-	-	-	-	-	-	1,80	1,77	-	-	-	-	-	-	-	-

Note : Pour les générations n'ayant pas encore atteint 50 ans, la descendance finale est estimée par gel des derniers taux observés au-delà de l'âge auquel 85 % de la descendance estimée est déjà observée.

Source : ODE.

TABLEAU 5.- ÂGE MOYEN À LA MATERNITÉ DES GÉNÉRATIONS FÉMININES (EN ANNÉES ET DIXIÈMES D'ANNÉES)

	Génération																
	1930	1935	1940	1945	1950	1955	1960	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
Allemagne	27,5	26,9	25,9	25,3	25,8	26,5	27,1	27,5	27,7	27,9	28,1	28,3	28,4	28,5	-	-	-
<i>Allemagne de l'Ouest</i>	27,9	27,2	26,2	25,6	26,2	27,1	27,9	28,4	28,6	28,7	-	-	-	-	-	-	-
<i>Allemagne de l'Est</i>	-	26,2	24,9	24,1	24,4	24,6	24,3	24,5	24,6	24,9	25,1	25,4	-	-	-	-	-
Autriche	28,0	27,1	26,0	25,2	25,4	25,9	26,6	27,0	27,2	27,4	27,5	27,7	27,8	27,9	28,0	-	-
Belgique	28,0	27,2	26,4	25,9	26,2	26,7	27,4	27,8	28,0	-	-	-	-	-	-	-	-
Danemark	26,8	26,2	25,8	25,7	26,2	27,3	28,5	29,0	29,1	29,2	29,3	29,3	29,4	29,5	-	-	-
Finlande	27,5	26,7	26,4	26,0	26,5	27,0	27,7	28,3	28,5	28,7	28,9	29,0	29,1	29,2	-	-	-
France	-	30,6	29,9	29,3	28,6	28,5	29,0	29,7	29,9	30,1	30,3	30,4	-	-	-	-	-
Irlande	27,7	26,6	26,0	26,0	26,2	26,9	27,4	27,8	27,9	28,1	28,1	28,2	28,3	28,4	-	-	-
Islande	-	-	-	26,0	26,9	27,7	28,6	29,1	29,2	29,3	29,3	29,5	29,5	29,5	-	-	-
Luxembourg	28,2	27,0	26,2	25,9	26,2	27,1	28,1	28,4	28,5	28,6	28,7	28,7	28,8	28,8	-	-	-
Norvège	29,2	28,1	27,1	26,5	27,1	28,2	29,3	29,7	29,9	30,0	30,2	30,3	30,4	30,4	-	-	-
Pays-Bas	-	-	-	-	-	27,2	27,8	28,2	28,3	28,3	28,3	28,3	28,4	-	-	-	-
Royaume-Uni	-	-	-	-	-	27,2	27,9	28,2	28,3	28,3	28,3	28,3	-	-	-	-	-
<i>Angleterre-Galles</i>	27,9	27,1	26,2	25,9	26,5	27,2	27,9	28,2	28,3	28,3	28,3	28,3	-	-	-	-	-
<i>Ecosse</i>	28,1	27,1	26,2	25,8	26,1	26,7	27,4	27,8	27,9	28,0	28,0	28,0	28,1	-	-	-	-
<i>Irlande du Nord</i>	-	-	-	-	-	27,5	27,7	28,1	28,2	28,2	28,3	28,4	-	-	-	-	-
Suède	27,2	26,7	26,4	26,4	27,2	28,0	28,7	28,8	28,8	28,9	29,0	29,0	29,1	29,3	-	-	-
Suisse	28,7	27,9	26,9	26,8	27,2	28,1	28,7	29,1	29,3	29,4	29,6	29,7	29,7	29,8	-	-	-
Espagne	30,2	29,9	29,0	28,2	27,5	27,2	27,9	28,8	29,0	29,2	29,5	29,6	-	-	-	-	-
Grèce	-	-	27,9	27,0	26,3	25,9	26,0	26,5	26,8	27,1	27,3	27,5	27,8	28,0	-	-	-
Italie	29,2	28,6	27,8	27,0	26,9	27,0	28,0	28,8	29,0	29,3	29,5	29,7	-	-	-	-	-
Portugal	29,4	28,8	27,9	27,1	26,8	26,2	26,5	27,2	27,3	27,5	27,6	27,8	27,9	28,1	-	-	-
Chypre	-	-	-	-	27,4	27,5	27,3	27,1	27,0	26,8	26,7	26,9	-	-	-	-	-
Chypre (zone contrôlée)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Malte	-	-	-	-	-	-	-	28,3	28,3	28,2	28,1	28,1	28,1	-	-	-	-
Albanie	-	-	-	-	-	-	27,3	27,2	27,2	27,2	27,2	27,2	27,2	-	-	-	-
Bosnie-Herzégovine	27,9	27,2	26,6	25,9	25,6	25,7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Croatie	26,4	26,1	25,8	25,6	25,4	25,4	25,8	26,1	26,2	26,3	26,3	26,4	-	-	-	-	-
Macédoine	27,6	27,3	26,7	26,1	25,9	25,6	25,5	25,6	25,6	25,7	25,7	25,7	25,7	25,8	25,8	25,8	25,8
Slovenie	27,7	27,3	26,6	25,8	25,4	24,8	24,9	25,5	25,7	25,9	26,0	26,2	26,5	26,8	27,1	27,3	-
Serbie-Monténégro	26,3	26,4	26,1	26,0	25,7	25,7	25,9	26,1	26,0	26,0	26,0	26,0	26,1	26,2	26,2	26,3	-

ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE RÉCENTE DES PAYS DÉVELOPPÉS

	Génération																
	1930	1935	1940	1945	1950	1955	1960	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
Bulgarie	25,1	24,9	24,6	24,3	24,1	23,9	23,7	23,6	23,5	23,5	23,6	23,7	23,8	23,9	24,2	24,3	24,5
Hongrie	25,5	25,3	25,4	25,3	25,0	24,9	25,1	25,3	25,4	25,5	25,6	25,7	25,9	26,0	26,2	26,3	—
Pologne	—	—	—	—	26,5	26,3	26,0	25,9	25,9	25,9	25,9	25,9	25,9	26,0	26,1	26,2	26,4
Roumanie	—	26,8	26,5	25,6	25,1	25,0	24,5	24,2	24,1	24,2	24,3	24,5	24,7	24,8	25,0	25,1	25,2
République tchèque	25,4	25,1	25,0	25,2	24,9	24,5	24,6	24,7	24,8	24,8	24,9	25,0	25,1	25,2	25,4	25,7	25,9
Slovaquie	26,5	26,0	25,5	25,5	25,4	25,2	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,1	25,1	25,2	25,4	25,5
Russie	—	—	26,6	26,1	26,2	25,8	25,0	24,7	24,6	24,6	24,6	24,6	24,6	24,7	24,8	24,9	25,0
Estonie	—	—	—	—	26,2	25,9	25,3	25,3	25,3	25,3	25,4	25,4	25,6	25,8	—	—	—
Lettonie	—	—	—	—	26,4	26,3	25,5	25,3	25,3	25,3	25,3	25,3	25,3	25,5	25,6	25,8	—
Lituanie	—	—	27,9	27,3	26,6	26,4	26,0	26,0	26,0	26,0	25,9	25,9	25,8	25,6	25,7	25,7	25,8
Biélorussie	—	—	27,2	26,8	26,3	25,9	25,1	25,0	25,0	24,9	24,8	24,8	24,8	24,7	24,8	24,8	—
Moldavie	—	—	—	—	—	—	25,4	25,2	25,2	25,2	25,1	25,1	—	—	—	—	—
Ukraine	—	—	—	—	—	—	—	24,4	24,3	24,3	24,2	24,1	24,0	—	—	—	—
Arménie	—	—	26,4	25,9	25,6	25,6	25,1	24,6	24,4	24,2	24,0	24,0	24,0	23,9	23,8	23,7	—
Azerbaïdjan	—	—	27,9	27,4	26,9	27,1	26,7	26,5	26,4	26,2	26,1	25,9	25,8	25,7	25,7	—	—
Géorgie	—	—	—	—	—	—	—	25,4	25,4	25,3	25,2	25,1	25,0	24,8	—	—	—
Turquie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Israël	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Canada	27,4	26,2	25,4	25,8	26,5	27,2	27,9	28,2	28,3	28,3	28,3	28,3	—	—	—	—	—
États-Unis	26,3	25,2	24,7	25,0	25,9	26,6	27,0	27,2	27,2	27,3	27,3	27,3	—	—	—	—	—
Australie	27,5	26,6	26,1	26,1	26,4	27,3	28,1	28,2	28,1	28,0	28,9	29,0	—	—	—	—	—
Nouvelle-Zélande	27,6	26,5	25,8	25,5	25,8	26,8	27,9	28,3	28,4	28,5	28,6	28,7	28,7	—	—	—	—
Japon	27,1	27,6	27,6	27,3	27,6	28,2	28,7	29,1	29,2	29,3	29,4	29,5	29,6	—	—	—	—
Europe des Quinze	—	—	—	—	—	27,0	27,7	28,2	28,4	—	—	—	—	—	—	—	—
Nouveaux pays membres	—	—	—	—	—	—	—	25,6	25,6	25,6	25,6	25,6	25,7	25,7	—	—	—
Europe des Vingt-Cinq	—	—	—	—	—	—	—	27,8	28,0	—	—	—	—	—	—	—	—

Source : ODE.



ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE RÉCENTE DES PAYS DÉVELOPPÉS

	Génération																			
	1930	1935	1940	1945	1950	1955	1960	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	
Bulgarie	22,6	22,3	22,0	22,1	22,1	22,1	22,0	22,1	22,1	22,1	22,2	22,3	22,5	22,6	22,7	22,9	23,1	23,1	23,5	23,9
Hongrie	-	22,7	22,8	22,9	22,7	22,6	22,5	22,8	22,9	23,1	23,2	23,4	23,5	23,7	23,9	24,1	24,3	24,6	-	-
Pologne	-	-	-	-	-	-	23,3	23,3	23,3	23,3	23,3	23,3	23,4	23,5	23,6	23,7	23,9	24,1	24,3	24,3
Roumanie	-	-	-	-	22,3	22,6	22,3	22,3	22,3	22,5	22,7	22,8	23,1	23,1	23,2	23,3	23,4	23,5	23,7	23,7
République tchèque	-	22,7	22,5	22,6	22,6	22,4	22,3	22,5	22,5	22,5	22,6	22,6	22,7	22,7	22,9	23,0	23,3	23,6	23,9	24,3
Slovaquie	-	22,5	22,3	22,6	22,9	22,8	22,7	22,7	22,6	22,7	22,7	22,7	22,8	22,8	23,0	23,1	23,3	23,5	23,7	23,7
Russie	-	-	-	-	-	-	22,9	22,8	22,7	22,7	22,6	22,5	22,5	22,5	22,5	22,5	-	-	-	-
Estonie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	22,9	23,0	23,2	23,5	23,6	23,6
Lettonie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	23,1	23,3	23,5	23,7	23,7
Lituanie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Biélorussie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moldavie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ukraine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arménie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Azerbaïdjan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Géorgie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Turquie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Israël	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Canada	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
États-Unis	22,5	22,0	21,9	22,6	23,5	24,2	24,6	24,9	24,9	25,0	25,0	25,0	25,1	25,1	-	-	-	-	-	-
Australie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nouvelle-Zélande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Europe des Quinze	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nouveaux pays membres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Europe des Vingt-Cinq	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

\* General Household Survey.  
Source : ODE.





## ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE RÉCENTE DES PAYS DÉVELOPPÉS

281

	Génération																		
	1930	1935	1940	1945	1950	1955	1960	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
Bulgarie**	9,3	6,5	3,9	5,1	1,3	3,1	3,1	4,5	4,3	4,4	4,4	4,9	5,7	6,0	5,8	7,0	10,3	14,2	16,8
Hongrie	-	9,1	9,1	9,6	9,1	8,5	7,5	8,8	9,6	9,6	9,5	9,8	10,6	12,0	13,2	15,2	17,2	19,6	-
Pologne(2)	-	-	-	10,9	9,5	11,4	10,8	14,0	15,2	15,5	15,4	15,2	15,8	16,7	17,9	19,6	20,8	21,8	23,2
Roumanie	-	-	-	-	6,3	9,0	8,2	9,8	11,6	11,5	11,0	12,8	14,6	13,7	13,2	14,9	16,8	19,3	22,3
République tchèque	-	6,5	7,7	7,9	6,6	6,2	6,4	6,9	7,1	7,2	7,5	8,0	8,3	8,6	9,4	10,9	12,4	14,1	16,8
Slovaquie	-	9,0	8,5	10,9	9,8	10,2	9,8	9,9	10,7	11,1	11,4	11,9	12,5	12,8	13,3	14,7	16,4	18,2	20,4
Russie	-	-	-	-	-	5,9	8,5	8,4	8,3	8,4	8,6	8,6	8,7	8,8	9,7	11,8	-	-	-
Estonie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10,0	13,3	16,5	19,0	20,4
Lettonie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13,2	14,4	15,6	18,8
Lituanie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Biélorussie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moldavie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ukraine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arménie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Azerbaïdjan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Géorgie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Turquie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Israël	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Canada	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
États-Unis	10,1	8,5	7,4	12,5	15,1	16,3	15,4	14,7	14,5	14,4	14,2	14,2	14,5	14,6	-	-	-	-	-
Australie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nouvelle-Zélande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Europe des Quinze	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nouveaux pays membres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Europe des Vingt-Cinq	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

\* General Household Survey.

\*\* Les données conduisent à des mesures de l'infécondité qui peuvent sous-estimer fortement la réalité.

Les données en italique intègrent une estimation comprise entre 5 et 15 % du total.

Les notes numérotées se rapportent aux données figurant en gras.

Sources : ODE et :

(1) H. Birg, D. Filip et E.-J. Flöhmann, *Paritätspezifische Kohortenanalyse des generativen Verhaltens in der BDR nach dem 2. Weltkrieg*, Institut für Bevölkerungsforschung und Sozialpolitik, Universität Bielefeld, 1990.(2) F. Prioux, 1993, « L'infécondité en Europe », in *Démographie européenne*, vol. 2 : Dynamiques démographiques, Paris, Ined/John Libbey Eurotext, p. 231-251.(3) J.-L. Rallu, 1980, « Descendance des générations françaises et probabilités d'agrandissement », *Population*, 41(4-5), p. 763-802.

(4) H. Brunborg et O. Kravdal, 1986, « Fertility by Birth Order in Norway. A Register Based Analysis », Central Bureau of Statistics of Norway, 86/27.

(5) S. Martinelle, 1990, « The Timing of First Birth. Analysis and Prediction of Swedish Birth Rates », Bakgrundsmaterial fran Demografiska Funktionen, 1, SCB.

(6) F. Munoz-Perez, 1987, « Le déclin de la fécondité dans le Sud de l'Europe », *Population*, 42 (6), 1987, p. 911-941.

TABLEAU 8. – INDICATEUR CONJONCTUREL DE PRIMO-NUPTIALITÉ  
(NOMBRE MOYEN DE PREMIERS MARIAGES POUR 1 000 HOMMES OU FEMMES)

	Année																				
	1970		1980		1985		1990		1995		2000		2001		2002		2003		2004		
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	
Allemagne	920	980	675	693	608	627	593	641	493	562	517	583	475	533	490	544	490	541	507	554	
<i>Allemagne de l'Ouest</i>	895	972	645	658	585	598	601	643	528	597	567	625	-	-	-	-	-	-	-	-	
<i>Allemagne de l'Est</i>	1 013	983	787	814	701	738	575	637	332	402	391	461	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autriche	858	913	689	675	593	598	548	583	514	565	499	547	434	470	466	503	472	507	482	513	
Belgique	967	983	740	772	619	652	672	723	522	567	476	513	446	477	428	456	434	461	482	513	
Danemark	763	809	494	534	540	573	563	595	614	653	687	727	660	704	686	728	655	693	709	746	
Finlande	895	940	609	672	552	584	529	580	524	571	585	621	556	587	605	637	577	610	644	680	
France	915	920	690	707	530	537	552	564	485	497	580	604	571	596	553	575	545	566	512	530	
<i>Irlande</i>	-	1 075	-	830	-	688	712	696	598	587	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Islande	-	-	543	552	494	521	439	448	484	504	681	702	557	584	619	638	556	589	543	568	
Luxembourg	-	-	877	650	661	543	562	571	639	498	556	488	449	475	459	503	435	495	450	503	
Norvège	920	956	615	651	537	569	540	578	502	543	478	512	417	448	437	470	516	532	520	535	
Pays-Bas	1 013	1 064	647	676	553	572	620	658	494	529	542	594	495	540	540	585	516	555	472	511	
Royaume-Uni	1 016	1 040	758	761	660	662	611	623	519	538	517	541	490	512	504	525	531	552	-	-	
<i>Angleterre-Galles</i>	1 007	1 037	755	759	654	655	604	617	516	532	511	529	473	503	-	-	-	-	-	-	
<i>Écosse</i>	1 086	1 069	790	777	676	690	638	657	547	575	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
<i>Irlande du Nord</i>	-	-	776	789	760	761	691	696	573	599	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Suède	584	625	487	525	493	528	522	553	418	442	493	528	440	472	460	495	438	513	515	560	
Suisse	833	872	647	662	645	668	699	744	581	636	583	641	577	626	591	642	589	630	579	617	
Espagne	1 046	1 007	788	763	644	642	673	687	581	602	600	629	570	580	552	589	537	579	534	581	
Grèce	1 070	1 056	858	867	820	829	727	725	718	747	497	536	593	645	579	638	609	675	-	-	
Italie	1 017	1 009	787	779	693	673	680	691	597	626	595	647	583	638	567	628	546	612	529	595	
Portugal	1 442	1 211	908	887	787	794	872	877	767	778	719	750	649	682	624	663	582	620	527	567	
Chypre	-	-	766	784	1 173	1 221	1 105	1 184	1 167	1 277	1 494	1 261	1 696	1 436	1 606	1 550	1 624	1 602	-	1 576	
<i>Chypre (zone contrôlée)</i>	-	-	766	784	1 173	1 221	1 105	1 184	1 167	1 277	1 494	1 261	1 696	1 436	1 606	1 550	1 624	1 602	-	1 576	
Malte	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	878	908	738	756	738	766	752	789	753	808	
Albanie	805	754	858	767	822	797	963	993	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Bosnie-Herzégovine	-	-	-	690	-	710	-	670	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Croatie	-	870	-	790	-	770	795	700	-	630	621	646	660	670	-	690	-	680	-	-	
Macédoine	1 009	914	861	922	856	912	809	866	953	979	806	832	745	772	821	859	813	853	786	826	
Slovenie	-	959	-	792	617	643	491	514	492	513	423	447	407	432	408	435	389	421	378	405	
Serbie-Monténégro	-	920	-	820	-	800	-	759	742	764	650	678	744	664	700	722	702	724	702	727	

ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE RÉCENTE DES PAYS DÉVELOPPÉS

	Année																							
	1970		1980		1985		1990		1995		2000		2001		2002		2003		2004					
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F				
Bulgarie	962	971	923	970	897	961	898	903	544	546	504	534	475	509	439	471	455	492	459	500				
Hongrie	989	967	766	894	797	856	770	773	574	559	475	492	419	438	447	469	442	469	425	453				
Pologne	1007	908	830	903	789	887	869	911	682	672	631	628	576	575	567	566	578	576	562	564				
Roumanie	926	823	893	1016	875	891	940	915	730	728	602	638	593	634	611	657	636	686	685	736				
République tchèque	899	914	795	899	880	911	1006	1016	520	503	484	498	456	476	458	483	422	451	444	479				
Slovaquie	948	863	805	873	838	903	927	959	590	582	508	519	461	474	479	497	494	517	528	556				
Russie	1138	1061	916	1060	883	967	953	1003	729	750	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
Estonie	-	1040	-	940	-	880	-	790	424	455	367	374	395	397	421	422	411	418	430	438				
Lettonie	-	-	-	970	-	930	853	925	451	473	390	399	405	414	431	438	439	449	456	465				
Lituanie	-	1137	-	940	-	977	979	1046	657	703	542	561	505	526	521	535	548	562	609	623				
Biélorussie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	639	647	703	706	-	678	698	702	591	592				
Moldavie	-	-	-	-	-	1060	-	1195	-	890	-	-	536	507	543	513	612	577	-	-				
Ukraine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	646	-	-	665	-	780	578	573				
Arménie	-	-	-	-	-	-	-	920	-	515	344	336	441	406	-	504	-	550	675	587				
Azerbaïdjan	-	680	-	980	-	1050	-	1028	-	644	594	545	625	571	625	571	820	738	888	801				
Géorgie	-	-	-	990	-	960	775	803	633	570	366	371	308	323	-	-	-	280	-	-				
Turquie	-	-	-	-	-	-	-	840	-	750	-	670	-	670	-	-	-	-	-	-				
Israël	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
Canada	976	939	697	685	619	632	582	631	-	564	515	546	-	-	-	-	-	-	-	-				
États-Unis	-	-	806	808	751	776	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
Australie	-	-	690	696	645	675	643	661	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
Nouvelle-Zélande	1062	1019	704	691	662	671	645	643	526	525	547	545	539	536	543	540	-	-	-	-				
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
Europe des Quinze	-	-	-	-	-	-	621	643	537	570	558	597	540	566	532	572	529	568	530	566				
Nouveaux pays membres	-	-	-	-	-	-	-	-	627	623	569	577	524	535	528	540	531	545	526	544				
Europe des Vingt-Cinq	-	-	-	-	-	-	-	-	556	589	568	602	540	568	539	572	535	569	531	567				

Source : ODE.

TABLEAU 9. – PROPORTION DE NAISSANCES HORS MARIAGE (POUR 100 NAISSANCES)

	Année												
	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004		
Allemagne	7,2	8,5	11,9	16,2	15,3	16,1	23,4	25,0	26,1	27,0	27,9		
Allemagne de l'Ouest	5,5	6,1	7,6	9,4	10,5	12,9	18,6	19,6	20,6	—	—		
Allemagne de l'Est	13,3	16,1	22,8	33,8	35,0	41,8	51,5	53,7	55,4	—	—		
Autriche	12,8	13,5	17,8	22,4	23,6	27,4	31,3	33,1	33,8	35,3	35,9		
Belgique	2,8	3,1	4,1	7,1	11,6	17,3	—	—	—	—	—		
Danemark	11,0	21,7	33,2	43,0	46,4	46,5	44,6	44,6	44,6	44,9	45,6		
Finlande	5,8	10,1	13,1	16,4	25,2	33,1	39,2	39,5	39,9	40,0	40,8		
France	6,8	8,5	11,4	19,6	30,1	37,6	42,6	43,7	44,3	45,2	46,4		
Irlande	2,7	3,7	5,0	8,5	14,5	22,3	31,5	31,3	31,2	31,4	32,3		
Islande	29,9	33,0	39,7	48,0	55,2	60,9	65,2	63,0	62,3	63,6	63,7		
Luxembourg	4,0	4,2	6,0	8,7	12,9	13,1	21,9	22,3	23,2	25,0	25,8		
Norvège	6,9	10,3	14,5	25,8	38,6	47,6	49,6	49,7	50,3	50,0	51,4		
Pays-Bas	2,1	2,1	4,1	8,3	11,4	15,5	24,9	27,2	29,1	30,7	32,5		
Royaume-Uni	8,0	9,0	11,5	18,9	27,9	33,6	39,5	40,1	40,6	41,5	42,3		
Angleterre-Galles	8,3	9,1	11,8	19,2	28,3	33,9	39,5	40,0	40,6	—	—		
Ecosse	7,7	9,3	11,1	18,5	27,1	33,7	42,6	43,3	44,0	45,5	46,7		
Irlande du Nord	3,8	4,8	5,7	11,6	18,8	23,2	31,8	32,5	33,5	34,4	—		
Suède	18,8	32,8	39,7	46,4	47,0	53,0	55,3	55,5	56,0	56,0	55,4		
Suisse	3,8	3,7	4,7	5,6	6,1	6,8	10,7	11,2	11,7	12,4	13,3		
Espagne	1,4	2,0	3,9	8,0	9,6	11,1	17,7	19,7	21,8	23,4	—		
Grèce	1,1	1,3	1,5	1,8	2,2	3,0	4,0	4,3	4,4	4,8	4,7		
Italie	2,1	2,5	4,2	5,3	6,3	8,1	9,7	10,5	11,2	13,2	15,3		
Portugal	6,9	7,2	9,2	12,3	14,7	18,7	22,2	23,8	25,5	26,9	29,1		
Chypre	0,2	0,7	0,6	0,4	0,7	1,4	2,3	2,5	3,5	3,5	3,3		
Chypre (zone contrôlée)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Malte	—	—	1,1	—	1,8	4,6	10,9	12,9	15,0	17,4	20,2		
Albanie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Bosnie-Herzégovine	5,3	5,6	5,4	6,0	7,4	—	10,3	10,6	10,6	11,0	11,0		
Croatie	5,4	4,9	5,1	5,9	7,0	7,5	9,0	9,4	9,6	10,1	10,4		
Macédoine	6,2	6,6	6,1	6,6	7,1	8,2	9,8	10,4	10,7	11,2	12,3		
Slovénie	8,5	9,9	13,1	19,1	24,5	29,8	37,1	39,4	40,2	42,5	44,8		
Serbie-Monténégro	11,7	9,9	10,1	10,7	12,7	16,4	20,4	20,2	20,4	20,6	—		

ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE RÉCENTE DES PAYS DÉVELOPPÉS

	Année													
	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004			
Bulgarie	9,3	9,3	10,9	11,7	12,4	25,7	38,4	42,0	42,8	46,1	48,7			
Hongrie	5,4	5,6	7,1	9,2	13,1	20,7	29,0	30,3	31,4	32,3	34,0			
Pologne	5,0	4,7	4,8	5,0	6,2	9,5	12,1	13,1	14,4	15,8	17,1			
Roumanie	3,5	3,5	2,8	3,7	4,0	19,7	25,5	26,7	26,7	28,2	29,4			
République tchèque	5,4	4,5	5,6	7,3	8,6	15,6	21,8	23,5	25,3	28,5	30,6			
Slovaquie	6,2	5,2	5,7	6,6	7,6	12,6	18,3	19,8	21,6	23,3	24,8			
Russie	10,6	10,7	10,8	12,0	14,6	21,1	28,0	28,8	29,5	29,2	29,8			
Estonie	14,1	15,7	18,3	20,7	27,2	44,2	54,5	56,2	56,3	57,8	—			
Lettonie	11,4	11,7	12,5	14,4	16,9	29,9	40,3	42,1	43,1	44,2	45,3			
Lituanie	5,1	6,2	6,3	7,0	7,0	12,8	22,6	25,4	27,9	29,5	28,7			
Biélorussie	7,3	7,4	6,4	7,1	8,5	13,5	18,6	20,5	21,4	23,0	23,9			
Moldavie	—	8,0	7,4	8,8	11,1	13,3	20,5	22,5	22,9	23,7	—			
Ukraine	9,2	8,8	8,8	8,3	11,2	13,2	17,3	18,0	19,0	19,9	20,4			
Arménie	1,7	2,8	4,3	6,5	9,3	9,3	14,6	15,3	13,2	11,8	11,4			
Azerbaïdjan	3,4	5,2	3,0	2,6	2,6	5,8	5,4	6,6	7,6	10,5	20,3			
Géorgie	—	0,2	4,7	10,5	18,2	29,2	41,1	44,4	45,9	44,6	45,8			
Turquie	—	3,8	2,9	3,8	4,4	—	—	—	—	—	—			
Israël	0,7	0,8	1,0	1,1	1,6	—	1,9	1,9	2,0	2,3	—			
Canada	9,9	10,0	13,0	17,9	—	—	—	—	—	—	—			
États-Unis	10,7	14,3	18,4	22,0	28,1	32,2	33,2	33,5	33,8	34,6	35,7			
Australie	—	—	12,4	15,5	21,9	26,6	29,2	30,7	31,3	31,6	32,2			
Nouvelle-Zélande	13,3	16,6	21,5	24,9	34,0	40,7	43,2	43,7	43,6	44,0	—			
Japon	0,9	0,8	0,8	1,0	1,1	1,2	1,6	1,7	—	—	—			
Europe des Quinze	—	—	9,6	14,9	19,5	23,5	28,4	29,6	30,4	31,6	—			
Nouveaux pays membres	—	—	5,9	—	8,7	13,7	18,6	20,0	21,5	23,2	—			
Europe des Vingt-Cinq	—	—	8,9	—	17,5	21,9	26,9	28,1	29,1	30,3	—			

Source : ODE.

TABLEAU 10. – INDICATEUR CONJONCTUREL DE DIVORTIALITÉ (NOMBRE MOYEN DE DIVORCES POUR 100 MARIAGES)

	Année												
	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004		
Allemagne	14,8	22,7	23,2	31,6	28,1	32,5	39,9	41,2	—	45,8	46,2		
<i>Allemagne de l'Ouest</i>	15,0	22,0	22,8	32,0	31,4	38,0	—	—	—	—	—		
<i>Allemagne de l'Est</i>	19,1	30,1	31,9	39,0	23,7	18,4	—	—	—	—	—		
Autriche	18,2	19,7	26,2	30,8	32,8	38,3	43,4	45,9	45,4	44,1	46,3		
Belgique	9,7	15,8	20,7	26,8	31,1	54,9	45,5	50,2	53,8	56,1	—		
Danemark	25,1	36,5	39,9	46,0	43,8	41,2	44,6	44,9	46,6	47,3	47,1		
Finlande	16,9	25,5	27,7	27,6	42,4	48,3	51,2	50,7	50,2	50,9	50,4		
France	12,1	15,5	22,4	30,7	32,2	38,1	37,8	37,6	39,0	42,4	—		
Irlande	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Islande	17,9	26,2	28,3	35,6	33,6	33,9	39,5	39,4	36,7	37,0	38,6		
Luxembourg	9,6	10,1	25,9	30,6	36,1	33,2	47,4	47,6	50,9	47,7	49,1		
Norvège	13,3	20,5	25,0	32,6	43,1	45,4	44,7	45,8	46,1	47,5	49,0		
Pays-Bas	11,0	19,3	25,3	35,2	30,4	36,4	38,3	41,3	37,2	35,5	35,4		
Royaume-Uni	16,0	30,0	38,0	42,0	37,5	39,7	42,2	—	44,8	47,2	—		
<i>Angleterre-Galles</i>	16,2	31,9	39,6	43,8	42,5	45,0	43,5	—	—	—	—		
<i>Ecosse</i>	—	18,3	26,1	34,0	32,4	34,0	—	—	—	—	—		
<i>Irlande du Nord</i>	—	—	—	15,1	17,6	22,2	—	—	—	—	—		
Suède	23,3	49,8	42,4	45,1	44,5	51,6	54,9	54,2	55,1	54,0	51,5		
Suisse	15,3	20,8	27,3	29,4	33,2	37,8	25,5	38,6	40,2	41,7	44,9		
Espagne	—	—	—	7,5	10,1	14,8	12,3	13,0	13,8	14,5	—		
Grèce	5,4	5,5	9,9	11,0	9,1	17,3	18,1	—	—	—	—		
Italie	5,0	2,8	3,2	4,1	7,7	8,0	—	12,3	13,0	—	—		
Portugal	0,7	2,2	7,5	11,3	11,8	16,2	26,2	26,2	38,8	32,1	33,3		
Chypre	—	—	4,0	6,0	7,9	14,2	21,8	21,7	22,3	23,9	23,6		
Chypre (zone contrôlée)	—	—	—	—	7,9	14,2	21,8	21,7	22,3	23,9	23,6		
Malte	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Albanie	12,0	11,8	11,1	10,9	—	—	—	—	—	—	—		
Bosnie-Herzégovine	—	—	—	8,0	5,0	—	—	—	—	—	—		
Croatie	12,8	12,9	12,7	14,5	15,4	14,0	15,5	16,9	16,4	17,0	—		
Macédoine	3,0	8,7	5,6	5,0	5,0	4,3	8,5	9,4	8,7	9,3	10,8		
Slovénie	13,2	14,6	14,6	18,8	14,9	13,8	20,7	22,0	24,6	25,0	25,1		
Serbie-Monténégro	11,6	11,5	13,8	15,2	13,6	11,5	13,2	13,6	16,6	—	—		

ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE RÉCENTE DES PAYS DÉVELOPPÉS

	Année												
	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004		
Bulgarie	14,0	15,0	18,0	21,0	17,0	18,5	21,1	21,0	21,5	25,8	30,7		
Hongrie	21,6	23,7	25,4	29,1	26,7	33,8	37,5	39,1	41,7	41,7	41,9		
Pologne	14,0	15,0	14,0	17,0	15,0	14,0	17,3	18,1	18,4	20,0	23,5		
Roumanie	4,5	20,2	19,4	18,6	19,4	20,3	19,1	19,4	20,0	21,1	—		
République tchèque	26,1	30,0	30,8	35,9	38,0	38,4	41,3	44,6	45,6	47,9	49,2		
Slovaquie	10,8	17,7	17,5	20,1	22,9	24,1	26,9	28,5	32,5	32,3	33,3		
Russie	33,7	37,9	42,4	40,7	40,0	50,3	—	—	—	—	—		
Estonie	—	—	50,0	49,0	46,0	66,4	46,7	48,4	47,6	47,1	—		
Lettonie	51,0	52,0	54,0	48,0	44,0	34,7	34,4	33,9	36,9	31,8	36,3		
Lituanie	25,0	33,1	38,1	38,4	39,4	32,1	38,9	41,3	41,1	42,2	44,7		
Biélorussie	—	—	—	—	—	—	52,9	49,6	—	39,8	38,0		
Moldavie	—	—	—	—	—	36,5	28,6	33,5	39,8	46,8	49,0		
Ukraine	29,0	34,0	36,0	36,0	37,0	38,0	40,0	44,7	38,0	37,0	—		
Arménie	16,0	15,0	17,0	16,0	18,0	11,0	5,2	6,1	6,3	7,1	8,1		
Azerbaïdjan	—	—	—	—	—	—	10,3	10,4	11,2	13,0	13,4		
Géorgie	—	—	—	—	—	—	6,6	7,4	7,6	4,0	—		
Turquie	4,0	5,0	5,0	5,0	6,0	6,0	6,0	6,0	9,0	—	—		
Israël	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Canada	—	29,3	32,8	31,2	38,4	43,1	37,3	—	—	—	—		
États-Unis	—	54,8	58,9	54,8	—	—	—	—	—	—	—		
Australie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Nouvelle-Zélande	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Japon	0,9	—	1,2	—	1,3	1,6	—	—	—	—	—		
Europe des Quinze	—	—	—	—	25,6	29,7	32,9	33,7	35,0	36,2	37,1		
Nouveaux pays membres	—	—	—	—	—	—	26,5	27,7	28,7	29,7	32,1		
Europe des Vingt-Cinq	—	—	—	—	—	—	31,7	32,6	33,8	34,9	36,1		

Source : ODE.

TABLEAU 11A. – NOMBRE D'AVORTEMENTS LÉGAUX

	Année												
	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004		
Allemagne	-	-	179 805	173 792	145 267	97 937	134 609	134 964	130 387	128 030	129 650		
Allemagne de l'Ouest	-	-	87 702	83 538	78 808	73 798	-	-	-	-	-		
Allemagne de l'Est	-	88 756	92 103	90 254	66 459	24 139	-	-	-	-	-		
Autriche*	15 613	26 433	23 394	17 907	3 505	2 494	2 380	2 306	-	-	-		
Belgique	-	-	-	-	-	11 243	13 762	14 775	14 791	15 595	-		
Danemark	9 375	27 884	23 334	19 919	20 589	17 720	15 666	15 315	14 967	15 567	14 674		
Finlande	14 757	21 547	15 037	13 833	12 217	9 872	10 931	10 739	10 969	10 768	11 091		
France	-	33 454	171 218	173 335	197 406	179 648	-	202 128	205 593	-	-		
Irlande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Islande	99	274	523	705	714	807	987	984	926	951	-		
Luxembourg	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Norvège	7 941	15 132	13 531	14 599	15 551	13 762	14 635	13 888	13 557	13 888	14 071		
Pays-Bas	16 485	15 500	19 700	17 300	18 384	20 932	-	-	-	-	-		
Royaume-Uni	91 819	147 029	168 808	181 062	197 131	174 781	197 341	197 913	196 587	-	-		
Angleterre-Galles	75 962	106 224	128 927	141 101	173 900	154 315	175 542	176 364	175 932	181 582	185 415		
Ecosse	5 254	7 327	7 905	9 189	10 219	11 143	11 995	12 126	11 594	-	-		
Irlande du Nord	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Suède	16 100	32 526	34 887	30 838	37 489	31 441	30 980	31 772	33 365	34 473	34 454		
Suisse	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Espagne	-	-	-	-	37 231	49 367	63 756	69 857	77 125	79 788	-		
Grèce	-	61	117	180	10 145	-	-	-	-	-	-		
Italie	-	-	207 644	210 192	161 386	136 817	137 470	132 073	131 039	124 118	-		
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Chypre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Chypre (zone contrôlée)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Malte	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Albanie	-	11 422	15 912	20 489	26 112	31 874	21 004	17 125	17 500	12 087	10 517		
Bosnie-Herzégovine	-	-	-	58 973	-	-	-	-	-	-	-		
Croatie	38 529	40 870	47 827	51 549	38 644	14 282	7 534	6 574	6 191	5 923	5 232		
Macédoine	15 074	17 645	26 726	29 865	21 994	15 805	11 407	-	-	-	-		
Slovénie	-	-	18 160	17 960	14 731	10 791	8 429	7 799	7 327	6 873	6 403		
Serbie-Monténégro	-	-	-	222 573	195 694	96 854	-	-	-	-	-		



ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE RÉCENTE DES PAYS DÉVELOPPÉS

	Année													
	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004			
Bulgarie	142 511	143 450	156 056	132 269	144 644	97 092	61 378	51 165	50 824	48 035	47 223			
Hongrie	192 283	96 212	80 882	81 970	90 394	76 957	59 249	56 404	56 075	53 789	52 539			
Pologne	148 369	138 810	137 950	135 564	59 417	559	138	123	159	174	199			
Roumanie	292 409	359 417	413 093	302 838	992 265	502 840	257 865	254 855	247 608	224 807	191 038			
République tchèque	71 893	55 511	68 930	83 042	111 268	49 531	34 623	32 528	31 142	29 298	27 574			
Slovaquie	27 873	26 160	31 240	36 283	48 437	30 154	18 468	18 026	17 382	16 222	15 307			
Russie	4 833 700	4 670 700	4 506 000	4 454 400	4 103 400	2 766 362	2 138 750	2 014 710	1 944 481	1 864 647	1 796 600			
Estonie	40 663	38 927	35 497	35 652	29 410	17 671	12 743	11 653	10 834	10 619	10 074			
Lettonie	-	-	-	-	-	25 933	17 240	15 647	14 685	14 508	13 723			
Lituanie	45 298	45 582	45 200	41 968	27 504	31 278	16 259	13 677	12 495	11 513	10 644			
Biélorussie	187 935	194 710	201 852	200 888	260 839	193 280	121 895	101 402	89 895	80 174	71 700			
Moldavie	86 093	93 394	96 283	102 661	81 931	57 181	20 395	16 028	15 739	17 551	17 965			
Ukraine	1 130 115	1 110 223	1 137 391	1 135 475	1 019 038	740 172	434 223	369 750	345 967	315 835	289 065			
Arménie	-	45 480	32 604	33 896	25 282	30 726	11 769	10 033	9 372	10 510	10 487			
Azerbaïdjan	58 574	54 581	58 012	53 197	24 611	28 610	17 501	18 332	16 606	16 903	-			
Géorgie	46 348	81 785	85 285	66 607	56 862	39 538	14 951	15 008	13 908	-	-			
Turquie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Israël	-	-	14 708	18 406	16 446	16 244	-	-	-	-	-			
Canada	11 152	53 705	72 099	69 216	92 901	-	-	-	-	-	-			
États-Unis	399 000	1 034 000	1 554 000	1 589 000	1 609 000	1 364 000	1 331 214	-	-	-	-			
Australie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Nouvelle-Zélande	-	-	5 945	7 130	11 173	13 652	16 103	16 410	17 380	-	-			
Japon	732 033	671 597	598 084	550 127	456 797	343 024	341 146	341 588	-	-	-			
Europe des Quinze	-	-	843 944	838 358	840 750	732 252	-	-	-	-	-			
Nouveaux pays membres	-	-	-	-	-	242 874	167 149	155 857	150 099	142 996	136 463			
Europe des Vingt-Cinq	-	-	-	-	-	975 126	-	-	-	-	-			

\* Les avortements correspondent aux avortements survenus à l'hôpital et comprennent, jusqu'en 1988, les fausses couches.

Source : ODE.

TABLEAU 11B.- AVORTEMENTS LÉGAUX (POUR 100 NAISSANCES VIVANTES)

	Année											
	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	
Allemagne	-	-	20,8	21,4	16,0	12,8	17,6	18,4	18,1	18,1	18,4	
<i>Allemagne de l'Ouest</i>	-	-	14,1	14,3	10,8	10,8	-	-	-	-	-	
<i>Allemagne de l'Est</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autriche	13,9	28,2	25,7	20,5	3,9	2,8	3,0	3,1	-	-	-	
Belgique	-	-	-	-	-	9,7	12,0	13,0	13,3	13,9	-	
Danemark	13,2	38,7	40,7	37,1	32,5	25,4	23,4	23,4	23,4	24,1	22,8	
Finlande	22,9	32,8	23,8	22,0	18,6	15,7	19,3	19,1	19,7	19,0	19,2	
France	-	4,5	21,4	22,6	25,9	24,6	-	26,2	27,0	-	-	
Irlande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Islande	2,5	6,3	11,6	18,3	15,0	18,9	22,9	24,1	-	23,0	-	
Luxembourg	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Norvège	12,3	26,9	26,5	28,6	25,5	22,8	24,7	24,5	24,5	24,6	24,7	
Pays-Bas	6,9	8,7	10,9	9,7	9,3	11,0	-	-	-	-	-	
Royaume-Uni	10,2	21,1	22,4	24,1	24,7	23,9	29,1	29,6	29,4	-	-	
<i>Angleterre-Galles</i>	9,7	17,6	19,6	21,5	24,6	23,8	29,0	29,7	29,5	29,2	29,0	
<i>Écosse</i>	6,0	10,8	11,5	13,8	15,5	18,6	22,6	23,1	22,6	-	-	
<i>Irlande du Nord</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Suède	14,6	31,4	35,9	31,3	30,2	30,4	34,3	34,7	34,8	34,8	34,1	
Suisse	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Espagne	-	-	-	-	9,3	13,6	16,0	17,2	18,4	18,1	-	
Grèce	-	0,0	0,1	0,2	9,9	-	-	-	-	-	-	
Italie	-	-	31,6	35,7	27,8	26,0	25,5	24,8	24,5	23,0	-	
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Chypre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Chypre (zone contrôlée)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Malte	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Albanie	-	16,2	22,5	26,4	31,8	44,2	41,9	32,5	39,3	25,7	24,4	
Bosnie-Herzégovine	-	-	-	81,1	-	-	-	-	-	-	-	
Croatie	63,1	61,0	70,1	82,3	69,7	28,5	17,2	16,0	15,4	14,9	13,0	
Macédoine	39,8	44,6	67,2	77,1	62,1	49,2	38,9	-	-	-	-	
Slovénie	-	-	60,7	69,3	65,9	56,9	46,4	44,6	41,9	39,7	35,6	
Serbie-Monténégro	-	-	-	133,6	126,2	68,9	-	-	-	-	-	

## ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE RÉCENTE DES PAYS DÉVELOPPÉS

291

	Année													
	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004			
Bulgarie	102,7	99,2	121,7	111,2	137,5	134,9	83,3	75,0	76,4	71,3	67,6			
Hongrie	126,7	49,5	54,4	63,0	71,9	68,7	60,7	58,1	57,9	56,8	55,2			
Pologne	27,1	21,5	19,8	19,9	10,8	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1			
Roumanie	68,5	85,9	103,6	84,4	315,3	212,5	110,0	115,6	117,6	105,8	88,3			
République tchèque	48,6	28,9	44,8	61,1	85,2	51,5	38,1	35,9	33,6	31,3	28,2			
Slovaquie	34,6	26,8	32,8	40,2	60,6	49,1	33,5	35,3	34,2	31,4	28,5			
Russie	253,9	221,8	204,6	187,5	206,3	202,8	168,8	153,6	139,2	126,2	119,6			
Estonie	188,7	182,2	159,9	150,9	131,9	130,8	97,5	92,2	83,3	81,5	72,0			
Lettonie	-	-	-	-	-	120,1	85,1	79,6	73,3	69,1	67,5			
Lituanie	81,6	88,1	87,3	71,8	48,4	75,9	47,6	43,4	41,6	37,6	35,0			
Biélorussie	128,1	132,9	130,7	121,7	183,5	191,1	130,1	110,6	101,3	90,6	80,6			
Moldavie	123,4	118,0	121,0	113,5	106,3	101,4	55,2	44,0	44,1	48,1	46,9			
Ukraine	157,1	150,3	153,2	148,9	155,1	150,2	112,7	98,2	88,6	77,3	67,7			
Arménie	-	72,3	46,4	42,2	31,6	62,8	34,3	31,3	29,1	29,4	28,0			
Azerbaïdjan	38,8	38,5	37,4	29,9	13,4	20,0	15,0	16,6	15,0	14,9	-			
Géorgie	51,4	91,2	95,3	68,1	61,3	70,2	30,6	31,5	29,8	-	-			
Turquie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Israël	-	-	15,6	18,5	15,9	13,9	-	-	-	-	-			
Canada	3,1	14,9	19,4	18,4	22,9	-	-	-	-	-	-			
États-Unis	10,7	32,9	43,0	42,3	38,8	35,0	32,8	-	-	-	-			
Australie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Nouvelle-Zélande	-	-	11,8	13,8	18,6	23,7	28,4	29,4	32,2	-	-			
Japon	37,8	35,3	37,9	38,4	37,4	28,9	28,7	29,2	-	-	-			
Europe des Quinze	-	-	18,2	19,6	19,2	18,3	-	-	-	-	-			
Nouveaux pays membres	-	-	-	-	-	29,8	23,2	22,2	21,8	20,8	19,5			
Europe des Vingt-Cinq	-	-	-	-	-	22,7	-	-	-	-	-			

Source : ODE.

TABLEAU 12.- ESPÉRANCE DE VIE À LA NAISSANCE (EN ANNÉES ET DIXIÈMES D'ANNÉES)

	Année																			
	1970		1980		1985		1990		1995		2000		2001		2002		2003		2004	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
Allemagne	67,5	73,5	69,6	76,1	71,1	77,4	72,0	78,4	73,2	79,7	75,0	81,0	75,5	81,3	75,6	81,3	75,7	81,4	76,5	82,1
<i>Allemagne de l'Ouest</i>	67,3	73,6	69,9	76,6	71,5	78,0	72,7	79,0	73,7	80,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Allemagne de l'Est</i>	68,2	73,3	68,7	74,6	69,6	75,4	69,2	76,2	71,2	78,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autriche	66,5	73,4	69,0	76,0	70,3	77,2	72,2	78,8	73,3	79,9	75,1	81,1	75,6	81,5	75,8	81,7	76,0	81,5	76,5	82,1
Belgique	67,9	74,1	69,9	76,5	71,1	77,9	72,7	79,3	73,4	80,2	74,6	80,8	74,9	81,1	75,1	81,1	75,9	81,7	75,4	80,3
Danemark	70,9	75,7	71,2	77,2	71,6	77,5	72,0	77,8	72,8	77,9	74,5	79,3	74,7	79,3	74,8	79,5	75,1	79,9	75,4	80,3
Finlande	66,2	74,4	69,3	77,8	70,2	78,7	71,0	78,9	72,8	80,1	74,2	81,0	74,6	81,5	74,9	81,5	75,2	81,8	75,4	82,2
France	68,4	75,8	70,2	78,3	71,3	79,3	72,8	80,9	73,9	81,8	75,3	82,7	75,5	82,9	75,8	83,0	75,9	83,0	—	—
Irlande	—	—	70,1	75,6	71,0	76,7	72,1	77,7	72,8	78,3	73,9	79,1	74,5	79,6	75,2	80,3	75,8	80,7	76,3	81,1
Islande	—	—	73,8	80,3	75,1	80,6	75,7	81,1	76,3	80,2	78,4	81,8	78,9	83,3	78,7	82,5	79,7	82,7	79,3	83,6
Luxembourg	—	73,2	70,3	75,4	70,5	77,2	72,5	78,5	73,2	80,4	74,8	81,1	75,2	80,7	74,9	81,5	75,0	81,0	76,3	82,5
Norvège	71,3	77,5	72,4	79,2	72,6	79,4	73,8	80,0	74,8	80,9	76,0	81,4	76,2	81,5	76,4	81,5	77,1	82,0	77,5	82,4
Pays-Bas	70,8	76,4	72,5	79,1	73,1	79,6	73,8	80,0	74,6	80,3	75,5	80,5	75,8	80,7	76,0	80,7	76,2	80,9	76,8	81,4
Royaume-Uni	—	—	70,8	76,9	71,7	77,6	72,8	78,4	73,9	79,1	75,4	80,2	75,7	80,4	75,9	80,5	76,1	80,5	—	—
<i>Angleterre-Galles</i>	—	—	70,8	76,7	71,8	77,5	73,1	78,8	74,2	79,4	75,6	80,3	75,9	80,6	76,2	80,7	—	—	—	—
<i>Écosse</i>	—	—	—	75,1	—	75,8	—	76,9	71,9	77,6	73,1	—	73,3	78,8	73,5	—	73,8	79,0	—	—
<i>Irlande du Nord</i>	—	—	68,4	75,0	70,6	76,9	72,3	77,9	73,4	78,8	74,8	79,8	75,2	80,1	75,6	80,4	—	—	—	—
Suède	72,3	77,1	72,8	78,8	73,8	79,6	74,8	80,4	76,2	81,4	77,4	82,0	77,6	82,1	77,7	82,1	77,9	82,5	78,4	82,7
Suisse	70,1	76,1	72,3	78,8	73,5	80,1	74,0	80,7	75,4	81,7	76,9	82,6	77,4	83,0	77,8	83,1	78,0	83,1	78,5	83,6
Espagne	69,9	75,2	72,2	78,2	73,0	79,5	73,3	80,3	74,3	81,5	75,8	82,5	76,1	82,8	76,2	82,9	76,3	82,8	77,2	83,8
Grèce	71,4	76,0	73,1	77,7	73,4	78,3	74,6	79,3	75,0	79,9	75,6	80,5	76,1	80,9	76,4	81,1	76,6	81,3	—	—
Italie	68,7	74,4	70,6	77,2	72,3	78,6	73,6	80,1	74,8	81,2	76,5	82,4	76,8	82,7	77,1	82,9	76,8	82,5	—	—
Portugal	64,0	69,9	68,0	74,9	69,4	76,4	70,4	77,3	71,6	78,7	73,2	80,0	73,5	80,3	73,8	80,5	74,2	80,5	74,9	81,4
Chypre	—	—	72,3	77,0	73,9	77,8	—	—	—	—	75,6	79,8	76,6	81,1	76,3	80,4	77,0	81,4	76,9	81,6
Chypre (zone contrôlée)	—	—	72,3	80,0	73,9	77,8	—	—	—	—	75,6	79,8	76,6	81,1	76,3	80,4	77,0	81,4	76,9	81,6
Malte	—	—	68,5	72,7	70,8	76,0	73,7	78,1	75,1	79,6	76,2	80,3	76,1	80,9	75,9	81,0	76,4	80,4	—	—
Albanie	—	—	67,7	72,2	68,7	75,5	69,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	72,1	78,6	—	—
Bosnie-Herzégovine	—	—	67,9	72,9	68,7	74,2	69,7	75,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Croatie	—	—	66,6	74,2	67,5	75,0	68,4	76,0	68,9	76,8	70,5	77,8	—	—	—	—	—	—	—	—
Macédoine	—	—	68,3	72,0	68,9	73,2	70,3	74,5	69,8	74,0	71,0	75,3	71,0	76,0	70,8	75,7	71,1	75,9	71,6	75,8
Slovenie	65,0	72,3	67,3	75,2	67,7	75,9	69,8	77,8	70,8	78,3	72,3	79,7	72,3	80,3	72,6	80,5	72,6	80,4	73,6	80,8
Serbie-Monténégro	64,2	69,3	68,3	72,9	68,1	72,9	69,2	75,4	69,8	74,7	70,1	75,0	69,7	74,9	69,9	75,2	70,1	75,2	—	—

## ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE RÉCENTE DES PAYS DÉVELOPPÉS

293

	Année																			
	1970		1980		1985		1990		1995		2000		2001		2002		2003		2004	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
Bulgarie	69,0	73,4	68,4	73,8	68,1	74,2	68,0	74,7	67,4	74,9	68,4	75,1	68,5	75,3	68,9	75,6	68,9	75,9	69,1	76,2
Hongrie	66,3	72,0	65,5	72,7	65,1	73,1	65,2	73,7	65,4	74,7	67,4	75,9	68,1	76,4	68,4	76,7	68,4	76,7	68,7	77,1
Pologne	67,5	73,3	66,0	74,4	66,5	74,8	66,5	75,5	67,6	76,3	69,7	77,9	70,2	78,3	70,4	78,7	70,5	78,8	70,6	79,1
Roumanie	65,8	70,3	66,6	71,8	66,4	72,3	66,6	73,0	65,4	73,2	67,7	74,6	67,6	74,9	67,5	74,9	67,8	75,3	—	—
République tchèque	66,2	73,1	66,8	73,9	67,6	74,8	67,6	75,5	69,7	76,7	71,6	78,4	72,1	78,5	72,1	78,7	72,1	78,7	72,6	79,2
Slovaquie	66,7	73,0	66,8	74,3	67,0	74,9	66,7	75,6	68,4	76,4	69,1	77,4	69,5	77,7	69,8	77,7	69,9	77,8	70,4	78,0
Russie	63,2	73,6	61,5	73,1	63,8	74,0	63,8	74,3	58,3	71,7	59,1	72,3	59,0	72,3	58,8	71,9	58,6	71,8	58,9	72,3
Estonie	65,4	74,0	64,1	74,1	65,5	74,8	64,7	74,9	61,9	74,5	65,6	76,4	64,9	76,4	65,3	77,1	66,2	77,2	—	—
Lettonie	—	—	63,6	74,2	65,5	74,5	64,2	74,6	60,1	73,1	65,0	76,0	64,8	75,9	64,8	76,0	65,7	75,9	66,1	76,2
Lituanie	—	—	65,4	75,4	66,8	75,9	66,4	76,2	63,3	75,0	66,8	77,4	66,0	77,5	66,3	77,5	66,5	77,7	66,4	77,7
Biélorussie	68,1	75,7	65,9	75,5	67,4	77,2	66,3	75,6	62,9	74,3	63,4	74,6	62,8	74,5	62,3	74,1	62,9	74,9	63,2	76,0
Moldavie	—	—	62,6	69,0	63,1	69,0	65,0	71,8	61,8	69,7	63,9	71,0	64,6	71,9	64,5	71,9	64,4	72,0	64,6	72,4
Ukraine	—	—	64,6	74,0	64,8	74,0	65,6	74,9	61,4	72,7	—	—	62,4	73,7	62,2	73,7	62,3	73,5	62,1	73,6
Arménie	—	—	—	—	—	—	68,6	75,7	66,0	74,5	73,2	77,6	70,0	76,1	69,8	75,9	69,9	75,8	70,4	76,6
Azerbaïdjan	—	—	65,5	72,0	65,3	73,0	67,0	74,8	65,2	72,9	68,5	74,1	69,4	74,7	69,6	74,8	69,6	74,6	69,9	75,0
Géorgie	—	—	—	—	—	—	68,7	76,2	68,1	75,8	67,5	75,0	68,0	74,8	68,0	74,8	69,1	74,7	67,8	74,9
Turquie	52,0	56,3	55,8	60,4	59,8	64,3	64,2	68,7	64,9	69,4	65,8	70,4	66,0	70,6	66,2	70,9	66,4	71,0	—	—
Israël	—	—	72,1	75,7	73,5	77,0	74,9	78,4	75,5	79,5	76,7	80,9	77,3	81,2	—	—	—	—	—	—
Canada	—	—	71,9	79,0	73,0	79,8	74,0	80,6	—	—	76,7	82,0	—	—	—	—	—	—	—	—
États-Unis	67,1	74,7	70,0	77,4	71,1	78,2	71,8	78,8	72,5	78,9	74,1	79,5	74,4	79,8	74,5	79,9	74,8	80,1	—	—
Australie	—	—	71,0	78,1	72,4	78,8	73,9	80,1	75,4	81,1	76,6	82,0	77,0	82,4	77,4	82,6	—	—	—	—
Nouvelle-Zélande	68,6*	74,6*	70,4	76,4	71,1	77,1	72,9	78,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Japon	69,3	74,7	73,4	78,8	74,8	80,5	75,9	81,9	76,4	82,9	77,7	84,6	78,1	84,9	—	—	—	—	—	—
Europe des Quinze	—	—	—	—	—	—	72,8	79,3	73,9	80,3	75,4	81,4	75,8	81,7	76,0	81,8	76,1	81,8	76,5	82,2
Nouveaux pays membres	—	—	—	—	—	—	—	—	67,1	76,0	69,4	77,6	69,7	77,9	69,9	78,1	70,1	78,2	70,3	78,6
Europe des Vingt-Cinq	—	—	—	—	—	—	—	—	72,7	79,6	74,4	80,8	74,7	81,1	75,0	81,2	75,1	81,2	75,3	81,6

\* 1971; \*\* 1976.  
Source : ODE.



	2000			2001			2002			2003			2004		
	Immigrants	Émigrants	Solde migratoire	Immigrants	Émigrants	Solde migratoire	Immigrants	Émigrants	Solde migratoire	Immigrants	Émigrants	Solde migratoire	Immigrants	Émigrants	Solde migratoire
Bulgarie	20,2	2,2	18,0	20,3	1,9	18,4	18,0	2,4	15,6	19,4	2,6	16,8	18,1	3,4	14,7
Hongrie	7,3	27,0	-19,7	6,6	23,4	-16,7	6,6	24,5	-17,9	7,0	20,8	-13,8	9,5	18,9	-9,4
Pologne	11,0	14,8	-3,7	10,4	9,9	0,4	6,6	8,2	-1,6	3,3	10,7	-7,4	3,0	13,1	-10,1
Roumanie	7,8	1,3	6,5	12,9	21,5	-8,6	44,7	32,4	12,3	60,0	34,2	25,8	53,5	34,8	18,6
République tchèque	2,3	0,8	1,5	2,0	1,0	1,0	2,3	1,4	0,9	2,6	1,2	1,4	4,5	1,6	2,9
Slovaquie	350,9	161,2	189,7	187,4	137,6	49,8	184,6	106,7	77,9	94,0	35,1	58,9	79,8	39,4	40,4
Russie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Estonie	1,6	7,1	-5,5	1,4	6,6	-5,2	1,4	3,3	-1,8	1,4	2,2	-0,8	1,7	2,7	-1,1
Lettonie	1,5	2,6	-1,1	4,7	7,3	-2,6	5,1	7,1	-2,0	4,7	11,0	-6,3	5,6	15,2	-9,6
Lituanie	25,9	13,8	12,1	23,4	14,3	9,1	18,9	13,4	5,6	18,1	13,0	5,2	14,6	12,5	2,1
Biélorussie	1,3	9,1	-7,8	1,3	6,4	-5,2	1,3	6,6	-5,3	1,6	7,4	-5,8	1,9	7,2	-5,2
Moldavie	-	-	-	45,8	88,8	-43,0	38,9	75,7	-36,9	36,1	63,2	-27,2	38,6	46,2	-7,6
Ukraine	1,6	12,0	-10,4	1,6	11,9	-10,3	1,7	10,9	-9,2	1,9	9,5	-7,6	1,5	9,2	-7,7
Arménie	4,4	9,9	-5,6	2,6	7,3	-4,7	1,3	4,3	-3,1	2,5	3,8	-1,3	2,4	2,8	-0,4
Azerbaïdjan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Géorgie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Turquie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Israël	60,2	-	-	43,6	-	-	33,6	-	-	23,3	-	-	20,9	-	-
Canada	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
États-Unis	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Australie	317,6	206,1	111,4	356,4	216,1	140,3	362,0	222,9	139,0	388,4	224,9	163,6	-	-	-
Nouvelle-Zélande	63,0	74,3	-11,3	81,1	71,4	9,7	96,0	57,8	38,2	92,7	57,8	34,9	-	-	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Europe des Quinze	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nouveaux pays membres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Europe des Vingt-Cinq	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : ODE.





	2000			2001			2002			2003			2004		
	Taux d'immig.	Taux d'émig.	Taux net de mig.	Taux d'immig.	Taux d'émig.	Taux net de mig.	Taux d'immig.	Taux d'émig.	Taux net de mig.	Taux d'immig.	Taux d'émig.	Taux net de mig.	Taux d'immig.	Taux d'émig.	Taux net de mig.
Bulgarie	1,98	0,22	1,76	1,99	0,19	1,80	1,77	0,24	1,53	1,91	0,25	1,66	1,79	0,33	1,46
Hongrie	0,19	0,70	-0,51	0,17	0,61	-0,44	0,17	0,64	-0,47	0,18	0,54	-0,36	0,25	0,49	-0,25
Pologne	0,49	0,66	-0,17	0,47	0,45	0,02	0,30	0,37	-0,07	0,15	0,49	-0,34	0,14	0,60	-0,47
Roumanie	0,76	0,12	0,64	1,26	2,10	-0,84	4,38	3,17	1,20	5,88	3,35	2,53	5,23	3,41	1,82
République tchèque	0,42	0,15	0,27	0,38	0,19	0,19	0,43	0,26	0,17	0,48	0,22	0,26	0,83	0,29	0,53
Slovaquie	2,42	1,11	1,31	1,30	0,95	0,35	1,28	0,74	0,54	0,65	0,24	0,41	0,55	0,27	0,28
Russie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Estonie	0,69	3,01	-2,32	0,61	2,80	-2,19	0,61	1,39	-0,78	0,59	0,95	-0,36	0,72	1,19	-0,47
Lettonie	0,43	0,75	-0,32	1,35	2,08	-0,74	1,47	2,04	-0,57	1,37	3,19	-1,83	1,62	4,41	-2,80
Lituanie	2,59	1,38	1,21	2,34	1,43	0,91	1,91	1,35	0,56	1,84	1,32	0,52	1,49	1,27	0,22
Biélorussie	0,36	2,51	-2,15	0,36	1,78	-1,42	0,36	1,82	-1,46	0,45	2,04	-1,59	0,54	1,99	-1,45
Moldavie	-	-	-	0,94	1,83	-0,89	0,81	1,58	-0,77	0,76	1,33	-0,57	0,82	0,98	-0,16
Ukraine	0,42	3,16	-2,73	0,46	3,39	-2,94	0,53	3,40	-2,87	0,60	2,97	-2,37	0,47	2,87	-2,40
Arménie	0,54	1,24	-0,69	0,32	0,90	-0,58	0,15	0,53	-0,37	0,30	0,46	-0,15	0,29	0,34	-0,05
Azerbaïdjan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Géorgie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Turquie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Israël	9,57	-	-	6,77	-	-	5,11	-	-	3,48	-	-	3,07	-	-
Canada	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
États-Unis	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Australie	16,58	10,76	5,82	18,37	11,14	7,23	18,43	11,35	7,08	19,54	11,31	8,23	-	-	-
Nouvelle-Zélande	16,37	19,31	-2,94	20,94	18,43	2,51	24,51	14,76	9,76	23,31	14,53	8,78	-	-	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Europe des Quinze	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nouveaux pays membres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Europe des Vingt-Cinq	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : ODE.

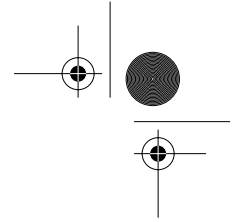


## ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE RÉCENTE DES PAYS DÉVELOPPÉS

299

	2000		2001		2002		2003		2004		2005	
	Population étrangère	Proportion d'étrangers	Population étrangère	Proportion d'étrangers	Population étrangère	Proportion d'étrangers	Population étrangère	Proportion d'étrangers	Population étrangère	Proportion d'étrangers	Population étrangère	Proportion d'étrangers
Bulgarie	-	-	110,03	1,08	116,43	1,14	115,89	1,14	130,10	1,29	143,76	1,42
Hongrie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pologne	-	-	1,19	0,01	1,07	-	1,34	0,01	25,65	0,12	25,92	0,12
Roumanie	1,29	0,01	180,26	1,76	163,81	1,60	179,15	1,76	195,39	1,91	-	-
République tchèque	239,22	2,33	-	-	-	-	-	-	29,86	0,55	22,25	0,41
Slovaquie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Russie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Estonie	274,50	20,01	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Lettonie	27,57	1,16	29,45	1,25	31,35	1,34	29,96	1,29	33,34	1,44	34,91	1,51
Lituanie	-	-	31,21	0,89	-	-	-	-	-	-	32,33	0,94
Biélorussie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moldavie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ukraine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arménie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Azerbaïdjan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Géorgie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Turquie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Israël	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Canada	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
États-Unis	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Australie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nouvelle-Zélande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Europe des Quinze	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nouveaux pays membres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Europe des Vingt-Cinq	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : ODE.

**SARDON Jean-Paul. – Évolution démographique récente des pays développés**

La relative stabilité d'ensemble de la population du continent européen n'est assurée que par la croissance de celle de l'Europe occidentale, due pour l'essentiel à l'immigration. En Europe centrale, l'accroissement naturel est négatif, le solde migratoire n'étant positif qu'en Russie. Cette situation s'oppose à celle des États-Unis, où soldes naturel et migratoire sont largement positifs. L'indicateur conjoncturel de fécondité de l'Europe des Quinze enregistre une légère progression depuis 2002, due pour l'essentiel aux anciens membres, pour se situer à 1,55 enfant par femme, soit 0,5 enfant de moins qu'aux États-Unis. Tendances et niveaux de la fécondité sont assez contrastés sur l'ensemble du continent, l'indicateur s'échelonnant de 1,20 en Biélorussie à 2,04 en Islande. En Europe centrale et orientale, où la fécondité était descendue à des niveaux très faibles, le recul semble enrayé dans de nombreux pays. En Europe occidentale, on observe une certaine stabilisation des indicateurs, même s'ils enregistrent une notable élévation en Scandinavie. La descendance finale des générations féminines continue à baisser presque partout, à l'exception des États-Unis. Cette diminution de la descendance finale s'accompagne d'une augmentation de l'infécondité définitive. La durée de vie moyenne continue sa progression dans la quasi-totalité des pays européens. Cependant, les pays issus de l'ancienne Union soviétique n'ont toujours pas rattrapé le niveau qui était le leur dans les années 1960. Si l'espérance de vie à la naissance des femmes est dans certains pays d'Europe occidentale (Espagne, Suisse et France) parmi les plus élevées du monde, elle n'en accuse pas moins un retard de près de 2 ans sur le Japon.

**SARDON Jean-Paul. – Recent Demographic Trends in Developed Countries**

The relative overall stability of the population of continental Europe is accounted for by population growth in western Europe alone, mainly from immigration. Central Europe has negative natural increase, with net migration being positive only in Russia. This contrasts with the United States, where natural increase and net migration are substantially positive. The total fertility rate in the 15-member EU, driven chiefly by the older members, has risen slightly since 2002 and now stands at 1.55 children per woman, 0.5 children below the United States. Fertility trends and levels present quite contrasting pictures across the whole of the continent, with TFRs ranging from 1.20 in Belarus to 2.04 in Iceland. Fertility in central and eastern Europe had fallen to very low levels, but the decline now seems to have abated in many countries. Rates have broadly stabilized in western Europe, apart from Scandinavia where they have risen significantly. Women's completed fertility is continuing to decrease almost everywhere, apart from the United States. This reduction in completed fertility is accompanied by an increase in permanent infertility. The mean length of life continues to increase in almost all European countries, although the countries of the former Soviet Union have still not returned to their 1960s levels. While female life expectancy at birth is among the highest in the world in some western European countries (Spain, Switzerland and France), it is still almost 2 years lower than in Japan.

**SARDON Jean-Paul. – Evolución demográfica reciente en los países desarrollados**

La relativa estabilidad general de la población europea se explica por el crecimiento de los países de Europa Occidental, debido esencialmente a la inmigración. Tanto Europa Central como Europa del Este y Rusia tienen un crecimiento natural negativo, y el saldo migratorio únicamente es positivo en Rusia. Tal situación contrasta con la de Estados Unidos, donde los saldos natural y migratorio son ampliamente positivos. El índice sintético de fecundidad de la Europa de los quince registra un ligero ascenso desde el año 2002, debido esencialmente al aumento de la fecundidad entre los miembros iniciales de la Unión Europea, y alcanza los 1,55 hijos por mujer, es decir 0,5 hijos menos que los Estados Unidos. Las tendencias y niveles de fecundidad contrastan significativamente dentro del continente, con índices de fecundidad de 1,2 en Bielorrusia a 2,04 en Islandia. En Europa Central y del Este, donde la fecundidad había descendido a niveles muy bajos, el repliegue parece haberse detenido en numerosos países. Los indicadores se han estabilizado en Europa Occidental, aunque registran una progresión notable en los países escandinavos. La descendencia final de las generaciones femeninas sigue disminuyendo en todos los países excepto en Estados Unidos. Esta disminución viene acompañada por un aumento de la infecundidad definitiva. La duración media de vida sigue aumentando en casi todos los países europeos. Sin embargo, los países de la ex-Unión Soviética siguen sin alcanzar el nivel registrado durante los años sesenta. Entre las mujeres, la esperanza de vida al nacer se encuentra, en ciertos países de Europa Occidental (España, Suiza y Francia), entre las más elevadas del mundo, aunque es dos años inferior a la de las mujeres japonesas.